



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 6 juin 1953

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, June 6th, 1953

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
33898 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,
Queen's Printer.

Gouvernement House. Québec, June 27th, 1940.
33898 — 1-52

Lettres patentes

Adéard et Gustave Lépine, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du trente avril 1953, constituant en corporation: J.-Arthur Juneau, industriel, Roméo Paradis, Adalbert Poulin, tous deux employés, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs de pompes funèbres, sous le nom de "Adéard et Gustave Lépine, Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le trente avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950-o L. DÉSILETS.

Letters Patent

Adéard et Gustave Lépine, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the thirtieth of April 1953, incorporating: J.-Arthur Juneau, industrialist, Roméo Paradis, Adalbert Poulin, both employees, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of undertakers, under the name of "Adéard et Gustave Lépine, Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company shall be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, the thirtieth day of April 1953.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Aluminum Packaging Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trentième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat, de la cité d'Outremont, Bernard Diamond, avocat, Larry Smith, comptable, Gilbert Howard, marchand, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de ferronnerie, sous le nom de "Aluminum Packaging Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950 L. DÉSILETS.

Aluminum Packaging Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q. 1941, bearing date the thirtieth day of April, 1953, incorporating: Louis Orenstein, advocate, of the City of Outremont, Bernard Diamond, advocate, Larry Smith, accountant, Gilbert Howard, merchant, of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in hardware, under the name of "Aluminum Packaging Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirtieth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34950-o Deputy Attorney General.

Armstrong Funeral Chapel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trentième jour d'avril 1953, constituant en corporation: William Guy Armstrong, Colin Campbell Leslie, tous deux entrepreneurs de pompes funèbres, Georges Douglas Armstrong, dentiste, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre et exercer le commerce de directeurs funéraires, entrepreneurs de pompes funèbres, embaumeurs, sous le nom de "Armstrong Funeral Chapel Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3426 avenue du Parc, cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950 L. DÉSILETS.

Armstrong Funeral Chapel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of April, 1953, incorporating: William Guy Armstrong, Colin Campbell Leslie, both undertakers, Georges Douglas Armstrong, dentist, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To undertake and carry on the business of funeral directors, undertakers, morticians, embalmers, under the name of "Armstrong Funeral Chapel Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 3426 Park Avenue, in the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34950-o Deputy Attorney General.

**Bel Air Clothing Inc.
Vêtements Bel Air Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt et un avril 1953, constituant en corporation: Joseph Moore, tailleur, de Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska, Marcel Roberge, agent manufacturier, de la cité de Québec, Jean-M. Roberge, agent manufacturier, de Sillery, ces deux derniers du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer généralement le commerce et l'industrie de manufacturier de vêtements, sous le nom de "Bel Air Clothing Inc." — "Vêtements Bel Air Inc.", avec un capital de \$50,000, divisé en 200 actions communes d'une valeur au pair de \$100 chacune, et en 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune.

**Bel Air Clothing Inc.
Vêtements Bel Air Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-first of April 1953, incorporating: Joseph Moore, tailor, of Victoriaville, judicial district of Arthabaska, Marcel Roberge, manufacturing agent, of the city of Quebec, Jean-M. Roberge, manufacturing agent, of Sillery, the two latter of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry, on the general business and deal in as manufacturer of wearing apparel, under the name of "Bel Air Clothing Inc." — "Vêtements Bel Air Inc.", with a capital stock of \$50,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and 600 preferred shares of a par value of \$50 each.

Le siège social de la compagnie sera à Laurierville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950-o L. DÉSILETS.

The head office of the company shall be at Laurierville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-first day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34950 Deputy Attorney General.

Blackie Automobile Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Jack Lightstone, avocat, Yvonne Bélanger, et Roselyn Soloway, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter, maintenir, opérer et diriger des garages, sous le nom de "Blackie Automobile Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950 L. DÉSILETS.

Blackie Automobile Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fifth day of April, 1953, incorporating: Jack Lightstone, advocate, Yvonne Bélanger and Roslyn Soloway, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To keep, maintain, operate and manage garages, under the name of "Blackie Automobile Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of the par value of \$100 each and 200 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fifth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34950-o Deputy Attorney General.

Bota & Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-deux avril 1953, constituant en corporation: Clarence Francis McCaffrey, c.r., James Pettigrew Diplock, procureurs et Mildred Callaghan, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'appareils de radio et de télévision, machines électroniques et accessoires électriques, sous le nom de "Bota & Company Ltd.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950 L. DÉSILETS.

Bota & Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-second day of April, 1953, incorporating: Clarence Francis McCaffrey, Q.C., James Pettigrew Diplock, barristers, and Mildred Callaghan, secretary all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in radio and television sets, electronic machines and electrical appliances, under the name of "Bota & Company Ltd.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-second day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34950-o Deputy Attorney General.

Bristol Transformers Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du premier mai 1953, constituant en corporation: Jack Lightstone, Leo Lavut, avocats, Roslyn Soloway, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de machinerie, générateurs, moteurs, accessoires et articles se rapportant ou connexes en aucune manière à la production, le contrôle ou à l'application de l'électricité, sous le nom de "Bristol Transformers Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Bristol Transformers Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the first day of May, 1953, incorporating: Jack Lightstone, Leo Lavut, advocates, Roslyn Soloway, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal with machinery, generators, motors, supplies and articles appertaining to or in any way connected with production, control or application of electricity, under the name of "Bristol Transformers Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier de mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950 L. DÉSILETS.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34950-o Deputy Attorney General.

Brosnan Chibougamau Mines Limited
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, Clifford George Meek, Charles Eric Humphrey, Guy Ambrose Miller, teneurs de livres, Cecil Bruce Cooke, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Brosnan Chibougamau Mines Limited" (Livre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$4,000,000, divisé en 4,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera au village de Chibougamau district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-quatrième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950 L. DÉSILETS.

Brosnan Chibougamau Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fourth day of April, 1953, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, Clifford Georges Meek, Charles Eric Humphrey, Guy Ambrose Miller, bookkeepers, Cecil Bruce Cooke, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Brosnan Chibougamau Mines Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of \$4,000,000, divided into 4,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at the village of Chibougamau, in the judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34950-o Deputy Attorney General.

Canada Moulders Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, i. a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt et un avril 1953, constituant en corporation: Charles-Joseph Gélinas, avocat et conseil en loi de la reine, Paul Gérin-Lajoie, Jean Geoffrion, avocats, tous trois d'Outremont, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tous articles faits de matières plastiques, verres, argiles, plâtres, bois, métaux, sous le nom de "Canada Moulders Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune, et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 7944, 14ième avenue, Ville St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950-o L. DÉSILETS.

Canada Moulders Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-first day of April, 1953, incorporating: Charles-Joseph Gélinas, advocate and Queen's Counsel, Paul Gérin-Lajoie, Jean Geoffrion, advocates, all three of Outremont, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all articles made of plastic, glass, clay, plaster, wood, metals, under the name of "Canada Moulders Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each, and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 7944, 14th Avenue, Town of St-Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-first day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34950 Deputy Attorney General.

Canado Construction Ltée
Canado Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre

Canado Construction Ltée
Canado Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter

276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du premier mai 1953, constituant en corporation: Jean-Louis Hamelin, entrepreneur général, J.-Emile Trépanier, agent, Marc-Y. Trépanier, dentiste, tous de Saint-Adelphe, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Canado Construction Ltée" — "Canado Construction Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Adelphe, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le premier mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950-o L. DÉSILETS.

Cape Breton Metals Limited
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRiche-lière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Colleen Shirley Abbott, Eleanor Wallace, secrétaires, filles majeures, William James Stewart, William Ernest Regan, avocats, James Hugh Gilmour Wallace, étudiant en droit, Joseph Francis Stewart, et David Burrell MacWilliams, courtiers, tous des cité de Toronto, dans la province d'Ontario, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Cape Breton Metals Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourent aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à 134 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950 L. DÉSILETS.

Cape Diamond Construction, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRiche-lière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Desmond Rourke, entrepreneur, de Sillery, Vernal Lewis McBain, entrepreneur, de Ste-Foy, Louis Boulanger, vendeur, de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Diriger et exercer le commerce de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Cape Diamond Construction, Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-huitième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950 L. DÉSILETS.

276, R.S.Q., 1941, bearing date the first day of May, 1953, incorporating: Jean-Louis Hamelin, general contractor, J. Emile Trépanier, agent, Marc Y. Trépanier, dentist, all of Saint-Adelphe, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Canado Construction Ltée" — "Canado Construction Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Adelphe, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34950 Deputy Attorney General.

Cape Breton Metals Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRiche-lière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-second day of April, 1953, incorporating: Colleen Shirley Abbott, Eleanor Wallace, secretaries, spinsters, William James Stewart, William Ernest Regan, solicitors, James Hugh Gilmour Wallace, student-at-law, Joseph Francis Stewart, and David Burrell MacWilliams, brokers, all of the city of Toronto, in the Province of Ontario, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Cape Breton Metals Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at 134 St. James Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34950-o Deputy Attorney General.

Cape Diamond Construction, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRiche-lière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-eighth day of April, 1953, incorporating: Desmond Rourke, contractor, of Sillery, Vernal Lewis McBain, contractor, of Ste-Foy, Louis Boulanger, salesman, of Québec, all in the judicial district of Québec, for the following purposes:

To conduct and carry on the business of builders and contractors, under the name of "Cape Diamond Construction Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec city, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34950-o Deputy Attorney General.

Casualty Adjustment Company Limited Casualty Adjustment Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du premier mai 1953, constituant en corporation: E. Grant Cochrane, William J. Fleming, ajusteur, et Jeanne-Cécile Ranger Cochrane, secrétaire, épouse séparée de biens de E. Grant Cochrane et dûment autorisée par lui, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme courtiers d'assurances et agir comme agents et ajusteurs d'assurances, sous le nom de "Casualty Adjustment Company Limited", avec un capital de \$49,000 divisé en 490 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950 L. DÉSILETS.

**Chambre de Commerce des Jeunes,
Salaberry de Valleyfield**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-quatre avril 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Normand St-Jean, gérant des ventes, Jean-Marc Clermont, Rolland Côté, Gérard Cadieux, Jacques Lebeuf, Paul-Henri Lemyre, marchands, Georges Lecompte, entrepreneur, Raoul Lupien, notaire, Dollard Pilon, professeur, Raymond Lavoie, photographe, Michel Piché, nettoyeur, James Roberge, technicien, Armand Primeau, garagiste, tous de Salaberry de Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois, pour les objets suivants:

Grouper en association les jeunes hommes de la Cité de Salaberry-de-Valleyfield, pour en faire une équipe, sous le nom de "Chambre de Commerce des Jeunes, Salaberry de Valleyfield".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$2,000.

Le siège social de la corporation sera à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950-o L. DÉSILETS.

**Chesterfield Moderne Cie Ltée
Modern Chesterfield Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trente avril 1953, constituant en corporation: André Legault, manufacturier, de Ville St-Michel, Hector Legault, Rémi Legault, marchands, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

La fabrication, la vente des meubles meublants et effets mobiliers de tous genres, sous le nom

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q. 1941, bearing date the first day of May, 1953, incorporating: E. Grant Cochrane, William J. Fleming, adjusters, and Jeanne-Cécile Ranger Cochrane, secretary, wife separate as to property of E. Grant Cochrane, and duly authorized by him, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers and to act as insurance agents and as insurance adjusters, under the name of "Casualty Adjustment Company Limited", with a capital stock of \$49,000, divided into 490 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this first day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34950-o Deputy Attorney General.

**Chambre de Commerce des Jeunes,
Salaberry de Valleyfield**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q., 1941, bearing date the twenty-fourth day of April, 1953, to incorporate as a corporation without share capital: Normand St. Jean, sales manager, Jean-Marc Clermont, Rolland Côté, Gérard Cadieux, Jacques Lebeuf, Paul-Henri Lemyre, merchants, Georges Lecompte, contractor, Raoul Lupien, notary, Dollard Pilon, professor, Raymond Lavoie, photographer, Michel Piché, cleaner, James Roberge, technician, Armand Primeau, garage-keeper, all of Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois, for the following purposes:

To group into an association the young men of the city of Salaberry-de-Valleyfield, to form into a group, under the name of "Chambre de Commerce des Jeunes, Salaberry de Valleyfield".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$2,000.

The head office of the corporation will be at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34950 Deputy Attorney General.

**Chesterfield Moderne Cie Ltée
Modern Chesterfield Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of April, 1953, incorporating: André Legault, manufacturer, of Ville St-Michel, Hector Legault, Rémi Legault, merchants, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

The manufacture, the sale of household goods and furniture of all kinds, under the name of

de "Chesterfield Moderne Cie Ltée" — "Modern Chesterfield Co. Ltd.", avec un capital de \$90,000, divisé en 900 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 8725, 10^{ème} Ave, Ville St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950-o L. DÉSILETS.

Electroline Television Equipment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, avocats, Freda Pomerance, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, marchands, négociants de tous appareils émetteurs ou récepteurs de télévision ou radio aussi bien que de toutes pièces ou outillage s'y rapportant, sous le nom de "Electroline Television Equipment Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950 L. DÉSILETS.

Elgo Trading Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du huit mai 1953, constituant en corporation: Jean Monette, procureur, de Longueuil, Pauline Cabana, Rita Angers, sténographes, filles majeures, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce, transiger et négocier des valeurs et publier des renseignements financiers, sous le nom de "Elgo Trading Limited", avec un capital de \$10,000, divisé en 10,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950 L. DÉSILETS.

E. & R. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Harry Evin, marchand, Doris Aber Evin, épouse séparée de biens dudit Harry Evin, Benjamin L. Louis, avocat, tous des cité et dis-

"Chesterfield Moderne Cie Ltée" — "Modern Chesterfield Co. Ltd.", with a capital stock of \$90,000, divided into 900 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at number 8725, 10th Avenue, Ville St-Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34950 Deputy Attorney General.

Electroline Television Equipment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-third day of April, 1953, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, advocates, Freda Pomerance, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, dealers in or with all television or radio sending or receiving sets as well as all parts of, or equipment, for, under the name of "Electroline Television Equipment Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 150 common shares of \$100 each, and 250 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34950-o Deputy Attorney General.

Elgo Trading Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eight day of May, 1953, incorporating: Jean Monette, barrister, of Longueuil, Pauline Cabana, Rita Angers, stenographers, spinsters, of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal and trade in and with securities, to publish financial information, under the name of "Elgo Trading Limited", with a capital stock of \$10,000, divided into 10,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighth day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34950-o Deputy Attorney General.

E. & R. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-second day of April, 1953, incorporating: Harry Evin, merchant, Doris Aber Evin, wife separate as to property of the said Harry Evin, Benjamin L. Louis, advocate, all of the city and judicial dis-

trict judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer et négocier des appareils de toutes descriptions, sous le nom de "E. & R. Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950 L. DÉSILETS.

Exclusive Leather Products Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Hyman Sederoff, manufacturier, Sara Trachtenberg, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Hyman Sederoff, Jack Mechanic, manufacturier, Bernice Rissman, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jack Mechanic, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires qui consistent à manufacturer et faire le commerce de bourses pour enfants produits tricotés, cosmétiques, sacs, ceintures et nouveautés aussi bien qu'accessoires faits de cuir, plastiques, draps et autres substances similaires, sous le nom de "Exclusive Leather Products Corp.", avec un capital de \$50,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-quatrième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950 L. DÉSILETS.

Franklin Electrical Supply Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Lewis Shapiro, Moe Shapiro, marchands, Hyman Eric Feigelson, avocat, James Topping, surintendant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires qui consistent à manufacturer et faire le commerce d'outillage électrique et motorisé, pièces, dispositifs et accessoires nouveautés, ferronnerie, ameublement, sous le nom de "Franklin Electrical Supply Co.", avec un capital de \$400,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950 L. DÉSILETS.

trict of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and trading in apparel of all description, under the name of "E. & R. Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-second day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34950-o Deputy Attorney General.

Exclusive Leather Products Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fourth day of April, 1953, incorporating: Hyman Sederoff, manufacturer, Sara Trachtenberg, housewife, wife contractually separate as to property of the said Hyman Sederoff, Jack Mechanic, manufacturer, Bernice Rissman, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jack Mechanic, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and dealing in children's purses, knitting products, cosmetics, bags, belts and novelties, as well as accessories thereof, made of leather, plastics, cloth and similar materials, under the name of "Exclusive Leather Products Corp.", with a capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of \$100 each, and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34950-o Deputy Attorney General.

Franklin Electrical Supply Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-third day of April, 1953, incorporating: Lewis Shapiro, Moe Shapiro, merchants, Hyman Eric Feigelson, advocate, James Topping, superintendent, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and dealing in electrical and automotive equipment, parts, appliances and accessories, novelties, hardware, furniture, under the name of "Franklin Electrical Supply Co.", with a capital stock of \$400,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$10 each and 30,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34950-o Deputy Attorney General.

G. E. Belliveau Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt et un avril 1953, constituant en corporation: Gérard-E. Belliveau, entrepreneur, Ulric Lemay, plombier, tous deux de Ste-Rose, Laurent-R. Desmarais, comptable, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "G. E. Belliveau Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 800 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Rose, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950-o L. DÉSILETS.

G. E. Belliveau Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-first day of April 1953, incorporating: Gérard-E. Belliveau, contractor, Ulric Lemay, plumber both of St. Rose, Laurent-R. Desmarais, accountant, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business contractors in plumbing, general contractors and builders, under the name of "G. E. Belliveau Ltée" with a capital stock of \$40,000, divided into 800 shares of \$50 each.

The head office of the company shall be at St. Rose judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-first day of April 1953.

L. DÉSILETS,
34950 Deputy Attorney General.

Gould Auto Supply Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingtième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Harold S. Freeman, Abraham H. J. Zaitlin, avocats, Samuel Joseph Gould, Murray Yanow, marchands, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires comme manufacturiers et marchands d'automobiles, moteurs, engins, machines, carburateurs, accessoires, pièces: et maintenir et exploiter des garages, sous le nom de "Gould Auto Supply Co."

Le capital-actions de la compagnie sera composé de 4,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950 L. DÉSILETS.

Gould Auto Supply Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twentieth day of April, 1953, incorporating: Harold S. Freeman, Abraham H. J. Zaitlin, advocates, Samuel Joseph Gould, Murray Yanow, merchants, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and dealers in automobiles, motors, engines, machines, carburetors, accessories, parts: and to maintain and operate garages, under the name of "Gould Auto Supply Co."

The capital stock of the company shall consist of 4,000 common shares of no par value and 800 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twentieth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34950-o Deputy Attorney General.

Harrow Glove Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Sydney Phillips, avocat, Rose-Marie Bourgoing, Tessy Frankel, toutes deux secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands, manufacturier de gants, sous le nom de "Harrow Glove Company", avec un capital de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Harrow Glove Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-third day of April, 1953, incorporating: Sydney Phillips, advocate, Rose-Marie Bourgoing, Tessy Frankel, both secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a dealer, manufacturer of gloves, under the name of "Harrow Glove Company", with a capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares having a par value of \$100 each and 1,000 common shares, having a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950 L. DÉSILETS.

Henri Gilbert & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-quatre avril 1953, constituant en corporation: Henri Gilbert, Paul-Armand Gilbert, et Jean-Paul Gilbert, marchands, tous de La Tuque, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de cigares, cigarettes et tabac, et d'épiceries, sous le nom de "Henri Gilbert & Fils Ltée", avec un capital de \$65,000, divisé en 250 actions privilégiées de \$100 chacune et en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Tuque, comté de Laviolette, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950-0 L. DÉSILETS.

Hôtel Union Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-quatre avril 1953, constituant en corporation: Lucien Dugré, hôtelier, Louis-A. Gaudreau, agent d'immeubles, Jean Gaudreau, comptable, tous de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôtellerie, sous le nom de "Hôtel Union Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune, et en 2,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950-0 L. DÉSILETS.

Imprimerie Astra Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt et un avril 1953, constituant en corporation: Bernard Dumouchel, Lucien Lajeunesse, imprimeurs, de Beauharnois, Laurent Cyr, journaliste, Maurice Constant, imprimeur, de Valleyfield, tous du district judiciaire de Beauharnois, pour les objets suivants:

Pratiquer l'industrie et faire le commerce d'imprimeurs, d'éditeurs, sous le nom de "Imprimerie Astra Limitée", avec un capital de \$50,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1953.

L. DÉSILETS.
34950-0 Deputy Attorney General.

Henri Gilbert & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fourth day of April 1953, incorporating: Henri Gilbert, Paul-Armand Gilbert, and Jean-Paul Gilbert, merchant, all of La Tuque, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in cigars, cigarettes, tobacco, and groceries, under the name of "Henri Gilbert & Fils Ltée", with a capital stock of \$65,000, divided into 250 preferred shares of \$100 each, and 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company shall be at La Tuque, county of Laviolette, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-fourth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34950 Deputy Attorney General.

Hôtel Union Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fourth day of April 1953, incorporating: Lucien Dugré, hotelkeeper, Louis-A. Gaudreau, real estate agent, Jean Gaudreau, accountant, all of Sherbrooke, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To carry on the business of hotelkeeper, under the name of "Hôtel Union Inc."

The capital stock of the company is divided into 1,000 common shares of \$100 each, and 2,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company shall be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-fourth day of April 1953.

L. DÉSILETS,
34950 Deputy Attorney General.

Imprimerie Astra Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q., 1941, bearing date the twenty-first day of April, 1953, incorporating: Bernard Dumouchel, Lucien Lajeunesse, printers, of Beauharnois, Laurent Cyr, journalist, Maurice Constant, printer, of Valleyfield, all of the judicial district of Beauharnois, for the following purposes:

To operate as and carry on the business of printers, editors, under the name of "Imprimerie Astra Limitée", with a capital stock of \$50,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and into 1,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Beauharnois, district judiciaire de Beauharnois.
Daté du bureau du Procureur général le vingt et un avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950-o L. DÉSILETS.

International Fur Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du premier mai 1953, constituant en corporation: Louis Fitch, c.r., de Westmount, Nathan A. Levitsky, avocat, Rose Markis, secrétaire, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce et manufacturer des peaux, fourrures et articles semblables, sous le nom de "International Fur Company", avec un capital de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950 L. DÉSILETS.

Isolation Sherbrooke Limitée Sherbrooke Insulation Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-quatre avril 1953, constituant en corporation: André Dubé, homme d'affaires, Paul Custeau, dessinateur, Ovila Drouin, tricoteur, André Trottier, comptable agréé, tous de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de matériaux de construction et d'une façon particulière le commerce de matériaux dits "d'isolation", sous le nom de "Isolation Sherbrooke Limitée" — "Sherbrooke Insulation Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 1,000 actions de \$40 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950-o L. DÉSILETS.

J. E. Gosselin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur, de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-quatre avril 1953, constituant en corporation: Joseph-Elie Gosselin, entrepreneur plombier, Heuri Gosselin, et Jean-Paul Gosselin, plombiers, tous d'Amos, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'industrie d'entrepreneurs en électricité, en plomberie, ouvrage de

The head office of the company will be at Beauharnois, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34950 Deputy Attorney General.

International Fur Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the first day of May, 1953, incorporating: Louis Fitch, Q.C., of Westmount, Nathan A. Levitsky, advocate, Rose Markis, secretary, of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in, manufacture in skins, furs and similar articles, under the name of "International Fur Company", with a capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each, and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34950-o Deputy Attorney General.

Isolation Sherbrooke Limitée Sherbrooke Insulation Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fourth day of April, 1953, incorporating: André Dubé, business-man, Paul Custeau, designer, Ovila Drouin, knitter, André Trottier, chartered accountant, all of Sherbrooke, judicial district of Saint-François, for the following purposes:

To deal in building materials and in a special way, in insulation materials, under the name of "Isolation Sherbrooke Limitée" — "Sherbrooke Insulation Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 1,000 shares of \$40 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34950 Deputy Attorney General.

J. E. Gosselin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fourth day of April, 1953, incorporating: Joseph-Elie Gosselin, plumbing contractor, Henri Gosselin, and Jean-Paul Gosselin, plumbers, all of Amos, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To carry on the business and work of contractors in electricity and plumbing, work in sheet

métal en feuilles, sous le nom de "J. E. Gosselin Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune et en 300 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950-o L. DÉSILETS.

Kay Thread Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-trois avril 1953, constituant en corporation: Moses Krasnik, marchand, Abram Gutman, vendeur, Solomon Brandt, technicien, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce ou le négoce de tissus de toutes sortes, sous le nom de "Kay Thread Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune et 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950 L. DÉSILETS.

La Cie de Placements Cavalier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-deux avril 1953, constituant en corporation: J.-Claude Nolin, avocat, Jean-Marie Raymond, étudiant, Gilles Durand, étudiant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de placements, sous le nom de "La Cie de Placements Cavalier Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 350 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 50 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-deux avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950-o L. DÉSILETS.

**La Compagnie de Constructions Idéales Inc.
Ideal Constructions Company Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-cinq avril 1953, constituant en corporation: Edgar Bouchard, constructeur, Jacques Décary, Neil L. King, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

metal, under the name of "J. E. Gosselin Inc.", with a capital of \$40,000, divided into 1,000 preferred shares of \$10 each and into 300 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-fourth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34950 Deputy Attorney General.

Kay Thread Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-third day of April, 1953, incorporating: Moses Krasnik, merchant, Abram Gutman, salesman, Solomon Brandt, technician, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in or with fabrics of every sort, under the name of "Kay Thread Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 3,000 preferred shares of \$10 each, and 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-third day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34950-o Deputy Attorney General.

La Cie de Placements Cavalier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-second day of April 1953, incorporating: J.-Claude Nolin, advocate, Jean-Marie Raymond, student, Gilles Durand, student, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate as an investment company, under the name of "La Cie de Placements Cavalier, Inc." with a capital of \$40,000, divided into 350 preferred shares of a nominal value of \$100 each, and 50 common shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company shall be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-second day of April 1953.

L. DÉSILETS,
34950 Deputy Attorney General.

**La Compagnie de Constructions Idéales Inc.
Ideal Constructions Company Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fifth day of April, 1953, incorporating: Edgar Bouchard, builder, Jacques Décary, Neil L. King, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Exercer l'industrie de la construction sous le nom de "La Compagnie de Constructions Idéales Inc." — "Ideal Constructions Company Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1755 Boulevard Morgan, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950-o L. DÉSILETS.

Lake Access Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-cinq avril 1953, constituant en corporation: Hercule Décarry, avocat, Lorenzo Décarry, industriel, de Dorval, Lionel Crevier, avocat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Construire des maisons d'habitation, sous le nom de "Lake Access Enterprises Ltd.", avec un capital de \$20,000, divisé en 2,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10. chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950-o L. DÉSILETS.

Langlois et Rivard Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du premier mai 1953, constituant en corporation: Lucien Bernier, comptable agréé, Gilles Trahan, étudiant, Léopold Lavigne, huissier, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les fonctions et commerce de courtiers en assurances et le commerce d'immeubles, sous le nom de "Langlois et Rivard Limitée", avec un capital de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le premier mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950-o L. DÉSILETS.

L'Association des Citoyens de Bordeaux Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt et un avril 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Nicolas Vanier, tavernier, Roger Gagnon, Victor St-Marseille, employés civils, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Développer et fortifier les relations sociales, sportives, culturelles, éducatives entre les mem-

To carry on the business of building, under the name of "La Compagnie de Constructions Idéales Inc." — "Ideal Constructions Company Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1755 Morgan Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-fifth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34950 Deputy Attorney General.

Lake Access Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q., 1941, bearing date the twenty-fifth day of April, 1953, incorporating: Hercule Décarry, advocate, Lorenzo Décarry, industrialist of Dorval, Lionel Crevier, advocate, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To build dwelling houses under the name of "Lake Access Enterprises Ltd". with a capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Dorval, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-fifth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34950 Deputy Attorney General.

Langlois et Rivard Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the first day of May 1953, incorporating: Lucien Bernier, chartered accountant, Gilles Trahan, student, Léopold Lavigne, bailiff, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as, and carry on the business of insurance brokers, and deal in real estate, under the name of "Langlois et Rivard Limitée", with a capital of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company shall be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the first day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34950 Deputy Attorney General.

L'Association des Citoyens de Bordeaux Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-first day of April 1953, to incorporate as a corporation without capital-stock: Nicolas Vanier, tavern-keeper, Roger Gagnon, Victor St-Marseille, civil servants, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To develop and strengthen social, athletic, cultural and educational relations between the

bres, de l'Association, sous le nom de "L'Association des Citoyens de Bordeaux Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950-o L. DÉSILETS.

members of the Association, under the name of "L'Association des Citoyens de Bordeaux Inc."

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation shall be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-first day of April 1953.

L. DÉSILETS,
34950 Deputy Attorney General.

Lee Holdings Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, avocat et Conseil en Loi de Reine, Morris Shuter, gérant de bureau, tous deux de Montréal, Louis Feigenbaum, avocat, de Ville St-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et disposer de valeurs, de toute firme, société bénévole, compagnie de fiducie, compagnie à fond social ou corporation, sous le nom de "Lee Holdings Corporation", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950 L. DÉSILETS.

Lee Holdings Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fifth day of April, 1953, incorporating: Philip Meyerovitch, advocate and Queen's Counsel, Morris Shuter, office manager, both of Montreal, Louis Feigenbaum, advocate, of Ville St. Laurent, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and dispose of securities, in any firm, voluntary association, trust, joint stock company, or corporation, under the name of "Lee Holdings Corporation", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34950-o Deputy Attorney General.

**Les Breuvages Bégin Ltée
Bégin Beverages Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-neuf avril 1953, constituant en corporation: Joseph-Alexis Bégin, manufacturier, Jean-Charles Bégin, vendeur, Suzanne Bégin, comptable, tous des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et/ou l'industrie de liqueurs douces, sous le nom de "Les Breuvages Bégin Ltée" — "Bégin Beverages Ltd.", avec un capital de \$50,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950-o L. DÉSILETS.

**Les Breuvages Bégin Ltée
Bégin Beverages Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q. 1941, bearing date the twenty-ninth day of April 1953, incorporating: Joseph-Alexis Bégin, manufacturer, Jean-Charles Bégin, salesman, Suzanne Bégin, accountant, all of the city and judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on the soft drink business and/or industry thereof, under the name of "Les Breuvages Bégin Ltée" — "Bégin Beverages Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company shall be at Trois-Rivières judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-ninth day of April, 1953. x

L. DÉSILETS,
34950 Deputy Attorney General.

L'Heureux et Dussault Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941 des lettres patentes, en date du quatre mai 1953, constituant en corporation: Léo L'Heureux, Léandre Dussault, mécaniciens en tuyauterie, et Simone Granger, ménagère,

L'Heureux et Dussault Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with Section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fourth day of May 1953, incorporating: Léo L'Heureux, Léandre Dussault, piping mechanics, and Simone Granger, housewife, wife, separate as to property, by

épouse contractuellement séparée de biens de Raymond Brosseau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de plombiers, sous le nom de "L'Heureux et Dussault Limitée", avec un capital de \$60,000 divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatre mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950-o L. DÉSILETS.

Lucky The Tailor Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Fortunato Motafferi, Pascale Motafferi, tailleurs, Dame Marie Tozzi, épouse séparée de biens dudit Fortunato Motafferi, Dame Gertrude Perreault, épouse séparée de biens dudit Pascale Motafferi, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tailleurs, sous le nom de "Lucky The Tailor Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1476 ouest, rue Ste-Catherine Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950 L. DÉSILETS.

Marino Restaurant Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-deux avril 1953, constituant en corporation: Marino Bragoli, restaurateur, de Sillery Giovanni Bragoli, cuisinier, Henri-Paul Côté, comptable, tous deux de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer les opérations de restaurateurs, sous le nom de "Marino Restaurant Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950-o L. DÉSILETS.

M. Létourneau, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-quatre avril 1953, constituant en

marriage contract, of Raymond Brosseau, and duly authorized by him for the purposes herein set forth, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as plumbers, under the name of "L'Heureux et Dussault Limitée", with a capital of \$60,000 divided into 4,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the Company shall be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the fourth day of May 1953.

L. DÉSILETS,
34950 Deputy Attorney General.

Lucky The Tailor Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-third day of April, 1953, incorporating: Fortunato Motafferi, Pasquale Motafferi, tailors, Dame Marie Tozzi, wife separate as to property of the said Fortunato Motafferi, Dame Gertrude Perreault, wife separate as to property of the said Pasquale Motafferi, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of tailors, under the name of "Lucky The Tailor Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 shares of common stock with a par value of \$100 each, and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 1476 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-third day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34950-o Deputy Attorney General.

Marino Restaurant Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with Section 2, Chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-second day of April 1953, incorporating: Marino Bragoli, restaurant-keeper, of Sillery, Giovanni Bragoli, cook, Henri-Paul Côté, accountant, both of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of restaurant keepers, under the name of "Marino Restaurant Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company shall be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-second day of April 1953.

L. DÉSILETS,
34950 Deputy Attorney General.

M. Létourneau, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with Section 2, Chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fourth day of April 1953, incorporating: Marcellin Létour-

corporation: Marcellin Létourneau, commerçant, Dame Ernestine Létourneau, ménagère, épouse commune en biens de Marcellin Létourneau, et Jacques Létourneau, étudiant, tous trois du Village de l'Islet Station, district judiciaire de Montmagny, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous les matériaux de construction, sous le nom de "M. Létourneau, Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à L'Islet Station, district judiciaire de L'Islet.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950-o L. DÉSILETS.

Moe Herscovitch & Sons Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Montgomery Hart Herscovitch, David William Herscovitch, Robert Harry Harte, agents d'assurance, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers d'assurance et agir comme agents d'assurance, sous le nom de "Moe Herscovitch & Sons Inc.", avec un capital de \$50,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 250 actions privilégiés d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950 L. DÉSILETS.

Monarch Shoe Finishes & Supplies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du trente avril 1953, constituant en corporation: Taschereau Fortier, Pierre Côté, avocats, Françoise Laperrière, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer généralement le commerce et l'industrie de manufacturier de produits chimiques, détergents, nettoyeurs, cire, poli, ainsi que tous accessoires et fournitures utilisés pour la fabrication de chaussures et articles en cuir et plastic et autre matériel, sous le nom de "Monarch Shoe Finishes & Supplies Ltd.", avec un capital de \$10,000, divisé en 200 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trente avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950-o L. DÉSILETS.

New York Pleating Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

neau, merchant, Dame Ernestine Létourneau, housewife, wife common as to property of Marcellin Létourneau, and Jacques Létourneau, student, all three of the Village of L'Islet Station, judicial district of Montmagny, for the following purposes:

To deal in all materials for construction, under the name of "M. Létourneau, Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company shall be at L'Islet Station, judicial district of L'Islet.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-fourth day of April 1953.

L. DÉSILETS,
34950 Deputy Attorney General.

Moe Herscovitch & Sons Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-ninth day of April, incorporating: Montgomery Hart Herscovitch, David William Herscovitch, Robert Harry Harte, insurance agents, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers, and to act as insurance agents, under the name of "Moe Herscovitch & Sons Inc.", with a capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of a par value of \$100 each, and 250 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-ninth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34950-o Deputy Attorney General.

Monarch Shoe Finishes & Supplies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of April, 1953, incorporating: Taschereau Fortier, Pierre Côté, advocates, Françoise Laperrière, secretary, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business and operate generally as a manufacturer of chemical products, detergents, cleansing products, wax, polish, as well as all accessories and findings utilized in the manufacture of shoes and leather articles and plastic and other material, under the name of "Monarch Shoe Finishes & Supplies Ltd.", with a capital stock of \$10,000 divided into 200 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34950 Deputy Attorney General.

New York Pleating Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinq avril 1953, constituant en corporation: Hyman Davidson, manufacturier, Charles Brownstein, avocat, et Mary Goldwater, secrétaire, épouse séparée de biens de Sydney Leon Goldwater, tous trois des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fabrication qui consiste à broder, plisser des tissus et à couvrir des boutons; exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de vêtements, sous le nom de "New York Pleating Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950 L. DÉSILETS.

Pauzé & Chevette, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du dix-sept avril 1953, constituant en corporation: Jean St-Germain, avocat, de Westmount, Claire Goyer, sténographe, et Achille Raymond, comptable, tous deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les commerces de bouchers-épiciers, de vendeurs de produits pharmaceutiques patentés, de marchandises sèches, sous le nom de "Pauzé & Chevette, Inc." avec un capital de \$125,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune et en 850 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950-o L. DÉSILETS.

Perfect Thread Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-huit avril 1953, constituant en corporation: Joseph Shapiro, marchand, Leon Winer, marchand, Helen Wajsfus Shapiro, ménagère, épouse séparée de biens dudit Joseph Shapiro, Riva Shapiro Winer, ménagère, épouse séparée de biens dudit Leon Winer, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer et faire le commerce de coton, soie et autres fils, sous le nom de "Perfect Thread Co. Ltd.", avec un capital de \$25,000, divisé en 100 actions privilégiées de \$100 chacune et 150 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 8031 avenue Byron, Ville St-Michel, district judiciaire de Montréal.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fifth day of April, 1953, incorporating: Hyman Davidson, manufacturer, Charles Brownstein, advocate, and Mary Goldwater, secretary, wife separate as to property of Sydney Leon Goldwater, all three of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a manufacturing business of embroidering, pleating and button covering; to carry on business as manufacturers, and dealers in clothing, under the name of "New York Pleating Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of the par value of \$100 each, and 200 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34950-o Deputy Attorney General.

Pauzé & Chevette, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with Section 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of April 1953, incorporating: Jean St-Germain, advocate, of Westmount, Claire Goyer, stenographer, and Achille Raymond, accountant, both of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of grocers and butchers, salesmen in patented pharmaceutical products, and dry goods, under the name of "Pauzé & Chevette, Inc.", with a capital stock of \$125,000, divided into 400 common shares of \$100 each, and 850 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company shall be at Joliette, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, the seventeenth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34950 Deputy Attorney General.

Perfect Thread Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-eighth day of April, 1953, incorporating: Joseph Shapiro, merchant, Leon Winer, merchant, Helen Wajsfus Shapiro, housewife, wife separate as to property of the said Joseph Shapiro, Riva Shapiro Winer, house wife, wife separate as to property of said Léon Winer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and dealing in cotton, silk and other thread, under the name of "Perfect Thread Co. Ltd.", with a capital stock of \$25,000, divided into 100 preferred shares of \$100 each, and 150 common shares of \$100. each.

The head office of the company will be at 8031 Byron Avenue, Ville St. Michel, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950 L. DÉSILETS.

Poly-Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1953, constituant en corporation: Albert Boulet, C.A., Jacqueline Boulet, secrétaire-sténographe, de Québec, Émilien Simard, avocat, de Ste-Foy, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Conduire et poursuivre les affaires de constructeurs et d'entrepreneurs, sous le nom de "Poly-Construction Inc.", avec un capital de \$75,000, divisé en 35,000 actions ordinaires de \$1 chacune, en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford-Mines, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950-o L. DÉSILETS.

**Quebec Graphite Corporation
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-huit avril 1953, constituant en corporation: J. Austin Murphy, avocat et conseil en loi de la Reine, Francis J. Dolan, comptable, Mildred Murphy, fille majeure, Eleanor Hart, fille majeure, de la cité de Montréal, Pierre Décary, avocat, de la cité de Lachine, Reuben Spector, avocat, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Quebec Graphite Corporation" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950 L. DÉSILETS.

Rack Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Jack Postelnick, marchand, Shirley Greenfield, secrétaire, Samuel J. Smiley,

Dated at the office of the Attorney General this twenty-eighth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34950-o Deputy Attorney General.

Poly-Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-seventh day of April, 1953, incorporating: Albert Boulet, C.A., Jacqueline Boulet, secretary-stenographer, of Quebec, Emilien Simard, advocate, of Ste-Foy, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To conduct and follow the business of builders and contractors, under the name of "Poly-Construction Inc.", with a capital stock of \$75,000, divided into 35,000 common shares of \$1 each, and into 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Thetford-Mines, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-seventh day of April 1953.

L. DÉSILETS,
34950 Deputy Attorney General.

**Quebec Graphite Corporation
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-eighth day of April, 1953, incorporating: J. Austin Murphy, advocate and Queen's Counsel, Francis J. Dolan, accountant, Mildred Murphy, spinster, Eleanor Hart, spinster, of the city of Montreal, Pierre Decary advocate, of the city of Lachine, Reuben Spector, advocate of the city of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Quebec Graphite Corporation" (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,000,000, divided into 3,000,000 shares of \$1. each.

The shareholders of the company shall incur no personal liability in excess of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-eighth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34950-o Deputy Attorney General.

Rack Sales Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-eighth day of April, 1953, incorporating: Jack Postelnick, merchant, Shirley Greenfield, secretary, Samuel J. Smiley, advocate, all of the city and

avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de ferronnerie, sous le nom de "Rack Sales Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-huitième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950 L. DÉSILETS.

Rapid Steamship Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt et un avril 1953, constituant en corporation: Jean Ouellette, avocat, Cyriac Gauthier, capitaine de navire, de Montréal, et Maurice Ouellette, comptable agréé, de Ville Saint-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme transporteurs de passagers et/ou d'articles, effets et marchandises, sous le nom de "Rapid Steamship Co. Ltd.", avec un capital de \$75,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5, chacune et 1,300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950 L. DÉSILETS.

**Robert Dufault Ltée
Robert Dufault Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-neuf avril 1953, constituant en corporation: Robert Dufault, marchand, de Longueuil, Jean-Marie Nadeau, avocat, Louis Collard, secrétaire, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous appareils et accessoires électriques ménagers et mobiliers, sous le nom de "Robert Dufault Ltée" — "Robert Dufault Ltd.", avec un capital de \$125,000, divisé en 500 actions privilégiées de \$100 chacune, et en 750 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950-o L. DÉSILETS.

Rosemont Clothes & Housecraft Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinq avril 1953, constituant en corpo-

judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in hardware, under the name of "Rack Sales Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-eighth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34950-o Deputy Attorney General.

Rapid Steamship Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-first day of April, 1953, incorporating: Jean Ouellette, lawyer, Cyriac Gauthier, ship master, of Montreal, and Maurice Ouellette, chartered accountant, of Ville Saint-Laurent, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general carriers of passengers and/or goods, wares and merchandises, under the name of "Rapid Steamship Co. Ltd.", with a capital stock of \$75,000, divided into 2,000 common shares of the par value of \$5 each, and 1,300 preferred shares of the par value of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34950-o Deputy Attorney General.

**Robert Dufault Ltée
Robert Dufault Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-ninth day of April, 1953, incorporating: Robert Dufault, merchant, of Longueuil, Jean-Marie Nadeau, advocate, Louis Collard, secretary, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in all electrical household apparatus and accessories and furniture under the name of "Robert Dufault Ltée" — "Robert Dufault Ltd." with a capital stock of \$125,000, divided into 500 preferred shares of \$100 each, and into 750 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-ninth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34950 Deputy Attorney General.

Rosemont Clothes & Housecraft Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fifth day of April, 1953, incorporating: Philip Fischel

ration: Philip Fischel Vineberg, avocat, de la cité de Westmount, Jack Lightstone, avocat, Yvonne Bélanger, secrétaire, Imelda Langlois, commis, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'habits, vêtements et accessoires, meubles, appareils électriques et nouveautés, sous le nom de "Rosemount Clothes & Housecraft Co." avec un capital de \$40,000, divisé en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950 L. DÉSILETS.

Sinclair & Company Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trentième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Albert Bronson Culver, Patrick Emmet Kierans, John Brooke Claxton, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers d'assurance et agir comme agents d'assurance, sous le nom de "Sinclair & Company Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950 L. DÉSILETS.

Spino Construction and Equipment Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-cinq avril 1953, constituant en corporation: Pascal Spino, entrepreneur général, Paul-Émile Noël, comptable, des cité et district judiciaire de Montréal, et Jean d'Amour, avocat, des cité et district judiciaire de Beauharnois, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fournisseurs de tous équipements, matériaux, machineries, communément utilisés par les constructeurs et entrepreneurs généraux de travaux publics et privés, sous le nom de "Spino Construction and Equipment Limited", avec un capital de \$100,000, divisé en 10,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera situé en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950 L. DÉSILETS.

St-Jérôme BAR-B-Q Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Vineberg, advocate, of the city of Westmount, Jack Lightstone, advocate, Yvonne Bélanger, secretary, Imelda Langlois, clerk, of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, wearing apparel and accessories, furniture, electrical appliances, novelties, under the name of "Rosemount Clothes & Housecraft Co.", with a capital stock of \$40,000, divided into 2,000 preferred shares of the par value of \$10 each and 2,000 common shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fifth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34950-o Deputy Attorney General.

Sinclair & Company Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the thirtieth day of April, 1953, incorporating: Albert Bronson Culver, Patrick Emmet Kierans, John Brooke Claxton, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers, and to act as insurance agents, under the name of "Sinclair & Company Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirtieth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34950-o Deputy Attorney General.

Spino Construction and Equipment Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fifth day of April, 1953, incorporating: Pascal Spino, general contractor, Paul-Émile Noël accountant, of the city and judicial district of Montreal, and Jean d'Amour, advocate, of the city and judicial district of Beauharnois, for the following purposes:

To carry on the business of suppliers of all equipment, material, machinery, commonly used by builders and general contractors of public and private works, under the name of "Spino Construction and Equipment Limited", with a capital stock of \$100,000, divided into 10,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34950 Deputy Attorney General.

St-Jérôme BAR-B-Q Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-neuf avril 1953, constituant en corporation: Clorinda Duquette-Beauchamp, ménagère, Angénard-Royal Beauchamp, commis, de St-Antoine des Laurentides, Roger Beauchamp, commis, de St-Jérôme, tous du district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurant, sous le nom de "St-Jérôme Bar-B-A Inc.", avec un capital de \$7,000, divisé en 140 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf avril 1953.

L'Assistant-procureur général,

34950-o

L. DÉSILETS.

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with Section 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-ninth day of April 1953, incorporating: Clorinda Duquette-Beauchamp, housewife, Angénard-Royal Beauchamp, clerk, of St-Antoine des Laurentides, Roger Beauchamp, clerk, of St-Jérôme, all of the judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on the business of restaurant keeper under the name of "St-Jérôme Bar-B-Q Inc." with a capital stock of \$7,000 divided into 140 shares of \$50 each.

The head office of the company shall be at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-ninth day of April 1953.

L. DÉSILETS,

34950

Deputy Attorney General.

St. Mark Court Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-septième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Joseph Chapiro, avocat, c.r., Jean McFarlane, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, et Theodore H. Shapiro, avocat, de ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et faire le commerce et le négoce d'une certaine propriété immobilière, sous le nom de "St. Mark Court Corp.", avec un capital de \$75,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune et 450 actions, sans droit de vote, série "A" de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-septième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,

34950

L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-seventh day of April, 1953, incorporating: Joseph Shapiro, advocate, Q.C., Jean McFarlane, secretary, both of the city of Montreal, and Theodore H. Shapiro, advocate, of the town of Mount Royal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and deal with a certain immoveable property, under the name of "St. Mark Court Corp.", with a capital stock of \$75,000, divided into 100 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of \$100 each and 450 Class A non-voting shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-seventh day of April, 1953.

L. DÉSILETS,

34950-o

Deputy Attorney General.

Tarlin Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-neuf avril 1953, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat, c.r., Ethel Yussem, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, et Theodore H. Shapiro, avocat, de ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de "Tarlin Corp.", avec un capital de \$40,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune et 150 actions privilégiées de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées catégorie A sans droit de vote de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf avril 1953.

L'Assistant-procureur général,

34950

L. DÉSILETS.

Tarlin Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-ninth day of April, 1953, incorporating: Joseph Shapiro advocate, Q.C., Ethel Yussem, secretary, both of the city of Montreal, and Theodore H. Shapiro, advocate, of the town of Mount Royal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of holding and investment company under the name of "Tarlin Corp.", with a capital stock of \$40,000, divided into 50 common shares of \$100 each, and 150 preferred shares of \$100 each and into 200 Class A non-voting preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-ninth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,

34950-o

Deputy Attorney General.

Vendôme Mines Limited
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de la province de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'avril 1953, constituant en corporation: David Henry Holland, avocat, Cecil Bruce Cooke, secrétaire, Charles Eric Humphrey, Guy Ambrose Miller, teneurs de livre, James Harold Stafford, commis, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Vendôme Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,500,000, divisé en 3,500,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourent aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera en la paroisse de Barraute, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième-jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950 L. DESILETS,

Vendôme Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fifth day of April, 1953, incorporating: David Henry Holland, advocate, Cecil Bruce Cooke, secretary, Charles Eric Humphrey, Guy Ambrose Miller, bookkeepers, James Harold Stafford, clerk, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Vendôme Mines Limited" (No Personal-Liability) with a capital stock of \$3,500,000, divided into 3,500,000 shares of \$1 each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at the parish of Barraute, in the judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1953.

L. DESILETS,
34950-o Deputy Attorney General.

Wick Brothers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Halfdan Arnold Wick, constructeur, Lillian Lyons, secrétaire, John Cerini, c.r., avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et négocier des propriétés immobilières et comme entrepreneurs généraux ou autrement, ériger des édifices et structures, sous le nom de "Wick Brothers Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6527 boulevard TransIsland, en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950 L. DESILETS.

Wick Brothers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fifth day of April, 1953, incorporating: Halfdan Arnold Wick, builder, Lillian Lyons, secretary, John Cerini, Q.C., advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and deal with immoveable property and to erect as general contractors or otherwise, buildings and structures, under the name of "Wick Brothers Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares with a par value of \$10 each, and 2,000 preferred shares with a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 6527 TransIsland Boulevard, in the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1953.

L. DESILETS,
34950-o Deputy Attorney General.

Wynden Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du premier jour de mai 1953, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Anne Zifkin, Sonya Schneyer, toutes deux secrétaires, de Montréal, Cyril E. Schwisberg, avocat, d'Outremont, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Wynden Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the first day of May, 1953, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Anne Zifkin, Sonya Schneyer, both secretaries, of Montreal, Cyril E. Schwisberg, advocate, of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de peinture à jets et cuite, d'articles en métal sous le nom de "Wynden Industries Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 66 est, rue Craig, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce premier jour de mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950 L. DÉSILETS.

To carry on the business of spray painting and baking metal articles, under the name of "Wynden Industries Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of \$100 each, and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 66 Craig St. East, city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this first day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34950-o Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Ameublements du Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 9 mai 1953, changeant le nom de la compagnie "Acton Vale Furniture Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 14 février 1952, en celui de "Ameublements du Québec Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le 9 mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950-o L. DÉSILETS.

City Tire Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 2 mai 1953, changeant le nom de la compagnie "City Tire Shop, Limited", constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 2 décembre 1946, en celui de "City Tire Company Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le 2 mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950 L. DÉSILETS.

Foyer St-Henri Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du six mai 1953, à la corporation "Hospice Saint-Henri Incorporée", constituée en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite loi, par lettres patentes en date du 5 juin 1929, et par lettres patentes supplémentaires en date du 22 avril 1930, a) changeant son nom en celui de "Foyer St-Henri Inc."; b) portant de \$550,000 à \$1,000,000 la valeur des immeubles que pourra détenir ladite corporation.

Daté du bureau du Procureur général, le 6 mai 1952.

L'Assistant-procureur général,
34950-o L. DÉSILETS.

Supplementary Letters Patent

Ameublements du Québec Inc.

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with Section 2 of said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276 dated May 9th, 1953, changing the name of "Acton Vale Furniture Limited, a company incorporated by letters patent dated February 14, 1952, under said Part I of the Quebec Companies' Act, into that of "Ameublements du Québec Inc."

Dated at the office of the Attorney General, May 9th, 1953.

L. DÉSILETS,
34950 Deputy Attorney General.

City Tire Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of May, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, changing the name of the company "City Tire Shop, Limited", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated December 2, 1946, to that of "City Tire Company Limited".

Dated at the office of the Attorney General, the 2nd day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34950-o Deputy Attorney General.

Foyer St-Henri Inc.

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with Section 2 of said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, bearing date the sixth day of May 1953, to the "Hospice Saint-Henri Incorporée", a corporation incorporated under the provisions of Part III of said Act, by letters patent, dated June 5, 1929, and by supplementary letters patent dated April 22, 1930, a) changing its name to that of "Foyer St-Henri Inc."; b) increasing from \$550,000 to \$1,000,000 the value of immovables which the said corporation may hold.

Dated at the office of the Attorney General, the 6th of May 1953.

L. DÉSILETS,
34950 Deputy Attorney General.

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

AVIS LÉGAL

Canada, province de Québec, District de Terrebonne, Cour Supérieure, N° 22,422. Dame Juliette Lavallée, de Saint-Eustache, district de Terrebonne, épouse commune en biens de Raoul Périllard, contracteur des mêmes lieux, demanderesse, vs Raoul Périllard, de Saint-Eustache, district de Terrebonne, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 17 avril 1953.

Saint-Eustache, le 27 mai 1953.

Le Procureur de la demanderesse,

34951-o J.-ALBERT PAQUIN,

LEGAL NOTICE

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, Superior Court, No. 22,422. Dame Juliette Lavallée, of Saint-Eustache, District of Terrebonne, wife common as to property of Raoul Périllard, contractor, of the same place, plaintiff, vs Raoul Périllard, of Saint-Eustache, district of Terrebonne, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, on April 17, 1953.

Saint-Eustache, May 27, 1953.

J. ALBERT PAQUIN,

34951 Attorney for Plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 333,960. Dame Germaine Sauriol, épouse commune en biens de Gaston Ampleman, gérant, domiciliée à l'Abord-à-Plouffe (149 Boul. Lévesque), district de Montréal, demanderesse vs Gaston Ampleman, susdit, défendeur.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 333,960. Germaine Sauriol, wife common as to property of Gaston Ampleman, manager, of L'Abord-à-Plouffe (149 Boul. Levesque), district of Montreal, Plaintiff, vs Gaston Ampleman, aforesaid, Defendant.

AVIS

NOTICE

La demanderesse a formulé, ce jour, une action en séparation de biens contre le défendeur.

Montréal, ce 28 mai 1953.

L'avocat de la demanderesse,

GÉRARD RAYMOND.

276 ouest, rue St-Jacques, Montréal. 34952-o

Plaintiff has instituted, this day, an action in separation of property against the defendant.

Montreal, May 28th 1953.

GÉRARD RAYMOND,

Attorney for Plaintiff.

276, St. James St. W., Montreal. 34952-o

Province de Québec, District de Joliette, Cour supérieure, N° 10927. Dame Rita Perreault, de la municipalité du canton Chertsy, district de Joliette, épouse commune en biens de Pierre alias Léo Tremblay, commerçant, du même lieu, demanderesse, vs ledit Pierre alias Léo Tremblay, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 27 mai 1953.

Joliette, le 30 mai 1953.

Le Procureur de la demanderesse,

34976-o J.-A. BÉLANGER.

Province of Quebec, District of Joliette, Superior Court, No. 10927. Dame Rita Perreault, of the municipality of township Chertsy, district of Joliette, wife, common as to property of Pierre alias Léo Tremblay, merchant, same place, plaintiff, vs the said Pierre alias Leo Tremblay, same place, defendant.

An action for separation as to property has been taken in this case, the 27th of May 1953.

Joliette, May 30th, 1953.

J. A. BELANGER,

Attorney for plaintiff.

34976

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 663

Number 663

Québec, le 29 mai 1953.

Quebec, May 29, 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT la soustraction au jalonnement en claims miniers de certains terrains dans le canton de Holland, district électoral de Gaspé-Nord.

CONCERNING the withdrawal of staking out of mining claims on certain lands in the township of Holland, electoral district of Gaspé-North.

ATTENDU QUE Trans-Gaspésien Aérien Limitée désire établir un terrain d'atterrissage dans le canton de Holland, district électoral de Gaspé-Nord, et demande à cette fin la soustraction au jalonnement en claims miniers de l'étendue couverte par ce terrain;

WHEREAS Trans-Gaspesian Airline Limited is desirous of establishing a landing field in the township of Holland, electoral district of Gaspé-North, and for this purpose requests the withdrawal of the staking of mining claims on the area covered by said land;

ATTENDU QUE pour accélérer le développement minier et industriel de la Gaspésie, il y a lieu de se rendre à cette demande:

WHEREAS in order to hasten the mining and industrial development of Gaspé, it is expedient that this request be granted:

Vu le paragraphe 7 de l'article 227 de la Loi des Mines, permettant au Lieutenant-gouverneur en conseil de réserver et soustraire au jalonnement en claims miniers les terrains qui, dans son opinion, peuvent être requis ou nécessaires pour les fins y spécifiées et autres fins.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre des Mines:

QUE le terrain décrit ci-après, situé dans le canton de Holland, district électoral de Gaspé-Nord, soit soustrait au jalonnement en claims miniers et réservé à la Couronne, à savoir:

Un terrain borné à l'ouest par une ligne de direction nord astronomique, d'une longueur de deux (2) milles, partant de la plaque d'arpentage 141, placée sur le chemin de la rivière York, conduisant à la propriété de Gaspé Copper Mines Limited: au nord par une ligne de direction est astronomique, d'une longueur d'un mille et quart ($1\frac{1}{4}$): à l'est par une ligne de direction sud astronomique, d'une longueur de deux (2) milles: au sud par une ligne de direction ouest astronomique, d'une longueur d'un mille et quart ($1\frac{1}{4}$), jusqu'à la plaque d'arpentage 141, point de départ. La superficie de ce terrain étant de deux milles et demi ($2\frac{1}{2}$) carrés.

Et ce, à l'exception des claims miniers présentement reconnus jusqu'à leur expiration ou leur renouvellement.

(Signé) C. LARICHELIERE,
34974-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

IN VIEW of paragraph 7, section 227, of the Quebec Mining Act, authorizing the Lieutenant-Governor in Council to reserve or withdraw the staking out of any land, which in his opinion, may be required or found necessary for the purposes herein specified, or for any other purposes.

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Mines:

THAT the land hereinafter described, situated in the township of Holland, electoral district of Gaspé-North, be withdrawn from the staking of mining claims and reserved in favour of the Crown, to wit:

A piece of land bounded to the west by a line of direction north astronomic, two (2) miles in length, starting from surveyor's plate 141, located on the York river road, leading to Gaspé Copper Mines Limited: to the north by a line of direction east astronomic, one mile and a quarter ($1\frac{1}{4}$) in length: to the east by a line of direction south astronomic, two (2) miles in length: to the south by a line of direction west astronomic, one mile and a quarter ($1\frac{1}{4}$) in length, extending to surveyor's plate 141, the starting point. The area of this land measuring two and a half ($2\frac{1}{2}$) square miles.

And such, with the exception of mining claims presently recognized, up to the time of their expiry or renewal.

(Signed) C. LARICHELIERE,
34974 Acting Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 642

Québec, le 29 mai 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT une modification au décret relatif aux employés de garage dans les cités de Québec et de Lévis et les comtés de Québec, Lévis et Montmorency.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation d'une modification au décret numéro 765 du 13 mai 1938, amendé par les arrêtés numéros 1746, 1747 et 2778 des 2 septembre et 23 décembre 1938, 361, 544, 801 et 802 des 25 février, 29 mars et 8 mai 1939, 2099, 3324, 4141 et 4199 des 27 mai, 11 septembre, 27 et 28 novembre 1940, 899 du 15 avril 1942, 3747 du 17 décembre 1943, 3231 du 17 août 1945, 2299 du 12 juin 1946, 492-A du 21 mars 1947, 483-A et 867-G des 7 avril et 9 juin 1948, 976-A du 31 août 1949, 108-A du 25 janvier 1950, 541-H et 1377-A des 30 mai et 6 décembre 1951 et 748-A du 27 juin 1952, relatif aux employés de garage dans les cités de Québec et de Lévis et les comtés de Québec, Lévis et Montmorency;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la Gazette officielle de Québec, édition du 18 avril 1953;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 642

Quebec, May 29, 1953.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING an amendment of the decree relating to garage employees in the cities of Quebec, Lévis and the counties of Quebec, Lévis and Montmorency.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to amend the decree number 765 of May 13, 1938, as amended by Orders Nos. 1746, 1747 and 2778 of September 2 and December 23, 1938, 361, 544, 801 and 802 of February 25, March 29 and May 8, 1939, 2099, 3324, 4141 and 4199 of May 27, September 11, November 27 and 28, 1940, 899 of April 15, 1942, 3747 of December 17, 1943, 3231 of August 17, 1945, 2299 of June 12, 1946, 492-A of March 21, 1947, 483-A and 867-G of April 7 and June 9, 1948, 976-A of August 31, 1949, 108-A of January 25, 1950, and 541-H and 1377-A of May 30 and December 6, 1951, and 748-A of June 27, 1952, relating to garage employees in the cities of Quebec and Lévis and the counties of Quebec, Lévis and Montmorency;

WHEREAS the said notice was published in the Quebec Official Gazette, issue of April 18, 1953;

WHEREAS the objections thereto were duly considered, as required by the Act;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'Honorable Premier Ministre,

QUE ledit décret, numéro 765, soit modifié comme suit:

L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe "a" de l'article II:

"Sont également exempte de la présente juridiction, les établissements qui se spécialisent dans le lavage de voitures-automobiles selon le système à chaîne, à l'exclusion de toute autre activité visée par le présent décret."

(Document "A" annexé à l'arrêté)

C. LARICHELIÈRE,

34979-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Prime Minister, THAT the said decree, number 765, be amended as follows:

The following paragraph is added to subsection "a" of section II:

"Establishments specializing in car washing by the belt system (usually called 10-minute washing), excluding all other activities governed by the present decree, shall also be exempt from the present jurisdiction."

(Document "A" annexed to the Order)

C. LARICHELIÈRE,

34979-o Acting Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 642

Québec, le 29 mai 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux manuteneurs de fret — navigation côtière et intérieure — Havre de Montréal.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité conjoint de la navigation côtière et intérieure du Port de Montréal, a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 686 du 18 mars 1943, amendés par les arrêtés numéros 421-A et 1132-E des 30 mars et 1er septembre 1948, 1056-C du 20 septembre 1950, 290-C du 22 mars 1951 et 438-B du 23 avril 1952, relatif aux manuteneurs de fret, navigation intérieure et côtière, dans le Havre de Montréal;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, édition du 18 avril 1953;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'Honorable Premier Ministre:

Que ledit décret, numéro 686, soit modifié comme suit:

Les paragraphes "a", "b" et "g" de l'article IV sont remplacés par les suivantes:

"a) Tout travail exécuté entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m. doit être rémunéré aux taux horaires d'un dollar et quarante-trois cents (\$1.43)."

"b) Tout travail exécuté entre 7.00 p.m. et 7.00 a.m. doit être rémunéré au taux horaire d'un dollar et soixante-et-huit cents (\$1.68)."

"g) Les manuteneurs de fret préposés à la conduite de machines à empiler ou de tracteurs doivent recevoir \$0.10 de plus par heure que le taux de salaire régulier payé aux manuteneurs de fret."

(Document "B" annexé à l'arrêté)

Le Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

34979-o C. LARICHELIÈRE,

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 642

Québec, le 29 mai 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 642

Quebec, May 29, 1953.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the freight handlers of the Port of Montreal — inland and coastal navigation.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Committee of Inland and Coastal Navigation of the Port of Montreal has submitted to the Minister of Labour a petition to amend the decree number 686 of March 18, 1943, as amended by Orders 421-A and 1132-E of March 30 and September 1, 1948, 1056-C of September 20, 1950, 290-C of March 22, 1951 and 438-B of April 23, 1952, relating to the freight handlers of the Port of Montreal — inland and coastal navigation;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 18, 1953;

WHEREAS no objection was made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Prime Minister,

THAT the said decree; number 686, be amended as follows;

Subsections "a", "b" and "g" of section IV are replaced by the following:

"a) All time worked between 7.00 a.m. and 7.00 p.m., shall be remunerated at the hourly rate of one dollar and forty-three cents (\$1.43)."

"b) All time worked between 7.00 p.m. and 7.00 a.m. shall be remunerated at the hourly rate of one dollar and sixty-eight cents (\$1.68)."

"g) Designated freight handlers required to operate piling machines or tractors shall be paid \$0.10 per hour in addition to the regular rate of pay of freight handlers."

(Document "B" annexed to the Order)

C. LARICHELIÈRE,

34979-o Acting clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 642

Quebec, May 29, 1953.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Section "C"

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie de la construction dans la région de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la propositions de l'honorable Premier Ministre:

QUE le décret numéro 1730 du 23 octobre 1947 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la région de Québec, soit prolongé jusqu'au 1er juillet 1953.

(Document "C" annexé à l'arrêté)

Le Greffier Suppléant du Conseil Exécutif,
34979-o C. LARICHELIERE.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 642

Québec, le 29 mai 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "G"

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du comité aconjoint des métiers de la construction de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité conjoint des métiers de la construction de Québec, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 438-D du 23 avril 1952, soit prolongé jusqu'au 1er juillet 1953, aux mêmes taux et conditions.

Le Greffier suppléant du Conseil Exécutif,
34979-o C. LARICHELIERE,

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 643

Québec, le 29 mai 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative à l'industrie de la fourrure, section du détail, région de Montréal.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association des Marchands détaillants du Canada — Québec, Inc., Section de la Fourrure;

et, D'AUTRE PART:

L'Union Nationale du Vêtement, Inc., Section de la Fourrure;

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 18 avril 1953;

ATTENDU que les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les métiers et l'indus-

Part "C"

CONCERNING an extension of the decree relating to the construction industry in the district of Quebec.

IT IS ORDAINED, on the recommendation of the Honourable Prime Minister.

THAT the decree No. 1730 of October 23, 1947, as amended, relating to the construction industry in the district of Quebec, be extended until July 1st, 1953.

(Document "C" annexed to the Order)

C. LARICHELIERE,
34979-o Acting Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 642

Quebec, May 29, 1953.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "G"

CONCERNING an extension of the right to levy of the Joint Committee of the Construction Industry, Quebec.

IT IS ORDERED, on the recommendation of the Honourable Prime Minister,

THAT the right to levy of the Joint Committee of the Construction Industry of Quebec, authorized by a by-law approved by Order in Council No. 438-D of April 23, 1952, be extended until July 1st, 1953, with the same rate and conditions.

C. LARICHELIERE,
34979-o Acting Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 643

Quebec, May 29, 1953.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the fur industry, retail section, district of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Retail Merchants Association of Canada-Quebec, Inc., Fur Section;

And, ON THE OTHER PART:

"L'Union nationale du Vêtement Inc., Section de la Fourrure";

for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of April 18, 1953;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the trades and the industry concerned

trie visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU que les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

Que ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de ladite Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements) avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 18 avril 1953;

I. *Définitions*: a) Dans le décret, le terme "maître-fourreur" ou "détaillant en fourrure" désigne toute personne dont l'occupation consiste dans la fabrication et la vente à l'unité des manteaux et autres articles en fourrure, qui fabrique elle-même, dans son atelier, lesdits articles pour les revendre directement au client ou au consommateur et qui exécute pour le compte de ses clients, des réparations sur tout article en fourrure.

b) Dans le décret, le mot "apprenti" désigne un salarié qui, comme employé dans l'établissement d'un maître-fourreur, n'a pas terminé effectivement la période prévue dans les différents articles du décret ayant trait à l'apprentissage; l'employeur peut lui demander n'importe quelle sorte de travail, pourvu qu'il ne soit pas habituellement employé à des travaux d'une classe supérieure à celle pour laquelle il est payé. Tout apprenti employé plus de la moitié de son temps chaque semaine à des travaux d'une classe supérieure à la sienne, doit être rémunéré pour chaque heure au taux de la classe dans laquelle il travaille. L'apprenti doit avoir seize (16) ans révolus.

c) Pour devenir un "coupeur qualifié", le coupeur doit avoir travaillé effectivement au moins trois (3) ans dans ce genre de travail. Si, après cette période d'apprentissage, l'apprenti n'a pas acquis l'adresse requise pour devenir un coupeur qualifié, il peut demander au Comité paritaire la permission de continuer ce travail pendant douze mois additionnels au salaire dont le Comité paritaire décidera.

II. *Jurisdiction*: a) *Jurisdiction professionnelle*:

1. Les dispositions du décret s'appliquent aux établissements représentés par la partie contractante de première part, aux établissements particuliers signataires de la convention, ainsi qu'à tous les détaillants en fourrure faisant affaires dans la juridiction territoriale décrite au paragraphe "b" du présent article, et à tous les salariés ouvriers qualifiés et apprentis, à leur emploi.

2. Le décret ne s'applique pas à l'industrie de la garniture en fourrure et de la teinture des fourrures; il ne couvre pas non plus les établissements s'occupant des travaux appartenant à ladite industrie.

Proviso: Au cas de difficulté au sujet de l'assujettissement d'un détaillant en fourrure qui fait en même temps le commerce du gros et qui aurait signé les deux conventions, l'officier de conciliation du Ministère du Travail a le droit de déterminer sous quel décret tombe ledit marchand détaillant.

b) *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale du décret comprend l'Île de Montréal et le territoire compris dans un rayon de cinquante (50) milles de ses limites, à vol d'oiseau.

III. *Durée du travail*: a) La durée hebdomadaire du travail est de quarante (40) heures, distribuées selon les besoins de l'employeur entre

and in the territorial jurisdiction indicated in the said petition;

WHEREAS the provisions of the Act were duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS no objection was raised against the said petition;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Prime Minister,

THAT the said petition be accepted in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 18, 1953:

I. *Definitions*: a) In the decree, the term "master-furrier" or "fur retailer" means any person whose occupation consists in producing and selling, by unit, fur coats and any other fur articles; in making himself, in his shop, the said articles to be sold directly to the customer or consumer; in making for customers the repairing of any fur articles.

b) In the decree, the word "apprentice" means an employee who, as employee in the establishment of a master furrier, has not actually terminated the period established under the various sections of the decree concerning apprenticeship; the employer may request from him the execution of any kind of work provided he is not habitually employed in operations of a higher class than that for which he is paid. Any apprentice employed more than half the working time each week in operations of a higher class than his, shall receive the hourly rate of the class in which he is working. The apprentice must be at least sixteen (16) years old.

c) To become a "qualified cutter", the cutter must have effectively worked at least three (3) years in such operation. If, after the said apprenticeship period, the apprentice has not acquired the skill required to become a qualified cutter, he may request from the Parity Committee an authorization to carry on such work during twelve additional months at a rate of pay determined by the said Committee.

II. *Jurisdiction*: a) *Professional jurisdiction*:

1. The provisions of the decree apply to establishments represented by the contracting party of the first part, to private concerns that signed the agreement and to all retail fur merchants operating within the territorial jurisdiction described in subsection "b" of the present section and to all employees, qualified workers and apprentices in their employ.

2. The decree does not apply to the fur trimming and dyeing industry; neither does it apply to establishments doing work connected with the said industry.

Proviso: Should there be difficulties as to the subjection of a retail merchant engaged at the same time, in wholesale business and having signed both agreements, the conciliation officer of the Department of Labour shall have the right to determine the decree by which the said retail merchant shall be covered.

b) *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the decree comprises the Island of Montreal and a radius of fifty (50) miles from its limits, in straight line.

III. *Duration of labour*: a) The weekly duration of labour shall be of forty (40) hours, distributed according to the needs of the em-

8.00 a.m. et 6.00 p.m., à l'exception du samedi et du dimanche. Le samedi, le travail doit se terminer à 1.00 p.m. Pour faire travailler ses salariés le samedi après 1.00 p.m., un employeur doit en donner avis par écrit au comité paritaire.

Tout travail exécuté en dehors de ces heures de travail est considéré comme travail supplémentaire et doit être rémunéré à raison de salaire et demi, excepté durant les mois de septembre, octobre, novembre et décembre, où il est permis à l'employeur de faire travailler ses salariés une semaine de quarante-quatre (44) heures, au taux régulier, en deça des heures indiquées plus haut.

Nonobstant les dispositions de l'alinéa précédent, un salarié qui se rapporte en retard à son travail par sa faute doit compléter le nombre régulier d'heures de travail pour ce jour, avant d'être rémunéré à raison de temps et demi.

Les employeurs peuvent cependant, par tolérance spéciale, garder à leur service, le samedi avant-midi, pour les mois de janvier et février, une finisseuse à temps régulier. La semaine régulière de cette employée ne doit pas, cependant, dépasser quarante-quatre (44) heures.

b) Cependant, les employeurs faisant affaires en dehors de l'île de Montréal, ont droit à la semaine de travail de quarante-quatre (44) heures au taux régulier mais demeurent assujettis à toutes les autres dispositions du présent article. en ce qui concerne les heures de travail de leurs salariés.

Durant les mois de septembre, octobre, novembre et décembre, il est permis auxdits employeurs de faire travailler leurs salariés une semaine de quarante-huit (48) heures, aux taux réguliers.

IV. *Jours de fêtes rémunérés*: Tous les salariés doivent être rémunérés les jours de fêtes suivants: le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception et la Noël.

Un autre jour peut être substitué au Vendredi-Saint, à la Saint-Jean-Baptiste et à la fête du Travail pourvu que l'employeur obtienne l'autorisation écrite du Comité paritaire à cette fin.

Cependant, pour avoir droit à ce congé payé, les salariés doivent avoir travaillé au moins une partie de la semaine où ledit congé tombe, et dans ce cas, le salarié doit recevoir pour ce jour une rémunération proportionnée à la durée de son travail pour une semaine de quarante (40) heures. Le salaire dû par l'employeur à ses salariés pour ces jours de fête est celui que les salariés auraient reçu si l'atelier avait été ouvert ce jour-là et si les salariés y avaient travaillé les heures régulières réglementaires. Cette clause ne joue pas, cependant, si les fêtes plus haut décrites tombent un dimanche.

Quand le jour de Noël et le Premier de l'An tombent un dimanche, le lundi suivant est chômé et payé.

Si le salarié travaille un des jours de fêtes ci-haut désignés, il doit recevoir le taux régulier de salaire, plus salaire et demi, mais en aucun cas, un employeur ne peut obliger son salarié à travailler ces jours-là. Si l'établissement ferme ses portes pendant la semaine où un congé tombe, les salariés doivent recevoir leur salaire complet pour ce jour de fête.

V. *Définitions spéciales*: a) Pour chaque opération, le nombre des salariés de la classe "A" doit représenter au moins 50% des préposés à telle dite opération. Si l'employeur devient obligé de réduire son personnel, il est quand même

ployer, between 8.00 a.m. and 6.00 p.m., excepting Saturday and Sunday. On Saturday, work shall cease at 1.00 p.m. For all time worked on Saturday after 1.00 p.m. the employer shall notify the Parity Committee, in writing.

All time worked beyond these hours is considered as overtime and paid for at the rate of time and one half, with the exception of the months of September, October, November and December during which it is permitted for an employer to have his employees work a forty-four (44) hour week at the regular rate of pay within the hours above mentioned.

Notwithstanding the provisions of the foregoing paragraph, an employee late to work by his own fault shall complete the regular number of working hours for that day before being entitled to the time-and-a-half rate.

The employers may, however, by special tolerance, keep a female finisher to work on Saturday morning, for the months of January and February, at straight time. The regular week of such employee shall not, however, exceed forty-four (44) hours.

b) However, the employers doing business outside the Island of Montreal, are entitled to the 44-hour week at the regular rates but shall remain subject to all other provisions of the present section, inasmuch as working hours of their employees are concerned.

During the months of September, October, November and December, it is permitted for said employers to have their employees work a forty-eight (48) hour week, at regular rates of pay.

IV. *Remuneration on holidays*: All employees shall receive remuneration for the following holidays: New Year's Day, Good Friday, Ascension Day, St. John the Baptist Day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day. Another day may be substituted for Good Friday, St. John the Baptist Day and Labour Day provided the employer obtains written authorization from the Parity Committee to that effect.

However, to be entitled to this paid holiday, the employees must have worked at least part of the week where the said holiday occurs and, in this case, the employee shall receive, for this day, a remuneration based on the proportion of his hours of work with respect to a forty-hour week. The wages owed by the employer to his employees in regard of these holidays shall be that which the employees would have received if the establishment had been open that day and if the employees had worked the regular hours. This clause does not apply, however, when the holidays above described fall on Sunday.

When Christmas and New Year's Day fall on Sunday, the following Monday shall be kept as a holiday.

Should an employee work one of the said holidays, he shall receive the regular rates of wages plus time and a half but an employer shall never compel his employee to work on such days. Should the establishment close in the course of the week wherein there is a holiday, the employees shall receive their complete wages such holiday.

V. *Special definitions*: a) For each operation, the number of employees of class A shall represent at least 50% of the number of employees for said operation. Should the employer be forced to reduce his personnel, he shall have to

tenu de garder la même proportion de 50% de la classe "A" et de la classe "B" pour chaque opération.

b) Quand le nombre des salariés affectés à une opération est impair, l'un d'eux doit recevoir la moyenne du total des gages payés aux classes "A" et "B" de la même opération. Cependant, dans l'atelier où il n'y a qu'un salarié affecté à l'une quelconque des opérations, tel salarié doit recevoir le salaire de la classe "A".

VI. Salaires minima: Les taux de salaires minima suivants doivent être payés.

a) Echelle de salaires:	heure	semaine
Tailleur (classe A)	\$1.92	\$76.80
Tailleur (classe B)	1.62	64.80
Couturier à la machine:		
Classe A	1.60	64.00
Classe B	1.25	50.00
Finisseur (classe A)	1.42	56.80
Finisseur (classe B)	1.18	47.20
Bloqueur (classe A)	1.25	50.00
Bloqueur (classe B)	0.97	38.80
Couturière à la machine:		
Classe A	1.19	47.60
Classe B	0.97	38.80
Finisseuse:		
Classe A	1.19	47.60
Classe B	0.97	38.80

Les fermeuses de manteaux doivent recevoir le salaire de \$1.19 l'heure: \$47.60 par semaine.

Les faiseuses de doublures doivent recevoir le salaire de \$1.12 l'heure: \$44.80 par semaine.

Les coupeuses de doublures doivent recevoir le salaire de \$1.07 l'heure: \$42.80 par semaine.

Les couseuses de doublures doivent recevoir le salaire de \$0.95 l'heure: \$38.00 par semaine.

Les finisseuses contremaitresses, les finisseuses qui distribuent l'ouvrage aux personnes préposées à la finition doivent recevoir le salaire de \$1.26 l'heure: \$50.40 par semaine.

b) Apprentis des deux sexes: Le stage d'apprentissage est divisé en cinq périodes de six (6) mois et les taux minima de salaires sont les suivants:

	heure	semaine
1ère année, 1er semestre	\$0.48	\$19.20
1ère année, 2ème semestre	0.53	21.20
2ème année, 1er semestre	0.58	23.20
2ème année, 2ème semestre	0.68	27.20
3ème année, 1er semestre	0.73	29.20

Apprentis coupeurs: Le stage d'apprentissage pour les coupeurs est divisé en six périodes de six (6) mois et le taux de salaire minima sont les suivants:

	heure	semaine
1ère année, 1er semestre	\$0.95	\$38.00
1ère année, 2ème semestre	1.05	42.00
2ème année, 1er semestre	1.15	46.00
2ème année, 2ème semestre	1.25	50.00
3ème année, 1er semestre	1.35	54.00
3ème année, 2ème semestre	1.45	58.00

c) Tous les salaires des ouvriers qualifiés non rajustés au cours des négociations du présent décret parce qu'ils étaient déjà supérieurs aux taux prévus par ledit décret doivent être majorés de 6½%; cette augmentation doit prendre effet en même temps que l'échelle des salaires apparaissant aux paragraphes "a" et "b" du présent article.

d) Dispositions concernant les détaillants à l'extérieur de l'île de Montréal: Les salaires des ouvriers qualifiés dans tout établissement situé en

keep the same 50% proportion of class A and class B for each operation.

b) Should the number of employees performing one operation be an odd number, one of them shall receive the average of the total wages paid to classes A and B of the same operation. However, a shop employing but one employee to perform any one of the operations shall pay to said employee the class "A" rate.

VI. Minima wages: The following minimum wage rates shall be paid:

a) Wage scale:	per hour	per week
Cutter (class A)	\$1.92	\$76.80
Cutter (class B)	1.62	64.80
Male operator:		
Operator (class A)	1.60	64.00
Operator (class B)	1.25	50.00
Finisher (class A)	1.42	56.80
Finisher (class B)	1.18	47.20
Blocker (class A)	1.25	50.00
Blocker (class B)	0.97	38.80
Female operator:		
Class A	1.19	47.60
Class B	0.97	38.80
Female finisher:		
Class A	1.19	47.60
Class B	0.97	38.80

Female coat closers shall receive \$1.19 per hour; \$47.60 per week.

Lining makers shall receive \$1.12 per hour; \$44.80 per week.

Female lining cutters shall receive \$1.07 per hour; \$42.80 per week.

Female lining sewers shall receive \$0.95 per hour; \$38.00 per week.

Finishing foreladies and female finishers who distribute work to persons committed to finishing work shall receive \$1.26 per hour; \$50.40 per week.

b) Male and female apprentices: The apprenticeship period is divided in five (5) periods of six (6) months and the minimum wage rates are as follows:

	per hour	per week
1st year, 1st six months	\$0.48	\$19.20
1st year, 2nd six months	0.53	21.20
2nd year, 1st six months	0.58	23.20
2nd year, 2nd six months	0.68	27.20
3rd year, 1st six months	0.73	29.20

Apprentices-cutters: The period of apprenticeship is divided into six (6) periods of six months and the minimum rates of wages shall be as follows:

	per hour	per week
1st year, 1st six months	\$0.95	\$38.00
1st year, 2nd six months	1.05	42.00
2nd year, 1st six months	1.15	46.00
2nd year, 2nd six months	1.25	50.00
3rd year, 1st six months	1.35	54.00
3rd year, 2nd six months	1.45	58.00

c) All wages of skilled workers not readjusted at the time of negotiations for the conclusion of the agreement because they were higher than the rates of the said agreement shall be increased by 6½%; this increase shall come into force at the same time as the wage scale contained in subsections "a" and "b" of the present section.

d) Provisions concerning retailers outside the Island of Montreal: Wages of qualified workmen in any establishment located outside the Island

dehors de l'île de Montréal, dans une ville de moins de 25,000 âmes comprise dans la juridiction territoriale définie au paragraphe "b" de l'article II, doivent être déterminés d'après les taux ci-dessus mentionnés, avec une réduction de quinze pour cent (15%) desdits taux. Il est entendu que cette réduction ne doit affecter d'aucune manière les apprentis qui doivent recevoir leur salaire complet, d'après les échelles établies par le décret.

e) Toute succursale d'un établissement faisant affaire dans les limites de l'île de Montréal, ouverte au cours de la durée du décret, ne bénéficiera pas de la réduction de 15% dans les tarifs de salaires, prévue au paragraphe précédent.

VII. *Apprentissage*: a) Tout employeur qui travaille seul comme ouvrier qualifié dans son atelier a droit d'avoir à son service un apprenti.

b) Tout employeur peut avoir un apprenti par deux employés qualifiés.

c) Les apprentis qui ont fréquenté une école régie par la Loi de l'enseignement spécialisé doivent recevoir un crédit proportionné à la durée de leurs études et aux résultats de leurs examens.

VIII. Le décret s'applique aux associés d'une société commerciale ainsi qu'aux actionnaires de compagnies à fonds social si les associés ou actionnaires exécutent du travail d'atelier.

IX. *Vacances payées*: a) Les salariés doivent bénéficier de vacances payées pour le travail accompli durant la période comprise entre le 1er juin d'une année et le 31 mai de l'année suivante, aux conditions suivantes:

Tout salarié a droit à une demi-journée de vacances payées pour chaque période d'un mois de service pour son employeur, jusqu'à concurrence d'une semaine régulière de travail par année.

b) Un salarié présentement assujéti audit décret et ayant travaillé pour plus d'un employeur assujéti au même décret, peut réclamer de chacun d'eux des vacances payées, en proportion du temps qu'il a été à leur emploi et tel que prévu au paragraphe "a" du présent article.

c) Tout salarié qui a été à l'emploi continu du même employeur pour une période de deux ans ou plus a droit chaque année à une deuxième semaine de vacances avec paye.

d) Tout salarié qui quitte volontairement le service de son employeur durant la période comprise entre le 1er août et le 15 janvier de l'année suivante pour toutes causes excepté la maladie, ou dans le cas d'une femme, le mariage, perd le droit de réclamer de son employeur les vacances prévues dans cet article.

e) Tout salarié qui est congédié pour cause de vol perd le droit de réclamer les vacances prévues dans cet article. Le comité paritaire en cas de conflit sur l'application de cette clause, agit comme arbitre et sa décision est finale.

f) Le taux auquel les vacances doivent être payées est le taux en vigueur pour chaque salarié au moment où les vacances se prennent.

g) Les vacances doivent être accordées et prises entre le 1er juin et le 31 août mais, sur demande du salarié avec le consentement de l'employeur, le comité paritaire peut autoriser une autre période. Dans ce cas, cependant, le paragraphe "d" du présent article ne peut pas jouer.

X. Les inspecteurs nommés par le comité paritaire ont accès à toutes places d'affaires et aux livres de paye, de tout employeur régi par le décret, sans avis préalable. Ils ont le droit de

of Montreal, in a town with a population under 25,000, comprised in the territorial jurisdiction determined in subsection "b" of section II, shall be fixed according to the above rates, with a reduction of 15%. It is understood that this reduction shall not affect, in any way, apprentices who receive their full wages according to the schedules established in this decree.

e) Any branch of an establishment operating within the limits of the Island of Montreal, newly founded in the course of the existence of the decree, shall not benefit by the 15% reduction in wage rates, as stipulated in the preceding subsection.

VII. *Apprenticeship*: a) Every employer working alone as qualified worker in his shop has the right to have one apprentice.

b) Every employer may have one apprentice to each two skilled workers.

c) Apprentices who attended a school administered under the Specialized Schools Act shall receive a credit in proportion to the duration of their studies and to the results of their examinations.

VIII. The decree shall apply to partners in a commercial partnership and to shareholders of a capital-stock company if the said partners or shareholders perform shop work.

IX. *Vacation with pay*: a) The employees shall benefit by a vacation with pay for work done during the period comprised between the 1st of June of one year and the 31st of May of the following year, pursuant to the following conditions:

Every employee is entitled to one half-day of vacation with pay for each period of one month of service for his employer, to the extent of one regular work week per year.

b) An employee now governed by the said decree and who has worked for more than one employer governed by the same decree may claim from each one of his employers a vacation with pay in proportion to the period worked in their employ and as provided for in subsection "a" of the present section.

c) Every employee who has been employed continuously by the same employer for a period of two years or more is entitled each year to a second week of vacation with pay.

d) Every employee voluntarily leaving the service of his employer in the period between August 1st and January 15 of the following year for any cause other than illness or, in the case of a female employee, marriage, loses the right to claim from his employer the vacation provided for in this section.

e) Every employee dismissed by reason of theft loses the right to claim the vacations provided for in this section. The Parity Committee in the event of dispute in the application of this clause will act as arbitrator and its decision shall be final.

f) The rate of vacation pay is the rate in force for each employee at the time of vacation.

g) Vacations shall be granted and taken between June 1 and August 31 but, upon request from an employee and with the employer's consent, the Parity Committee may authorize another period. In this case, however, subsection "d" of the present section shall not apply.

X. Inspectors named by the Parity Committee shall have admittance into all places of business and have authority to check all pay-rolls of the employers governed by the decree,

surveiller le travail exécuté dans l'atelier et d'interroger sur les lieux, patrons et salariés.

XI. a) Tout travail à contrat, à sous-contrat ou à la pièce est interdit à l'intérieur de la fabrique de l'employeur.

b) Tous les entrepreneurs ou sous-entrepreneurs doivent tenir un registre des salaires et des heures de travail.

c) Il est interdit à un salarié travaillant déjà pour le compte d'un employeur du commerce de détail de la fourrure assujéti au décret, d'exécuter tout travail ou quelque partie de travail du métier de la fourrure, à domicile, pour le compte de toute personne, que cette personne soit un employeur professionnel, un employeur ou un client, au sens de la Loi de la convention collective, à moins d'une permission écrite à cet effet du comité paritaire.

XII. *Paiement du salaire:* Les salaires doivent être payés en argent à la fin de chaque semaine.

L'employeur doit indiquer sur une feuille séparée dans l'enveloppe ou sur l'enveloppe les heures de travail, le taux de salaire horaire ainsi que toutes les déductions de salaire.

XIII. *Protection sanitaire:* Chaque employeur doit pourvoir son atelier de tous les avantages sanitaires requis et faire bénéficier les salariés d'une protection raisonnable contre les risques de feu, accidents et autres dommages. Tous les articles en fourrure ou vêtements doivent être parfaitement nettoyés avant qu'aucun travail ne soit exécuté sur lesdits articles par les salariés.

XIV. Lors de la ratification de la présente convention, le comité paritaire existant formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par la présente convention, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit comité, il assume également toutes les dettes de l'ancien comité en vertu dudit décret antérieur.

XV. Le présent décret abroge le décret numéro 2944 du 3 août 1940 et tous ses amendements.

XVI. *Durée du décret:* Le décret demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1954. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 mars 1954 ou avant le 31 mars de toute année subséquente. Une copie de tel avis doit également être adressée au Ministre du Travail.

C. LARICHELIERE,

34979-o Greffier suppléant du Conseil Exécutif.

without notice. They have the right to watch the work being performed in the shop and to interrogate therein both the employers and the employees.

XI. a) No contracting or subcontracting or piece work shall be permitted inside the shop of the employer.

b) All contractors and subcontractors must keep records of wages and hours of labour.

c) An employee already employed by an employer of the fur retail trade subject to the decree shall not have the right to perform any work or part thereof in the fur trade, at home, for any person whether such person be a professional employer, an employer or a customer, as defined in the collective Agreement Act, except under written authorization to that effect by the Parity Committee.

XII. *Payment of wages:* The wages shall be paid in cash at the end of each week.

The employer shall indicate on a separate sheet in the envelope, or on the envelope itself, the hours of labour, the hourly rate of pay and all wage deductions.

XIII. *Sanitary precautions:* Every employer shall maintain and observe proper sanitary conditions and protect the workers against risks of fire, injury and other damage. All articles of furs or garments must be thoroughly cleaned before being worked upon by the employees.

XIV. At the time of ratification of the present agreement, the existing parity committee formed for the purpose of supervising the application of the previous decree in the territorial jurisdiction determined by the present agreement, remains in office and supervises the carrying out of the present agreement until a new parity committee be formed. The new committee replaces the former one and is vested with all the assets and rights of the said committee; it will likewise assume all the debts of the former committee under the said previous decree.

XV. The present decree repeals the decree No. 2944 of August 3, 1940, and all its amendments.

XVI. *Duration of the decree:* The decree remains in force until March 31, 1954. It renews itself automatically from year to year, thereafter, unless one of the contracting parties notifies the other party in writing to the contrary, within the period extending from the sixtieth to the thirtieth day before March 31, 1954 or before March 31 of any subsequent year. Copy of such notice must also be forwarded to the Minister of Labour.

C. LARICHELIERE,

34979-o Acting Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le 23 mai 1953, les règlements du "Cercle Celanac Inc.", comprenant les articles 1 à 35 inclusivement, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 23 mai 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint
de la province,

LUCIEN DARVEAU.

34953-o

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney-General, the by-laws of "Cercle Celanac Inc.", comprising articles 1 to 35 inclusively, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on May 23, 1953, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, May 23, 1953.

LUCIEN DARVEAU,
Acting-Under Secretary
of the Province.

34953

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que "Ville Emard Baptist Church", 6572 Boulevard Monk, Montréal, présentera une requête au Lieutenant-gouverneur en Conseil de la province de Québec, pour obtenir son incorporation en vertu de la Loi de la constitution de certaines églises, chapitre 311, Statuts Refondus 1941 et ses amendements. Montréal, le 25 mai 1953.

Les Procureurs de la requérante,
CERINI & JAMIESON,
231, ouest, rue St-Jacques,
Montréal.

34916-22-4

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the "Ville Emard Baptist Church," 6572 Monk Boulevard, Montreal, will present a Petition to the Lieut. Governor-in-Council of the Province of Quebec for incorporation under the Church Incorporation Act, Chapter 311 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941 and Amendments. Montreal, May 25th, 1953.

CERINI & JAMIESON,
Solicitors for Petitioner,
231, St-James St. West,
Montreal.

34916-22-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que "Emmanuel Baptist Church," 350 avenue Woodland, cité de Verdun, présentera une requête au Lieutenant-gouverneur en Conseil de la province de Québec, pour obtenir son incorporation en vertu de la Loi de la constitution de certaines églises, chapitre 311 des Statuts Refondus de la province de Québec, 1941 et ses amendements. Montréal, le 25 mai 1953.

Les Procureurs de la requérante,
CERINI & JAMIESON,
231 ouest, rue St-Jacques,
Montréal.

34915-22-4

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that "Emmanuel Baptist Church", 350 Woodland Avenue, City of Verdun, will present a Petition to the Lieut. Governor-in-Council of the Province of Quebec for incorporation under the Church Incorporation Act, Chapter 311 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, and Amendments. Montreal, May 25th, 1953.

CERINI & JAMIESON,
Solicitors for Petitioner,
231, St-James St. West,
Montreal.

34915-22-4-o

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la Province a approuvé, en date du 27 mai 1953, le règlement N° XII amendant les règlements de "Gamma Lambda Foundation of Sigma Chi Fraternity Incorporated", tel qu'adopté à l'assemblée générale spéciale tenue le 29 avril 1953, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 29 mai 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint
de la Province,
LUCIEN DARVEAU.

34954

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-Law No. XII, amending the By-Laws of "Gamma Lambda Foundation of Sigma Chi Fraternity Incorporated", as adopted at the Special general meeting held on April 29th, 1953, was approved on May 27th, 1953, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q. 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary this 29th day of May, 1953.

LUCIEN DARVEAU,
Acting Under-Secretary
of the Province.

34954-o

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a autorisé, le onze mai 1953, le changement de nom du "Syndicat National Catholique de Spécialités des Métiers de la Construction du Bâtiment", dont la formation a été autorisée le 12 novembre 1952, et dont le siège social est à Québec, en celui de "Le Syndicat national Catholique du Marbre, Tuile et Terrazzo de Québec, Inc.", et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et suivants de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province ce 12 mai 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint
de la Province,
LUCIEN DARVEAU.

34955-o

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that, on May eleventh 1953, the Honourable the Provincial Secretary authorized a change of name of the "Syndicat National Catholique de Spécialités des Métiers de la Construction du Bâtiment", the formation of which had been authorized November 12, 1952, with head office in Quebec, into that of "Le Syndicat National Catholique du Marbre, Tuile et Terrazzo de Québec Inc.", and such, in conformity with the provisions of Sections 7 and following of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of May 1953.

LUCIEN DARVEAU,
Acting Under Secretary
of the Province.

34955

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Magog Union of Staff Workers", pour l'étude,

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Magog Union of Staff Workers" for the

la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le quinze mai 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Magog, dans le district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire adjoint
de la Province,
LUCIEN DARVEAU. 34956-0 34856

study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary on May fifteenth 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Magog, in the judicial district of St. Francis.

LUCIEN DARVEAU,
Acting Under Secretary
of the Province.

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que "Grace Gospel Chapel", une des Églises de la "Christian Brethren" de la province de Quebec, présentera une requête au Lieutenant-gouverneur en Conseil de la province de Québec, pour obtenir son incorporation, en vertu de la Loi de la constitution de certaines Églises, chapitre 311 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941 et amendements.

Montréal, 30 mai 1953.
Les Procureurs de la requérante,
CERINI & JAMIESON.
231 ouest, rue St-Jacques,
Montréal. 34968-23-4

CINQ-MARS & PAQUETTE LIMITÉE
(Sherbrooke, P.Q.)

Règlement N° 37

Qu'il soit résolu et il est par les présentes résolu comme règlement de la Compagnie "Cinq-Mars & Paquette Limitée" que le règlement numéro 3 des règlements généraux de la Compagnie se lise comme suit:

"3. Les affaires de la Compagnie seront conduites par un bureau de quatre (4) directeurs":
Adopté ce 23ième jour de mai 1953.
(Signé) P.-ALFRED CINQ-MARS,
Président.
(Signé) MARCEL PAQUETTE,
Secrétaire.

Je certifie que ce qui précède est une vraie copie du règlement numéro 37 de la Compagnie "Cinq-Mars & Paquette Limitée", lequel a été dûment adopté à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite Compagnie à laquelle tous les actionnaires de ladite Compagnie étaient présents et ont donné un vote unanime pour l'adoption dudit règlement.

Ladite assemblée générale spéciale des actionnaires a été tenue le 23 mai 1953.
Sherbrooke, ce 23 mai 1953.
(Sceau) Le Secrétaire,
MARCEL PAQUETTE. 34969-0

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Louis de Terrebonne", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le neuf mai 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Louis-de-Terrebonne, dans le côté de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire adjoint
de la Province,
LUCIEN DARVEAU. 34970-0 34970

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the "Grace Gospel Chapel", one of the Christian Brethren Churches in the Province of Quebec, will present a Petition to the Lieut.-Governor-in-Council of the Province of Quebec for incorporation under the Church Incorporation Act, Chapter 311 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941 and Amendments.

Montreal, May 30th, 1953.
CERINI & JAMIESON,
Solicitors for Petitioner.
231 St. James St. West,
Montréal. 34968-23-4-o

CINQ-MARS & PAQUETTE LIMITÉE
(Sherbrooke, P.Q.)

By-Law No. 37

Be it enacted and it is hereby enacted as a By-law of the Company "Cinq-Mars & Paquette Limitée", that By-law number 3 of the Company's General By-laws, reads as follows:

"3. The affairs of the Company shall be managed by a Board of four (4) directors:"
Adopted this 23rd day of May 1953.
(Signed) P. ALFRED CINQ-MARS,
President.
(Signed) MARCEL PAQUETTE,
Secretary.

I hereby certify that the above is a true copy of By-law number 37 of the Company "Cinq-Mars & Paquette Limitée", which by-law was duly adopted at a special general meeting of shareholders of the said Company at which all the shareholders of the said Company were present and voted unanimously for the adoption of the said By-law.

The said special general meeting of shareholders was held on May 23rd, 1953.
Sherbrooke, this May 23rd, 1953.
(Seal) MARCEL PAQUETTE,
Secretary. 34969

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Louis de Terrebonne" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary on May ninth, 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Louis-de-Terrebonne, in the county of Terrebonne.

LUCIEN DARVEAU,
Acting Under Secretary
of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Ste-Famille de Sherbrooke", en date du 28 avril 1953, dont le siège social est situé à Sherbrooke, dans le district judiciaire de St-François, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 28 mai 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
34971-o LUCIEN DARVEAU.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Ste-Famille de Sherbrooke" under date the twenty-eighth day of May 1953, whereof the head office is at Sherbrooke, in the judicial district of St. Francis, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this May 28th, 1953.

LUCIEN DARVEAU,
34971 Acting Under Secretary of the Province.

CORONA BAKERY LIMITED

Règlement No. 23

Le nombre des directeurs de la compagnie est, par les présentes, augmenté de trois à quatre et le règlement 3 (a) est, par les présentes, amendé en conséquence.

Montréal, 27 avril 1953.

Certifié vraie copie.

(Sceau)

D. MONACO.

34990

E. LAGUEUX & FILS, LIMITÉE

Règlement N° 48

(réduisant le nombre des directeurs de la compagnie de cinq à quatre)

"Il est proposé par Louis D. Lagueux,

Appuyé par Charles Lagueux,

Adopté et résolu à l'unanimité:

Que le règlement suivant soit adopté comme règlement N° 48 des règlements de E. Lagueux & Fils, Limitée, savoir:

Il est par le présent règlement N° 48 de E. Lagueux & Fils, Limitée, décrété et statué:

a) Que le règlement N° 11 des règlements de E. Lagueux & Fils, Limitée, tel qu'amendé, soit comme il est par les présentes abrogé à toutes fins que de droit et remplacé par le suivant:

b) Règlement N° 11:

Les affaires de la Compagnie sont gérées et administrées par un Bureau de Direction composé de quatre directeurs dont trois formeront quorum."

Certifié conforme, Québec, le 16 mai 1953.

Le Secrétaire,

34984-o

PAUL LAGUEUX.

CORONA BAKERY LIMITED

By-law No. 23

The number of Directors of the Company is hereby increased from three to four and By-law 3 (a) is hereby amended accordingly.

Montreal, Canada, 27th April, 1953.

Certified true copy:

(Seal)

D. MONACO.

34980-o

E. LAGUEUX & FILS, LIMITÉE

By-Law No. 48

(reducing the number of directors of the Company from five to four)

"It is proposed by Louis D. Lagueux,

Seconded by Charles Lagueux,

Adopted and resolved unanimously:

That the following be adopted as No. 48 of the by-laws of E. Lagueux & Fils, Limitée, to wit:

Be it enacted and it is hereby enacted by said By-law No. 48 of the by-laws of E. Lagueux & Fils, Limitée:

a) That By-law No. 11, of the by-laws of E. Lagueux & Fils, Limitée, as modified, shall be as hereby repealed for all legal purposes, replaced by the following:

b) By-Law No. 11:

The affairs of the Company shall be managed and directed by a Board of four directors, of whom three shall form a quorum."

Certified true copy, Quebec, May 16, 1953.

PAUL LAGUEUX,

Secretary.

Chartes — Abandon de

GLENDALE CLEANERS AND DYERS LTD.

Avis est par les présentes donné que "Glendale Cleaners and Dyers Ltd." corporation constituée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec et ayant son siège social à Longueuil, s'adressera au Procureur Général de la Province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa Charte en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Longueuil, ce 29e jour de mai 1953.

GLENDALE CLEANERS AND DYERS LTD.,

Par le Secrétaire,

34966-o

GHISLAINE GAGNÉ.

Charters — Surrender of

GLENDALE CLEANERS AND DYERS LTD.

Notice is hereby given that Glendale Cleaners and Dyers Ltd. a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the City of Longueuil, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Longueuil, this 29th day of May 1953.

GLENDALE CLEANERS AND DYERS LTD.,

By GHISLAINE GAGNÉ,

34966-o

Secretary.

KENYON INVESTMENTS LIMITED

KENYON INVESTMENTS LIMITED

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Kenyon Investments Limited" donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à compter de la date qu'il lui plaira de fixer.

Under the provisions of The Quebec Companies' Act, Kenyon Investments Limited hereby gives notice that it will make application to The Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for acceptance of the surrender of its charter and its cancellation, on and from the date to be fixed by him.

Daté à Montréal, ce premier jour de juin 1953.

Dated at Montreal, this first day of June, 1953.

34981

Le Secrétaire,
D. W. SCOTT.

34981-o

D. W. SCOTT,
Secretary.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Mabelle Realities Incorporated", incorporée en date du 25 septembre, 1944, s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en conseil de la Province de Québec, pour lui demander la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la section 26 de la Loi des Compagnies de Québec.

Notice is hereby given that the company, "Mabelle Realities Incorporated", incorporated the 25th day of September, 1944, will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter, in virtue of the Provisions of section 26 of the Quebec Companies' Act.

Montréal, ce 1er juin 1953.

Montreal, 1st June, 1953.

34982-o

Le Procureur,
JOSEPH HELAL C.R.

34982-o

JOSEPH HELAL Q.C.,
Attorney.

Compagnie autorisée à faire des affaires

Company Licensed to do Business

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Dzus Fastener Co. Inc." a été dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Notice is hereby given that the company "Dzus Fastener Co. Inc." has been duly licensed to carry on business in the Province of Quebec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des Lois de la province de Québec, et la compagnie sera sujette aux mêmes formalités telles que prescrites par les Lois existantes de cette Province.

The powers conferred upon the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and the Company shall be subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

Le principal bureau de la corporation dans la Province sera à 675, rue Butler, en les cité et district judiciaire de Montréal.

The principal office of the Corporation in the Province to be at 675 Butler Street in the City and judicial District of Montreal.

Son agent principal dans la Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure prise contre elle, est M. Paul Brooks Pitcher de ladite cité de Montréal.

Its chief agent in the Province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Mr. Paul Brooks Pitcher of the said City of Montreal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province ce 3e jour de juin 1953.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of June, 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34950 LUCIEN DARVEAU.

LUCIEN DARVEAU,
34950-o Acting Under-Secretary of the Province.

Compagnies dissoutes

Companies Dissolved

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Ant. Bernier (Jonquière) Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 1er octobre 1946.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Ant. Bernier (Jonquière) Inc.", incorporated by Letters Patent dated October first, 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier juin 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Notice is also hereby given that from and after the first day of June 1953, the said company shall be dissolved.

Daté du bureau du Procureur général, le 4 juin 1953.

Dated at the office of the Attorney General, this June 4th, 1953.

34950-o

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

34950

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Confides Corporation" constituée en corporation par lettres patentes en date du 17e jour de janvier 1951.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier jour de juin 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 4e jour de juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950 L. DESILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Confides Corporation", incorporated by letters patent dated the 17th day of January, 1951.

Notice is also given that from and after the first day of June, 1953, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 4th day of June, 1953.

L. DESILETS,
34950-o Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Craig, Bellantyne & Co. Ltd." constituée en corporation par lettres patentes en date du 1er jour d'avril 1921.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier jour de juin 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 4e jour de juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950 L. DESILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Craig, Ballantyne & Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 1st day of April, 1921.

Notice is also given that from and after the first day of June, 1953, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 4th day of June, 1953.

L. DESILETS,
34950-o Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Moosehead Breweries (Quebec) Limited" constituée en corporation par lettres patentes en date du 12e jour de novembre 1948.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier jour de juin 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 4e jour de juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950 L. DESILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Moosehead Breweries (Quebec) Limited", incorporated by letters patent dated the 12th day of November, 1948.

Notice is also given that from and after the first day of June, 1953, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 4th day of June, 1953.

L. DESILETS,
34950-o Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Telephone Securities, Limited" constituée en corporation par lettres patentes en date du 31e jour de mars 1936.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier jour de juin 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 4e jour de juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
34950 L. DESILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Telephone Securities, Limited", incorporated by letters patent dated the 31st day of March 1936.

Notice is also given that from and after the first day of June, 1953, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 4th day of June, 1953.

L. DESILETS,
34950-o Deputy Attorney General.

Curatelle publique

Canada, Province de Québec
District de Montréal

Succession vacante de Dame Helmi Lindstrom Heickell, en son vivant de Montréal.

Public Curatorship

Canada, Province of Quebec
District of Montreal

Vacant estate of Dame Helmi Lindstrom Heickell, during her lifetime of Montreal.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 13 février 1953 par un juge de la Cour Supérieure siégeant à Montréal dans le district de Montréal, qu'il est, sous l'autorité de la loi de la curatelle publique (9 Geo. VI c. 62), curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra à l'adresse ci-dessous, dans les quinze jours suivant le 6 juin 1953 le paiement de toutes dettes envers la succession et la preuve de toutes les réclamations exigibles contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC,
187, rue Sainte-Catherine (Ouest),
34957-o Montréal 18.

The undersigned gives notice that this estate has been declared vacant in virtue of a judgment rendered February 13, 1953, by a Judge of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, that he is, under authority of the Public Curatorship Act (9 Geo. VI, c 62), curator ex officio in this estate, and that he shall receive, at the address mentioned below, within the fifteen days following June 6th 1953, the payment of all debts owing the estate and proof of all claims against it.

PUBLIC CURATOR,
187, St. Catherine Street (West),
34957 Montreal 18.

Département de l'Agriculture

Avis est, par les présentes, donné que, en vertu de la Loi des cercles agricoles, article 5, chapitre 118, S.R.Q. 1941, il a plu à l'honorable ministre de l'agriculture de changer le nom de "Cercle agricole de la paroisse de Notre-Dame de la Présentation d'Almaville", dans le comté de St-Maurice, en celui de "Cercle agricole de la municipalité du village de Shawinigan-Sud".

Daté du bureau du ministre de l'agriculture, ce 29ième jour de mai 1953.

Le Sous-ministre de l'agriculture,
34967-o R. TRÉPANIÉ.

AVIS

Avis est par le présent donné que, du consentement du bureau de direction de la "Beurrerie Coopérative de St-Magloire", le nom de cette coopérative agricole est changé en celui de "Société Coopérative Centrale St-Magloire Village", conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi des Sociétés Coopératives Agricoles (S.R.Q., 1941, ch. 120).

Québec, ce troisième jour de juin 1953.
Le Ministre de l'Agriculture,
34990-o LAURENT BARRÉ.

Chasse et Pêches

Le Lac Gale dans le comté de Brome, ayant été ensemencé de truites mouchetées, il est maintenant défendu, d'hui au vingt avril mil neuf cent cinquante quatre (20 avril 1954) inclusivement, de pêcher ou de prendre toute espèce de poisson dans le dit Lac Gale, afin d'y laisser se développer les truites qui ont y été mises, le toute conformément à l'autorité que me confère l'article 31 du chapitre 154 des Statuts refondus de Québec, 1941.

Toute offense sera sujette à l'amende prévue dans le même article

Québec, le 3 juin 1953.
Le Ministre de la Chasse et des Pêcheries,
34990-o CAMILLE-E. POULIOT.

Département de l'Instruction publique

N° 669-53

Québec, le 25 mai 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire d'Inverness, dans le comté de Mégantic, le lot 640 et la partie du lot N° 637

Department of Agriculture

Notice is hereby given, that in accordance with the Farmers' Clubs Act, Section 5, Chapter 118, R.S.Q. 1941, the Honourable the Minister of Agriculture has been pleased to change the name of "Cercle agricole de la paroisse de Notre-Dame de la Présentation d'Almaville", in the county of St. Maurice, to that of "Cercle agricole de la municipalité du village de Shawinigan-Sud".

Dated at the office of the Minister of Agriculture, this 29th day of May 1953.

R. TRÉPANIÉ,
34967 Deputy Minister of Agriculture.

NOTICE

Notice is hereby given that, on the consent of the Board of directors of the "Beurrerie Coopérative de St-Magloire", the name of said agricultural cooperative is changed into that of "Société Coopérative Centrale St-Magloire Village", in accordance with the provisions of section 9 of the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S.Q., 1941, ch. 120).

Québec, this third day of June 1953.
LAURENT BARRÉ,
34990 Minister of Agriculture.

Game and Fisheries

Lake Gale, in the county of Brome, having been stocked with speckled trout, it is presently forbidden, as from this date to April twentieth, one thousand nine hundred and fifty four (April 20, 1954) inclusive, to fish or catch any kind of species of fish in said Gale Lake, in order to allow the development of trout stocked therein, the whole pursuant to the authority granted me by section 31, chapter 154, Revised Statutes of Québec, 1941.

All infractions shall be subject to the fine specified in said section.

Québec, June 3rd, 1953.
CAMILLE-E. POULIOT,
34990 Minister of Game and Fisheries.

Department of Education

No. 669-53

Québec, May 25, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of Inverness, in the county of Mégantic, lot 640 and that part of lot N° 637, be-

appartenant à monsieur Napoléon Martineau, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Jacques-de-Leeds, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34933-22-2-o O. J. DESAULNIERS.

longing to M. Napoléon Martineau, and to annex them to the school municipality of Saint-Jacques-de-Leeds, in the same county.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

Québec, 27 mai 1953.

Demande est faite d'annexer à la municipalité protestante d'Aylwin, dans le comté de Gati-neau, la municipalité scolaire de Northfield & Wright, dans le même comté.

Le territoire de la municipalité scolaire de Northfield & Wright comprend: "toute la munici-palité du canton de Wright laquelle est bornée à l'est par la rivière Gatineau, au sud par le canton d'Aylwin, à l'ouest par la ligne du comté de Pontiac et au nord par canton de Bouchette."

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34934-22-2 O. J. DESAULNIERS.

Quebec, May 27th, 1953.

Application is made to annex to the Protestant school municipality of Aylwin, in the County of Gatineau, the school municipality of Northfield & Wright, in the same County.

The territory of the school municipality of Northfield & Wright comprises "all the munici-pality of Wright Township which is bounded on the east by the Gatineau River, on the south by Alywin Township, on the west by the Pontiac County line and on the north by Bouchette Township."

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 727-53.

Québec, le 28 mai 1953.

Demande est faite de détacher la municipalité scolaire de Rock-Forest, comté de Sherbrooke, les lots suivants, tous inclusivement du canton d'Orford, savoir: 421 à 423 du rang VII (7); 506 à 516 du rang VIII (8); 591 à 619 du rang IX (9), et de les annexer à la municipalité sco-laire du Petit Lac Magog, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34935-22-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 727-53.

Quebec, May 28, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of Rock Forest, county of Sherbrooke, the following lots, all inclusively, of the township of Orford, to wit: 421 to 423, Range VII (7); 506 to 516, Range VIII (8); 591 to 619, Range IX (9), and to annex them to the school municipality of Petit Lac Magog, same county.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 1246-52.

Quebec, le 23 mai 1953.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Tewkesbury, No 1, dans le comté de Québec, les lots 1 à 42 inclusivement des rangs IX et X (9 et 10); 1 à 36 inclusivement du rang XI (11); 1 à 35 inclusivement du rang XII (12), tous du canton de Tewkesbury qui ne sont pas encore organisés au point de vue scolaire.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34936-22-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 1246-52

Quebec, May 23, 1953.

Application is made to annex to the school municipality of Tewkesbury, No. 1, in the county of Quebec, lots 1 to 42 inclusive, of Ranges IX and X (9 and 10); 1 to 36 inclusive, Range XI (11); 1 to 35 inclusive, Range XII (12), all of the township of Tewkesbury, which are not as yet organized with regard to schools.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 1452-51

Québec, le 29 mai 1953.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 20 mai 1953, d'annexer à la municipalité scolaire de Rouyn, Village, dans le comté de Rouyn-Noranda, le territoire de la municipalité scolaire de l'Immaculée-Conception, dans le même comté, lequel territoire comprend celui qui est décrit dans l'arrêté ministériel N° 3763, en date du 5 octobre 1944.

Cette arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1953.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34975-o O. J. DESAULNIERS.

No. 1452-51

Quebec, May 29th, 1953.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated May 20th, 1953, to annex to the school municipality of Rouyn, Village, in the county of Rouyn-Noranda, the territory of the school municipality of l'Immaculée-Conception, same county, which territory includes that which is described in Order in Council No. 3763, dated October 5th, 1944.

This Order in Council will take effect on July first 1953.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

Mines

AVIS

Avis est par la présente donné qu'en vertu d'un arrêté en conseil en date du 29 mai 1953, les concessions minières couvrant les lots 44, 45 et 46 rang I, Village des Sept-Iles, canton de Letellier, district électoral de Saguenay, sont, à compter de la date de la publication du présent

Mines

NOTICE

Notice is hereby given that in accordance with Order in Council dated May 29, 1953, mining concessions covering lots 44, 45 and 46, Range I, Village of Seven Islands, township Letellier, electoral district of Saguenay, are, as from the date of publication of this notice in the *Quebec*

avis dans la *Gazette officielle de Québec*, révoquées quant aux droits de mine seulement et redeviennent la propriété de la Couronne.

Québec, 1er juin 1953.

34974-o

Le Sous-Ministre,
A.-O. DUFRESNE.

Official Gazette, revoked as to the mining rights only, and revert to the Crown.

Quebec, June 1st, 1953.

3474

A.-O. DUFRESNE,
Deputy Minister.

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, que, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163, et amendements), le Comité paritaire des Épicier et Bouchers de Joliette, établi en exécution du décret numéro 1336 du 18 avril 1946, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 642 du 29 mai 1953, section "H", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant le mode et le taux ci-après:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec*, au 27 avril 1954; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1336 doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste de paye des salariés assujettis audit décret.

b) Les épiciers et bouchers travaillant seuls (artisans) régis par le décret numéro 1336 sont tenus de verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs revenus basés sur le montant de \$25.00 par semaine (salaire minimum fixé par le décret).

c) Les salariés assujettis au décret numéro 1336 sont tenus de verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, commissions, bonis ou allocations.

2. Mode de perception

Les employeurs professionnels, de même que les artisans, doivent faire parvenir leurs cotisations mensuellement au bureau du Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir mensuellement lui-même audit comité, en même temps que sa propre cotisation.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire de: Épicier et Bouchers de Joliette, pour la période se terminant le 27 avril 1954.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby given notice that, pursuant to the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), the "Comité paritaire des Épicier et Bouchers de Joliette", established under decree number 1336 of April 18, 1946, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 642 of May 29, 1953, part "H", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the following conditions and rate:

1. Assessments

The period of levy extends from the date of publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette*, to April 27, 1954; it shall be applied as follows:

a) The professional employers governed by the decree number 1336 shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the payroll of their employees governed by the said decree.

b) The grocers and butchers working alone (artisans), governed by the decree number 1336 shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their receipts, based on the amount of \$25.00 per week (minimum wages fixed by the decree).

c) The employees governed by the decree number 1336 shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, commissions, bonuses or allowances.

2. Mode of collection

The professional employers and the artisans, shall forward their assessments, every month, to the office of the Parity Committee.

The professional employer shall collect at the end of each week, from the remuneration of every one of his employees, the amounts owed to the Parity Committee, and forward them himself, every month, to the said committee, together with his own assessments.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information he will be given five days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial activities to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30, and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the "Comité Paritaire des Épicier et Bouchers de Joliette", for the period ending April 27, 1954.

COMITÉ PARITAIRE DES ÉPICIERS ET BOUCHERS DE JOLIETTE

COMITÉ PARITAIRE DES ÉPICIERS ET BOUCHERS DE JOLIETTE

Estimé des recettes et des déboursés prévus pour la période se terminant le 27 avril 1954.

Estimate of the receipts and disbursements for the period ending April 27, 1954.

Recettes:
Cotisations (½ de 1%):

Employeurs professionnels.....	\$ 500.00
Salariés.....	500.00
Artisans.....	300.00
	\$1,300.00

Déboursés:

Salaire de l'inspecteur.....	520.00
Frais de voyages de l'inspecteur.....	200.00
Frais de déplacement des membres du Comité.....	360.00
Frais de bureau.....	140.00
Frais de vérification.....	40.00
Frais judiciaires.....	40.00
	\$1,300.00

Receipts:
Assessments (½ of 1%):

Professional employers.....	\$ 500.00
Employees.....	500.00
Artisans.....	300.00
	\$1,300.00

Disbursements:

Salary of the Inspector.....	520.00
Travelling expenses of the Inspector.....	200.00
Travelling expenses of the Committee's members.....	360.00
Office expenses.....	140.00
Audition.....	40.00
Legal fees.....	40.00
	\$1,300.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 6 juin 1953. 34979-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, June 6, 1953. 34979-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que The Carter White Lead Company of Canada Limited lui a présenté une requête à l'effet de modifier comme suit la décret numéro 891 du 28 août 1952, relatif à l'industrie de la peinture dans la province de Québec.

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that The Carter White Lead Company of Canada Limited has submitted to him a petition to amend the decree No. 891 of August 28, 1952, relating to the paint industry in the province of Quebec.

1° Le nom de cette compagnie (Carter White Lead Company of Canada Limited) sera radié de la liste des parties contractantes de première part.

1. The name of this company (Carter White Lead Company of Canada Limited) will be stricken off the list of contracting parties of the first part.

2° Le titre du paragraphe 3 de l'article IV sera remplacé par le suivant: "Fabrique de couleur sèche."

2. The heading of subsection 3 of section IV will be replaced by the following: "Dry colour factory."

3° Les mots "du blanc de plomb" seront radiés du paragraphe "e" de l'article VI.

3. The words "white lead and" will be deleted from subsection "e" of section VI.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 6 juin 1953. 34979-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, June 6, 1953. 34979-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'il se propose de recommander l'approbation de la modification suivante au décret numéro 3519 du 24 septembre 1940, dans sa teneur modifiée, relatif à l'industrie de la robe dans la province de Québec.

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that he intends to recommend the approval of the following amendment to the decree No. 3519 of September 24, 1940, as amended, relating to the dress industry in the province of Quebec.

Le paragraphe "c" de l'article VI est modifié en y ajoutant ce qui suit:

Section VI, sub section (c) is amended by adding the following:

"Toutefois, seulement pour la saison d'été se terminant le 1er juillet 1953, les employeurs peuvent faire exécuter du travail le samedi mais à condition que tel travail soit fait volontairement, qu'il soit rémunéré au taux de salaire et demi,

"However, only during the summer season ending July 1st, 1953, an employer may have work done on Saturdays only on the conditions that such work is on a voluntary basis, is paid for at the rate of time and a half, is performed between

qu'il soit exécuté entre 8.00 a.m. et midi, qu'un minimum de quatre (4) heures de travail ou de rémunération soit garanti à chaque salarié dans chaque métier concerné et que lesdits employeurs en donnent avis à la Commission Conjointe.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 juin 1953. 34979-0

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements, que, par l'arrêté en conseil N° 642-F du 29 mai 1953, trois règlements spéciaux adoptés par le Comité conjoint de l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons dans la province de Québec le 26 mai 1953, ont été approuvés et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit comité, déjà approuvés par l'arrêté-en-council N° 620-L du 20 mai 1953.

En vertu de ladite loi, les dispositions suivantes des règlements spéciaux dudit comité ont été rendus obligatoires:

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DES VÊTEMENTS D'HOMMES ET DE GARÇONS DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC

Règlements spéciaux adoptés à l'assemblée tenue le 31 octobre 1953

1° *Tenue du registre:* Conformément au paragraphe "g" de l'article 20 de la Loi de la Convention Collective, (R.S.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), tous les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 513 du 30 avril 1953, doivent tenir un registre dans lequel seront inscrits les nom et prénoms et l'adresse de chaque salarié à leur emploi, sa qualification ou classification, l'heure exacte à laquelle le travail a été commencé, interrompu, repris et achevé chaque jour, les heures régulières et supplémentaires de chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, indiquant le salaire de base ou le salaire régulier, ainsi que toute rémunération additionnelle ou boni, avec mention du mode et de la période de paye.

2° *Rapports mensuels:* Conformément au paragraphe "h" de l'article 20 de la Loi de la Convention Collective, (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), tous les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 513 du 30 avril 1953, doivent transmettre au Comité Conjoint de l'Industrie des vêtements d'Hommes et de Garçons dans la province de Québec, un rapport mensuel signé par eux-mêmes ou par une personne autorisée à leur emploi, dans lequel sont indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à leur emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures régulières et supplémentaires effectuées, la nature de tel travail et le salaire payé, indiquant le salaire de base ou le salaire régulier, ainsi que toute rémunération additionnelle sous forme de boni ou autre, le tout sur une base hebdomadaire. On doit faire parvenir ce rapport aux bureaux du Comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois pour le mois précédent. Les employeurs professionnels peuvent obtenir du Comité paritaire les formules

8.00 a.m. and noon, four (4) hours work or payment therefore is granted to each employee in each craft involved, and the employer gives proper notice thereof to the Joint Commission."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 6, 1953. 34979-0

NOTICE OF APPROVAL OF BY LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments, that, by Order in Council No. 642-F of May 29, 1953, three special by-laws passed by the Joint Committee of the Men's and Boys' Clothing Industry for the Province of Québec on May 26, 1953, have been approved and added to the Constitution and general by-laws of the said Committee, already approved by Order-in-Council No. 620-L of May 20, 1953.

In pursuance of the said Act, the following provisions of the special by-laws of the said Committee have been rendered obligatory:

THE JOINT COMMITTEE OF THE MEN'S AND BOY'S CLOTHING INDUSTRY FOR THE PROVINCE OF QUEBEC

Special by-laws passed at a regular meeting held on May 26, 1953

1. *Keeping of a register:* Pursuant to sub-section "g" of section 20 of the Collective Agreement Act, (R.S.Q., 1941, chapter 163 as amended), all professional employers governed by the Decree number 513 of April 30, 1953, shall keep a register giving the name in full and address of every employee in their employ, his qualification or classification, the exact time at which the work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the regular and overtime hours of daily labour, the nature of such work and the wages paid, showing the basic or regular wages, as well as any extra wage or bonus, with mention of the mode and period of payment.

2. *Monthly report:* Pursuant to sub-section "h" of section 20 of the Collective Agreement Act, (R.S.Q., 1941, chapter 163 as amended), all professional employers governed by the Decree number 513 of April 30, 1953 and amendments, shall transmit to the Joint Committee of the Men's and Boy's Clothing Industry for the Province of Québec, a monthly report in writing signed by themselves, or by an authorized person in their employ, on which shall be given the name in full and address of every employee in their employ, his qualification or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid indicating regular or basic wages, as well as additional remuneration by way of bonus or otherwise, the whole on a weekly basis. The said report shall be forwarded to the offices of the Joint Committee on or before the tenth day of each month and shall cover the preceding month. Professional employers may obtain the necessary forms for making the said

nécessaires pour ce rapport et doivent, en tout temps, garder dans leur établissement une copie dudit rapport pour une période minimum de neuf (9) mois, lesdites copies devant être accessibles pour fins d'inspection par les inspecteurs du Comité Conjoint ou autres représentants dûment autorisés.

3° Conformément au paragraphe "e" de l'article 20 de la Loi de la Convention Collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), tout employeur professionnel doit, sur demande du secrétaire ou d'un inspecteur du Comité Conjoint de l'Industrie des Vêtements d'Hommes et de Garçons dans la province de Québec, lui fournir tout renseignement concernant toute sa production afin que les dits représentants du Comité paritaire puissent déterminer le genre de vêtements fabriqués et le taux spécial ou composé qui doit s'appliquer à la production mixte ou spéciale.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 juin, 1953.

34979-0

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association des Marchands d'Autos des Cantons de l'Est;

Et, D'AUTRE PART:

L'Association des Employés de Garage des Cantons de l'Est, affiliée à la Fédération Nationale de la Métallurgie et à la C.T.C.C., pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés suivant les conditions ci-après décrites:

I. *Définitions:* Pour les fins du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) *Apprenti:* Le mot "apprenti" désigne toute personne qui apprend un des métiers mentionnés dans le décret.

b) *Artisan:* Le mot "artisan" désigne toute personne faisant seule à son compte ou en société un travail régi par le décret ou tout employeur ou employeur professionnel lorsqu'il fait pareil travail.

c) *Compagnon:* Le mot "compagnon" désigne tout salarié ayant terminé son apprentissage et obtenu son certificat de qualification dans l'un des métiers de l'industrie de l'Automobile tels que: charron, débosseur, électricien, forgeron, machiniste, mécanicien, menuisier, nettoyeur de bouvrure, peintre, rembourreur, spécialiste en radiateur, soudeur, vérificateur, vulcanisateur, spécialiste en ressemelage (footing specialist), spécialiste en cuisson (burning specialist), vitrier, spécialiste en alignement des roues, spécialiste en mise à point des moteurs (tune up), spécialiste en réparation des freins, spécialiste en transmission automatique, spécialiste en ressort, spécialiste en différentiel, spécialiste en châssis, etc. Cette énumération n'est pas limitative.

d) *Démolisseur:* Le mot "démolisseur" désigne toute personne faisant la démolition des véhi-

report from the Joint Committee and they shall at all times keep upon their premises a copy of the said report for a period of a least nine (9) months, the said copies of reports to be made available for inspection by the inspectors of the Joint Committee or by its duly authorized representatives.

3. Pursuant to sub-section "e" of Section 20 of the Collective Agreement Act, (R.S.Q. 1941), chapter 163 as amended), every professional employer shall, upon demand by the Secretary or any inspector of the Joint Committee of the Men's and Boy's Clothing Industry for the Province of Quebec, provide the said Secretary or inspector with full information on the entire production of the said employer, to enable the said representatives of the Joint Committee to classify the type of garments being produced and held as certain the special or composite rates which may apply in mixed or special production.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, June 6, 1953.

34979-0

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Automobile Dealers Association of the Eastern Townships,

And, ON THE OTHER PART:

L'Association des Employés de Garage des Cantons de l'Est, affiliée à la Fédération Nationale des Ouvriers Métallurgistes et à la C.C.C.L., for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the following conditions:

I. *Definitions:*— For the purpose of the decree, the following words and terms have the meaning given to them hereinafter.

a) *Apprentice:* The word "apprentice" means any person learning one of the trades mentioned in the decree.

b) *Artisan:* The word "artisan" means any person who, either alone or in partnership, does work governed by the decree or any employer or professional employer doing such work.

c) *Journeyman:* The word "journeyman" mean any employee who has completed his apprenticeship and obtained his certificate of competency in one of the trades of the automobile industry, such as: Wheelwright, body worker, electrician, blacksmith, machinist, mechanic, joiner, upholstery cleaner, painter, upholsterer, radiator repair specialist, welder, tester, vulcanizer, footing specialist, burning specialist, glazier, wheel alignment specialist, tune-up specialist, brake repair specialist, automatic transmission specialist, auto spring specialist, differential specialist, frame specialist, etc. This enumeration is not limitative.

d) *Demolisher:* The word "demolisher" means any person demolishing motor vehicles for the

cules-moteurs dans le but de vendre ou d'emmagasiner les pièces ou de vendre le métal comme rebuts.

e) *Homme de service de garage*: Le terme "homme de service de garage" désigne toute personne qui conduit les véhicules-moteurs, vend de l'essence, lave les véhicules-moteurs, pose l'enduit (under coating), fait le nettoyage ou le chauffage de l'établissement, exécute de menus services d'urgence.

f) *Salarié*: Le mot "salarié" désigne tout apprenti, ouvrier qualifié ou compagnon, tout manoeuvre ou ouvrier non qualifié, tout préposé aux pièces de rechange ou toute personne qui travaille individuellement en équipe ou en société.

g) *Vérificateur*: Le mot "vérificateur" désigne tout salarié préposé à la vérification des véhicules-moteurs et à l'estimation de toutes réparations d'iceux. Il doit être un mécanicien de première classe.

h) *Atelier de mécanique*: Le terme "atelier de mécanique" désigne tout endroit où il se fait du travail ou de la réparation sur les véhicules-moteurs ou toutes pièces d'iceux.

i) *Débit d'essence*: Le terme "débit d'essence" désigne tout endroit fixe ou mobile où se fait exclusivement la vente de l'essence et de lubrifiants pour l'usage des véhicules-moteurs, que ledit endroit soit exploité comme établissement principal ou comme accessoire d'un établissement principal.

j) *Garage*: Le mot "garage" désigne tout endroit où les véhicules-moteurs sont réparés, transformés, démolis ou remisés. Sont considérés comme garages et par conséquent assujettis au décret, tous les établissements où se fait, exclusivement ou en partie, la réparation des accessoires ou pièces nécessaires à la conduite ou au fonctionnement d'un véhicule-moteur, que ces accessoires ou pièces soient séparés du véhicule-automobile ou non. Les établissements industriels ne sont pas compris dans cette définition.

k) *Station de service*: Le terme "station de service" désigne tout endroit où les véhicules-moteurs sont lavés, nettoyés, polis, lubrifiés seulement.

l) *Terrain de démolition*: Le terme "terrain de démolition" désigne tout endroit où les véhicules-moteurs ou certaines parties d'iceux sont mis en pièces dans le but de vente, d'emmagasinage ou de réparation ou démolis pour en vendre le métal, comme rebut.

m) *Terrain de stationnement*: Le terme "terrain de stationnement" désigne tout endroit réservé au stationnement des véhicules-moteurs.

n) *Concierge*: Le mot "concierge" désigne tout salarié qui chauffe et fait le nettoyage d'un établissement couvert par le décret.

o) *Préposé aux pièces de rechange*: Ce terme désigne tout salarié affecté au déballage, emmagasinage, à la vente, à la livraison et à l'expédition des accessoires ou pièces nécessaires à la condition ou au bon fonctionnement d'un véhicule-moteur.

p) *Gardien de nuit*: Le terme "gardien de nuit" désigne tout salarié dont les fonctions consistent à garder l'établissement ou la place d'affaires, ouvrir les portes, placer les voitures, nettoyer l'établissement ou effectuer de menus services d'urgence.

q) *Magasin des pièces*: Le terme "magasin des pièces" (stock-room) désigne tout endroit où se fait le déballage, l'emmagasinage, la vente, la livraison des accessoires ou de toutes pièces nécessaires, neuves ou usagées, à la condition

purpose of selling or storing the parts or selling the metal as scrap.

e) *Garage service man*: The term "garage service man" means any employee who drives motor vehicles, sells gas, washes motor vehicles, lays the under-coating, does or attends to cleaning or heating of the establishment, changes tires or batteries, performs various minor services.

f) *Employee*: The word "employee" means any apprentice, qualified worker or journeyman, any labourer or common worker, artisan, stock room clerk or any employee who work individually, in group or in partnership.

g) *Tester*: The word "tester" means any employee committed to the testing of motor vehicles and to the appraisal of repairs thereof. He must be a first-class mechanic.

h) *Machine shop*: The term "machine shop" means any establishment where work or repairs are done on motor vehicles or any part thereof.

i) *Gasoline Station*: The term "gasoline station" means any place, stationary or portable, where gas and lubricants for motor-vehicles are sold exclusively, whether the said place be operated as the principal establishment or as an accessory to a principal establishment.

j) *Garage*: The word "garage" means any place where motor-vehicles are repaired, transformed, demolished or stored. All establishments engaged exclusively or partly in the repair of parts or accessories necessary for the driving or operation of a motor-vehicle, whether or not the parts or accessories be part of the motor-vehicle, shall be considered as garages, and consequently governed by the decree. The industrial establishments are excepted.

k) *Service station*: The term "service station" means any place where motor-vehicles are washed, cleaned, polished and lubricated only.

l) *Scrapping yard*: The term "scrapping yard" means any place where motor-vehicles or any part thereof are demolished for the purpose of selling, storing, repairing or scrapping.

m) *Parking Ground*: The term "parking ground" means any place where motor-vehicles are parked.

n) *Janitor*: Any employee who does or attends to the heating and cleaning of an establishment covered by the decree.

o) *Stock Room Clerk*: This term means any employee doing the unpacking, storing, selling, delivery and shipping of parts or accessories necessary for the driving or operation of a motor-vehicle.

p) *Night watchman*: The term "night watchman" means any employee whose functions consist in watching the establishment or place of business, opening doors, placing vehicles, cleaning the establishment or rendering minor urgent services.

q) *Stock room*: The term "stock room" means any place where accessories or any part, new or used, necessary for the upkeep or operation of motor vehicles are unsold, stored, sold or delivered. Establishments not adjacent to gara-

ou au bon fonctionnement des véhicules-moteurs. Les établissements détachés des garages ou ateliers mécaniques ne sont pas exclus.

r) *Vendeurs de service*: Le terme "vendeur de service" désigne toute personne qui suggère les réparations à effectuer, voit à l'estimation du travail et du matériel, obtient la commande nécessaire du client concernant les travaux à effectuer.

II. *Jurisdiction*: a) *Jurisdiction professionnelle*: Sont assujettis aux dispositions du décret, les employeurs, les employeurs professionnels, les artisans et les salariés, y compris les préposés aux pièces de rechange et accessoires, les concierges et les vendeurs de service des garages, terrains de stationnement, terrains de démolition, ateliers de mécanique, magasins, succursales, entrepôts et tout endroit où se fait le déballage, l'emmagasinage, la vente et la livraison des pièces de rechange et accessoires, situés dans la juridiction territoriale du décret.

b) *Jurisdiction territoriale*: Le décret s'applique à la cité de Sherbrooke et à toutes les municipalités situées en entier ou en partie dans un rayon de dix (10) milles de ses limites, et à la ville de Thetford, et dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

III. *Salaires minima*: Les taux de salaires minima sont les suivants pour chacune des catégories de salariés ci-après mentionnées:

a) <i>Apprentis de toutes les catégories</i> :	
de 16 à 20 ans:	<i>l'heure</i>
Première année	\$0.60
Deuxième année	0.70
Troisième année	0.75
de 20 à 26 ans:	
Première année	0.75
Deuxième année	0.85
Troisième année	0.95

b) *Compagnon*: Charron, débosseur, électricien, forgeron, machiniste, mécanicien, menuisier, nettoyeur de bourrure, peintre, rembourreur, spécialiste en radiateur, soudeur, vérificateur, vulcanisateur, spécialiste en ressemelage (footing specialist), spécialiste en cuisson (burning specialist), vitrier, spécialiste en alignement des roues, spécialiste en mise à point des moteurs (tune up), spécialiste en réparation des freins, spécialiste en transmission automatique, spécialiste en ressort, spécialiste en différentiel, spécialiste en châssis.

	<i>l'heure</i>
Première classe	\$1.30
Deuxième classe	1.15
c) <i>Graisier et homme de service</i> :	
Première classe	1.00
Deuxième classe	0.90
Semaine de travail:	
de jour: 6 jours par semaine;	
de nuit: 6 jours par semaine.	

	<i>par semaine</i>
d) <i>Concierge et gardien de nuit</i>	\$45.00
e) <i>Vendeur de service et contremaître</i>	50.00
	55.00
	60.00

f) *Préposé aux pièces de rechange dans les garages, magasins et entrepôts (Commissionnaire expéditeur)*:

Commis, 1ère classe	23.00
Commis, 2ème classe	28.00
Commis, 3ème classe	36.00
Commis, 4ème classe	46.00

IV. *Détermination et répartition des heures de travail*: a) *Garages, ateliers de mécanique, terrains de démolition, terrains de stationnement*: La semaine régulière de travail est de 49 heures.

ges or machine shops are not excluded.

r) *Service salesman*: The term "service salesman" means any person who suggests the repairs to be made, appraises the work as well as material needed, obtains the necessary order from the customer regarding the work to be done.

II. *Jurisdiction*. a) *Professional Jurisdiction*: Those governed by the provisions of the decree shall be the employers, the professional employers, artisans and employees, including stock room and accessories clerks, janitors and service salesmen in garages, parking-grounds, scrapping yards, machine shops stores, branches, warehouses and any place where spare parts and accessories are unpacked, stored, sold and delivered, located in the territorial jurisdiction of the decree.

b) *Territorial Jurisdiction*: The decree applies to the city of Sherbrooke and all municipalities completely or partly located within a radius of ten (10) miles from its limits and to the town of Thetford and a radius of five (5) miles from its limits.

III. *Minimum wages*: The minimum wage rates shall be the following for each one of the categories hereinafter mentioned.

a) <i>Apprentices in all categories</i> :	
16-20 years of age:	<i>hour</i>
First year	\$0.60
Second year	0.70
Third year	0.75
20-26 years of age:	
First year	0.75
Second year	0.85
Third year	0.95

b) *Journeyman*: Wheelwright, body worker, electrician, blacksmith, machinist, mechanic joiner, upholstery cleaner, painter, upholsterer, radiator worker, welder, tester, vulcanizer, footing specialist, burning specialist, glazier, wheel alignment specialist, tune up specialist, brake repair specialist, automatic transmission specialist, spring specialist, differential specialist, frame specialist:

	<i>Per hour</i>
First class	\$1.30
Second class	1.15
c) <i>Greaser and service man</i> :	
First class	1.00
Second class	0.90
Work week:	
day work: 6 days per week;	
night work: 6 days per week.	

	<i>Per week</i>
d) <i>Janitor and night watchman</i>	45.00
e) <i>Service salesman and foreman</i>	50.00
	55.00
	60.00

f) *Spare parts employee in garages, stores and warehouses: (Errands and shipping)*

Clerk, 1st class	23.00
Clerk, 2nd class	28.00
Clerk, 3rd class	36.00
Clerk, 4th class	46.00

IV. *Determination and distribution of working hours*: a) *Garages, machine shops, scrapping yards, parking grounds*: The regular week consists of 49 hours. The regular working day con-

Le travail journalier est de neuf (9) heures consécutives réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi, et entre 7.00 a.m. et midi le samedi. Une heure est accordée pour le repas du midi.

Tout travail exécuté après 6.00 p.m. et après neuf (9) heures de travail par jour du lundi au vendredi et le samedi après-midi doit être payé au taux régulier majoré de cinquante pour cent (50%).

b) *Hommes de service*: Les heures de travail des hommes de service seront réparties comme suit:

1ère équipe (de jour): 10 heures par jour (maximum).

2ème équipe (de nuit): 10 heures par nuit (maximum).

La semaine régulière des hommes de service sera de 60 heures. Tout travail fait en plus de 10 heures par jour ou par nuit et en plus de 60 heures par semaine sera considéré comme temps supplémentaire et payé selon les prévisions des articles XIV et XV du décret; cependant, aucun homme de service ne sera appelé à travailler plus de 10 heures par jour ou par nuit, ni plus de 60 heures par semaine, s'il n'accepte pas volontairement de rester au travail pour une longue période de travail.

c) *Concierger (gardien)*: La semaine régulière du concierge (gardien) sera de 72 heures, à savoir 6 nuits de 12 heures, avec paiement de temps et demi après 12 heures de travail chaque nuit.

d) *Préposé aux pièces de rechange*: La semaine régulière de travail est de quarante-neuf (49) heures. La clause du taux et demi ne s'applique qu'après les quarante-neuf (49) heures de travail accomplies.

V. a) *Jours chômés*: Les jours chômés sont les suivants: les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi Saint, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, la Noël, le 24 mai, la Saint-Jean-Baptiste (24 juin), le jour de la Confédération (1er juillet), la Fête du Travail et le jour d'Actions de Grâce. Tout salarié exécutant du travail urgent pendant un de ces jours-là, doit être rémunéré au taux de salaire double, à l'exception des hommes de service. Si Noël et le Premier de l'An tombent un dimanche, le lundi suivant est chômé.

b) *Fêtes payées*: Pour les salariés rémunérés à la semaine, les jours chômés indiqués au paragraphe "a" du présent article sont des jours chômés et payés.

Pour les salariés payés à l'heure, les jours chômés indiqués au paragraphe "a" du présent article sont des jours chômés et non payés, sauf le Premier de l'An, Noël et la Fête du Travail qui sont des fêtes payées.

c) Tout salarié a droit à un jour complet, i.e., vingt-quatre (24) heures de repos chaque semaine. Pour le travail exécuté durant ces vingt-quatre (24) heures, le taux de salaire doit être doublé.

d) Les heures de travail comprennent le temps durant lequel le salarié est à la disposition de l'employeur et obligé d'être présent; toutefois, le temps mis à la disposition du salarié pour prendre ses repas n'est pas compté dans les heures de travail.

VI. *Apprentissage*: a) La durée de l'apprentissage est de quatre (4) années. Dès son entrée dans l'industrie assujettie au décret, l'apprenti doit s'enregistrer au Comité paritaire afin de rendre possible la compilation des différents stages de son apprentissage et expérience. L'employeur ne peut engager un apprenti qui ne s'est pas conformé à cette disposition.

sists of nine (9) consecutive hours, distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday; on Saturday between 7.00 a.m. and noon. One hour shall be granted for the noon meal.

All work done after 6.00 p.m. and in excess of nine (9) hours of work per day from Monday to Friday and on Saturday afternoon, shall be paid the regular rate increased by fifty per cent (50%).

b) *Service men*: The hours of work of service men shall be distributed as follows:

1st shift (day): 10 hours per day (maximum).

2nd shift (night) 10 hours per night (maximum)

The standard work week of service men shall consist of 60 hours. Any hour worked in excess of 10 hours per day or per night and of 60 hours per week shall be considered as overtime and remunerated as stipulated in sections XIV and XV of the decree. However, no service man may be compelled to work more than 10 hours per day or night, nor more than 60 hours per week, if he is not willing to stay at work for a long period.

c) *Janitor (watchman)*: The standard week of janitors (watchmen) shall consist of 72 hours, 6 night of 12 hours, with time and a half after 12 hours of work per night.

d) *Stockroom Clerks*: The regular work week consists of forty-nine (49) hours. Time and a half is paid only after the forty-nine (49) hours are worked.

V. a) *Holidays*: The following days shall be kept as holidays: Sundays, New Years' Day, Epiphany, Good Friday, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception, Christmas Day, May 24th, St. John The Baptist Day (June 24), Dominion Day (July 1st) Labour Day and Thanksgiving Day. All urgent work performed during these days shall be paid at the rate of double time, except for service men. If Christmas and New Year's Day fall on Sunday, the following Monday is kept as a holiday.

b) *Paid Holidays*: For the employees paid on a weekly basis, the holidays indicated in subsection "a" of the present section shall be holidays with pay.

For the employees paid on an hourly basis, the holidays mentioned in subsection "a" of the present section shall be considered as holidays but without pay, with the exception of New Year's Day, Christmas and Labour Day, which shall be holidays with pay.

c) All employees are entitled to a complete day of rest (24) hours, each week. For work performed on the weekly day of rest, the rate of wages shall be doubled.

d) The working hours shall comprise the time during which the employee is at the disposal of the employer and required to be present; but the time given the employee for his meal, shall not be considered as working time.

VI. *Apprenticeship*: a) The duration of the apprenticeship is four (4) years. Upon entering the industry governed by the decree, the apprentice shall register with the Parity Committee so that a record of his experience can be established. The employer may not hire an apprentice who has not complied with this provision.

b) Dans chaque établissement régi par le décret, il ne doit pas y avoir plus d'un (1) apprenti par deux (2) compagnons ou hommes de service. Toutefois, dans les établissements où il n'y a qu'un compagnon ou homme de service, il est permis d'avoir un apprenti.

c) Aucun apprenti ne peut être accepté avant d'avoir atteint l'âge de seize (16) ans. Il doit avoir terminé au moins sa cinquième année du cours élémentaire.

d) Les apprentis qui ont fréquenté une école régie par la Loi de l'enseignement spécialisé doivent recevoir un crédit proportionné à la durée de leurs études et aux résultats de leurs examens.

VII. *Travail d'une catégorie inférieure*: L'employeur peut exiger, de tout salarié de son établissement, l'exécution de tout travail d'une catégorie inférieure à celle déterminée dans son certificat de qualification, pourvu que ce salarié continue de recevoir le salaire qui s'applique à la catégorie des salariés à laquelle il appartient, d'après son certificat de qualification.

VIII. *Uniformes*: a) Le costume uniforme spécial requis par l'employeur doit être payé moitié par l'employeur moitié par le salarié, et demeure la propriété de l'employeur pendant les six (6) mois qui suivent la date de l'achat.

b) Les autres uniformes exigés par l'employeur tels que: salopettes et jaquettes spéciales sont fournies et blanchies, moitié aux frais de l'employeur, moitié aux frais du salarié.

IX. *Repas*: Le temps alloué pour les repas est d'une (1) heure.

X. *Pourboires*: Le pourboire est la propriété du salarié et l'employeur ne peut le retenir ou s'en servir, même avec le consentement du salarié, comme partie de salaire, en autant qu'il n'est pas au détriment du patron ou de son établissement.

XI. *Paiement du salaire*: Le salaire de tout salarié doit être payé au complet hebdomadairement, dans une enveloppe scellée, sur laquelle sont inscrits son nom, son numéro matricule, la date de la semaine de travail, le nombre d'heures rémunérées, le taux de salaire à l'heure, le montant contenu dans l'enveloppe; celle-ci doit être initialement par la personne qui a fait la paye et, si possible, distribuée le vendredi soir à 6.00 heures.

XII. a) Aucun salarié ne doit être tenu responsable de l'évaporation ni de la contraction de l'essence.

b) *Ventilateurs*: Tout employeur devra installer dans son garage dans les cinq (5) mois suivant l'entrée en vigueur de la présente convention, un système de ventilation suffisamment perfectionné pour permettre l'évaporation à l'extérieur du gaz et des autres produits dont la présence en trop grande quantité dans un garage est nuisible à la santé des employés, spécialement pendant les mois d'hiver.

XIII. *Outils manuels*: Le salarié doit fournir les outils manuels nécessaires à l'exercice de son métier, à l'exception des limes utilisées pour le débossage et des lames de scie à fer.

XIV. *Salaires supérieurs*: Les salaires supérieurs aux taux minima fixés par le décret, ne doivent pas être diminués après sa mise en vigueur.

XV. Toute majoration de salaire pour travail supplémentaire doit être calculée sur le salaire payé et non sur le salaire minimum.

XVI. *Nullité de convention*: Est déclarée illégale et est considérée comme nulle et non avenue, pour les fins du décret, toute entente ou con-

b) In each establishment governed by the decree, there shall not be more than one apprentice to each two journeymen or service men. However in establishments where there is but one journeyman or serviceman, there may be an apprentice.

c) No apprentice may be hired before sixteen years of age. He must have gone through the fifth elementary grade.

d) Apprentices who went to a school governed by the Specialized Schools Act shall be given credit based on the duration of their studies and the result of their examinations.

VII. *Inferior category*: The employer may require any employee of his establishment to perform any kind of work belonging to a category inferior to that specified on his certificate of competency, provided the said employee shall continue to receive the wages herein specified for the category of employees to which he belongs, according to the said certificate.

VIII. *Uniforms*: a) The special uniform required by the employer shall be paid half by the employer and half by the employee and shall remain the property of the employer for six (6) months after the date of purchase.

b) The other uniforms required by the employer, such as overalls and special frocks, shall be supplied and cleaned equally by the employer and the employee, each one paying half the cost thereof.

IX. *Meals*: One (1) hour shall be allowed for meals.

X. *Tips*: Tips shall belong to the employee and the employer shall not keep or use same, even with the consent of the employee, as part of wages providing that the tip is not detrimental to the employer or to his establishment.

XI. *Payment of wages*: The wages of all employees shall be paid completely, every week, in a sealed envelope, on which the following shall be mentioned; his name, number, the date of the work week, the number of working hours paid for, the hourly wage rate and the amount contained in the envelope; the latter shall be initialed by the payclerk, and, if possible, given on Friday at 6.00 o'clock p.m.

XII. a) No employees shall be held responsible for the evaporation or contraction of gas.

b) *Ventilation*: "Within the five months following the date of coming into force of this agreement, every employer shall install in his garage a ventilating system capable of evacuating gas and other products, which may, if found in too large a quantity, be detrimental to the health of the employees, especially during winter months."

XIII. *Tools*: The employee shall furnish the manual tools for the execution of his work with the exception of the files required for body work and steel saw blades.

XIV. *Higher wages*: The wages actually higher than the minimum rates established by the decree shall not be lowered after its coming into force.

XV. Any wage increase for overtime shall be computed on the wages paid and not on the minimum rate.

XVI. *Nullity of agreement*: For the purpose of the decree, any agreement or contract entered into between an employer and an employee con-

vention entre employeurs et salariés touchant soit la location d'espace ou de place d'affaires, soit les conditions de travail, ou soit tout autre procédé dont l'effet pourrait diminuer le montant du salaire fixé par le décret.

XVII. Travail à l'extérieur: a) Il est interdit à un salarié travaillant déjà pour le compte d'un employeur de l'industrie de l'automobile d'exécuter à domicile ou dans un établissement industriel du travail ou quelque partie du métier de l'automobile, pour le compte de toute personne, que cette personne soit un employeur professionnel, un employeur ou un client, au sens de la Loi de la convention collective.

b) Aucun artisan, compagnon ou apprenti dans les métiers de l'industrie de l'automobile, tel que stipulé dans le décret, ne peut exercer son métier ailleurs que dans les établissements définis dans le décret.

XVIII. Vacances payées: 1. *Droit au congé:* Tout salarié régi par le décret a droit: a) S'il a été au service de l'employeur pendant une période de moins de cinq ans, à une semaine de six (6) jours ouvrables payés au taux de salaire régulier;

b) S'il a été au service de l'employeur pendant une période de cinq ans ou plus, à deux semaines soit 12 jours ouvrables payés au taux de salaire régulier; la deuxième semaine devant être prise durant les mois d'hiver;

c) S'il n'a pas un an de services continus pour son employeur, à un congé annuel continu payé d'une durée minimum d'autant de demi-jours qu'il a de mois de calendrier de service continu pour son employeur.

2. *Période de services continus donnant droit au congé:* Pour chaque congé annuel payé, la période de services continus pour un employeur donnant droit à tel congé, s'établit du premier mai d'une année au trente avril de l'année subséquente.

3. *Services continus:* La durée des services continus doit s'entendre de la période pendant laquelle le salarié est lié à son employeur par un contrat de travail, même si l'exécution de celui-ci a été interrompue sans qu'il y ait résiliation de contrat.

Ne sauraient notamment, être considérés comme interrompant la durée des services continus, les jours de maladie, si le contrat n'a pas été résilié, les jours de chômage, les périodes de congé annuel, le délai-congé, les absences autorisées si le travailleur n'a pas occupé, pendant ces journées un autre emploi rémunéré.

4. *Rémunération:* Le salarié a droit pour son congé à une rémunération équivalente:

a) s'il est payé exclusivement à la semaine, au salaire qu'il aurait gagné pendant la période de congé.

b) s'il est payé suivant un autre mode, à deux pour cent (2%) ou à quatre pour cent (4%) selon ses années de services, du salaire gagné durant la période de service lui donnant droit à tel congé (1er mai au 30 avril).

5. *Echéance de la rémunération:* L'employeur doit payer au salarié avant son départ, sa rémunération pour congé.

6. *Période de prise de congé:* Chaque congé doit être donné pendant la période du premier mai au premier novembre de l'année courante au temps déterminé par l'employeur professionnel durant cette période ou pendant toute autre période de l'année, si tel est le consentement du salarié, mais à la convenance de l'employeur ou de l'employeur professionnel.

cerning the renting of space or place of business, the conditions of labour or any other transactions with a view to reduce the amount of wages established by the decree, is hereby declared illegal and shall be considered as nul and void.

XVII. Outside work: a) It is forbidden to an employee actually working for an employer of the automobile industry, to perform any work or part thereof of the automobile industry, at home, for the account of any person, whether such person be a professional employer, an employer or a customer by terms of the Collective Agreement Act.

b) No artisan, journeyman or apprentice in the trades of the automobile industry, as stipulated in the decree, shall ply his trade in any place other than in establishment defined in the decree.

XVIII. Vacation with pay: 1. *Right to a vacation:* Every employee governed by the decree is entitled:

a) If he has less than five (5) years of service for his employer, to one week of six work days paid at the regular rate;

b) After a minimum of five years of service for his employer, to two weeks comprising twelve (12) working days paid at the regular rate of pay; the second week shall be taken in the winter months;

c) If he has not yet completed a year's service in the employ of his employer, to a continuous annual vacation with pay having a minimum duration of as many half-days as the number of calendar months during which he has been continuously in the employ of his employer.

2. *Period of continuous service which gives right to aforesaid vacation:* For each annual vacation with pay, the period of continuous service in the employ of an employer which gives right to such vacation, begins on the 1st of May of one year to the 30th of April of the following year:

3. *Continuous service:* By "duration of continuous service" is meant the period during which the employee is bound by a labour contract to work for his employer, even if the carrying out of the aforesaid contract has been interrupted without the contract being cancelled. Shall not be considered as interrupting the duration of continuous service, days of absence through illness, if the contract has not been cancelled, as also days of unemployment, the annual vacation, the term of notice and authorized absences, provided that during such days the employee did not hold any other remunerated employment.

4. *Remuneration:* For his vacation, the employee is entitled to a remuneration equal to:

a) the wages he would have earned during his vacation, if he is exclusively paid on a weekly basis;

b) two percent (2%) or four percent (4%), according to the years of service, of the wages earned during the period of service entitling to his vacation (May 1st-April 30th), if he is paid on any other basis.

5. *Date of payment of remuneration:* The vacation pay shall be given by the employer to his employee before the latter's departure on vacation.

6. *Period during which vacation is to be taken:* Every vacation shall be given during the period from May 1st to November 1st of the current year at the time determined by the professional employer during such period, or during any other period of the year when agreed to by the employee, but at the convenience of the employer or professional employer.

7. *Fixation de la période de congé:* L'employeur doit faire connaître au salarié au moins quinze jours à l'avance la période de son congé.

8. *Résiliation du contrat de travail:* Lorsque le salarié quitte son emploi, il a droit à une indemnité:

a) représentant la rémunération payable lors de la prise du congé auquel il a un droit acquis, s'il n'a pas pris tel congé, et

b) représentant deux pour cent (2%) du salaire gagné depuis le 1er mai précédant la date de son départ, ou quatre pour cent (4%) s'il a 5 ans ou plus de services.

9. *Mentions au registre:* L'employeur doit mentionner dans son registre de travail pour chaque salarié:

a) la date de son entrée en service,

b) la durée de son congé annuel payé,

c) la date de son départ en congé,

d) le montant et la date du paiement de l'indemnité pour la durée de son congé.

Note: En cas de litige sur la première semaine de congé payé, le Comité paritaire s'en référera à l'ordonnance numéro 3, de la Commission du Salaire Minimum, dont les dispositions doivent être suivies.

XIX. *Durée du décret:* Le décret sera valable à compter du jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, et demeurera en vigueur pendant une période d'un an à compter de cette date. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractante ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant l'expiration de terme original ou avant l'expiration de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du travail.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 juin 1953.

34979-0

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART;

La Chambre de Construction de Montréal (Section de l'industrie du fer structural);

Et, D'AUTRE PART:

The International Association of Bridge, Structural and Ornamental Iron Workers, Local 711; pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés suivant les conditions ci-après décrites:

I. *Jurisdiction territoriale:* Toute la Province de Québec. Toutefois, en dehors de l'Île de

7. *Fixing of date of vacation:* The employer shall notify the employee of the date of his vacation at least fifteen days in advance.

8. *Cancellation of labour contract:* When an employee leaves his employment, he is entitled to an indemnity:

a) consisting of the remuneration payable to him at the time of his taking the vacation to which he has a right, if he has not taken such vacation, and

b) consisting of two percent (2%) of the wages earned after the 1st of May preceding the date of his departure or of four percent (4%) if he has five years or more of service.

9. *Recording of particulars in register:* The employer shall record in his register, for each employee.

a) The date of his entering the service of the employer.

b) The duration of his annual vacation with pay.

c) the date of his leaving on vacation.

d) the amount and date of payment of the indemnity paid to him for the duration of his vacation.

Note: In the event of a dispute as regards the first week of vacation with pay, the Parity Committee shall refer to Ordinance number 3 of the Minimum Wage Commission, the provisions of which are to be observed.

XIX. *Duration of decree:* The decree will come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remain in force for a period of one (1) year from that date. It then renews itself automatically, from year to year, thereafter, unless one of the contracting parties notify the other in writing to the contrary within the period extending from the 60th the 30th day prior to the expiration of the original term or prior to the expiration of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 6, 1953.

34979-0

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments)-that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a petition to render obligatory the Collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Builders' Exchange Inc., (Structural Iron Industry Section);

And, ON THE OTHER PART:

The International Association of Bridge, Structural and Ornamental Iron Workers, Local No. 711;

for the employers and the employees of the industry and the trades concerned according to the following conditions:

I. *Territorial jurisdiction:* The entire Province of Québec. However, outside the Island of

Montréal, la cité de Québec et la cité de Sherbrooke, le décret ne s'applique qu'aux travaux de construction métallique visés par la juridiction professionnelle déterminée à l'article II et s'élevant à 25 tonnes ou plus-d'acier.

II. Juridiction Industrielle et Professionnelle:

a) Le décret s'applique à tous les travaux de construction de génie et de bâtiment, comportant le montage (ou la fabrication) de fer structural de réservoirs, de poutrelles en acier et autre métal laminé, y compris la réparation, la démolition et le démontage, sous réserve et sans affecter les droits et privilèges des entrepreneurs et maîtres-électriciens de la Province de Québec et leurs employés.

b) Sont assujettis au décret les travaux suivants reconnus comme faisant partie du travail du travailleur en fer structural;

1° Le montage et la construction en fer, acier ou fer ornemental compris dans le montage et la construction de bâtiments, ponts, viaducs, métros et tunnels, tours, monte-voitures de toutes sortes, grues, convoyeurs, déchargeurs de minéral, réservoirs et trémies à charbon, plans inclinés et trémies à cendre, réservoirs et trémies à pierre, coke, sable et minéral; tout travail se rapportant aux caissons, coffrets de sûreté, vôttes, vestibules et portes; éventails, chambres chaudes et ventilateurs, y compris les conduits d'air ainsi que les petits travaux de plaquage métallique s'y rapportant (à l'exception du fer structural que comporte les installations électriques).

2° Le montage et la construction de cheminées en fer ou en acier, par sections ou autrement, dans les immeubles à bureaux et les hôtels ou dans la chambre des machines de tels immeubles ou hôtels, y compris toute rallonge ou réparation de telles cheminées.

3° Le montage et la construction en acier ou en fer autour des laminoirs et des haut-fourneaux (à l'exception des poêles (hot stoves), haut-fourneaux, cubilots et chars à bascule et de toute construction étanche à la vapeur, à l'air, à l'eau au gaz, à l'huile ou à tout autre liquide comprises dans le travail du chaudronnier).

4° Le déchargement, le levage et la mise en place de bouilloires portatives, de réservoirs à vapeur et de sections assemblées de bouilloires tubulaires et de toute sorte de machinerie.

5° Tout travail de brûlage, de soudure, de rivetage et de gréage se rapportant aux opérations ci-haut décrites.

c) Le décret ne régit pas les salariés permanents tel que défini par la Loi de la convention collective excepté lorsqu'ils exécutent du travail de construction nouvelle.

Dispositions spéciales: 1° Nonobstant toute autre disposition, les cités et villes et les corporations municipales et scolaires ne sont pas assujetties aux dispositions du décret, pour ce qui est des travaux de constructions, de réparation et d'entretien des immeubles qu'elles possèdent, exécutés sous leur contrôle immédiat. L'exemption ne s'applique pas, cependant, aux entrepreneurs ou aux sous-entrepreneurs qui exécutent les mêmes travaux en régie ou à forfait pour le compte desdites cités, villes ou corporations municipales.

2° Les compagnies de chemin de fer ne sont pas assujetties au décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec lesdites compagnies de chemin de fer.

III. Taux de salaires: Les taux minima de salaires sont les suivants:

Montreal, the City of Quebec and the City of Sherbrooke, the decree shall apply only to metal construction operations within the scope of the professional jurisdiction determined in Section II and amounting to twenty-five (25) tons of steel or more.

II. Industrial and professional jurisdiction:

a) The decree applies to all engineering construction and building operations involving the erection (or fabrication) of structural steel, tank, open web light weight trusses and other plate work, including the demolition, repair or dismantling thereof without prejudice to the rights and privileges of electrical contractors and master electricians of the Province of Quebec and their employees.

b) The following operations, recognized as structural steel erector's work, are governed by the decree:

1. The erection and construction of all iron, steel and ornamental iron, entering into the erection and construction of the following: buildings, bridges, viaducts, subways and tunnels, towers, hoists, car dumpers, cranes, conveyors, ore unloaders; coal bins and hoppers, ash chutes and hoppers; rock, coke, sand and ore bins and hoppers; all caisson work, safe deposit boxes, vaults, vestibules and doors; fans and hot rooms and ventilators, including air ducts in connection therewith and minor plate works in connection with the above definitions (with the exception of structural steel incidental to all electrical installations).

2. The erection and construction of all sectional and other steel or iron stacks, erected in office buildings and hotels, and all stacks erected in small power plants in connection with hotels and office buildings, and the extension and repair to such stacks.

3. The erection and construction of all steel and iron work around rolling mills and blast furnaces (with the exception of hot stoves, blast furnaces, cupolas and dump cars, and all steam, air, water, gas, oil, or other liquid-tight work, which is recognized as boilermakers' work).

4. The unloading, hoisting or lowering and placing of complete portable boilers, steam drums, and assembled sections of water tube boilers and machinery of all descriptions to their approximate positions.

5. The burning, welding, riveting and rigging in connection with the above.

c) The decree does not apply to permanent employees as defined in the Collective Agreement Act, except when engaged in new construction work.

Special provisions: 1. Notwithstanding any other provisions, the cities and towns and the municipal and school corporations are not governed by the provisions of the decree inasmuch as construction, repair or maintenance work on their own buildings, performed under their immediate control, are concerned. This exemption does not apply, however, to contractors or sub-contractors carrying on the same operations, under the control of, or by contract for the said cities, towns or municipal corporations.

2. Railroad companies are not governed by the decree in the case of operations ordinarily performed by maintenance men of the system who are already covered by a collective agreement with the said companies.

III. Schedule of wage rates: The minimum wage rates are the following:

	<i>L'heure</i>	<i>Per hour</i>
Monteur, fer structural	\$1.80	\$1.80
Soudeur, fer structural, Brûleur, Gréneur et Déménageur de machinerie	1.80	1.80

Note: Les métiers sus-mentionnés recevront la même augmentation accordée par les employeurs dans la nouvelle convention collective des métiers de la construction pour le district de Montréal.

Frais de transport: Les frais de transport plus élevés que les taux réguliers de la compagnie des Tramways des limites de la cité au site du chantier doivent être payés par l'employeur, pourvu que ledit employeur ne puisse pas fournir un moyen de transport additionnel.

Temps requis pour déplacement: Le temps requis pour déplacement en dehors des limites de la cité où il est employé sera payé par l'employeur au taux régulier de salaire jusqu'à maximum de 8 heures par jour.

IV. *Durée régulière du travail:* La durée maximum des heures de travail pour les ouvriers qualifiés est de huit (8) heures par jour entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, le tout devant constituer un maximum de quarante (40) heures par semaine.

V. Lorsqu'il y a emploi d'équipes supplémentaires, il n'y a pas d'heure fixe de commencement et de cessation du travail. Cependant, la durée maximum de travail de telles équipes est de huit (8) heures par jour et de quarante (40) heures par semaine pour les ouvriers qualifiés et les apprentis, et de neuf (9) heures par jour et cinquante (50) heures par semaine pour les journaliers. Ces équipes supplémentaires reçoivent cinq cents de plus l'heure que le taux régulier.

VI. Les heures ci-haut mentionnées sont basées sur l'heure solaire ou l'heure avancée selon que l'une ou l'autre est en vigueur là où le travail est exécuté.

VII. *Travail supplémentaire:* a) Tout travail exécuté par les ouvriers qualifiés et les apprentis en dehors des heures régulières ou des périodes de travail déterminées par le décret est considéré comme travail supplémentaire.

b) Tout travail supplémentaire doit être rémunéré au taux de salaire et demi basé sur les taux effectivement payés.

c) Tout travail exécuté le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, le Jour de la Fête Victoria, le jour de la St-Jean-Baptiste, le 1er juillet, la Fête du Travail, le Jour d'Action de Grâce, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception, le Jour de Noël et les dimanches doit être rémunéré au taux de salaire double basé sur le taux effectivement payé.

Note: Toutefois, les jours proclamés par Ottawa ou Québec, selon le cas, pour la célébration du jour de la Fête Victoria, du jour de la Confédération, de la Saint-Jean-Baptiste et du jour d'Action-de-Grâce, seront observés.

VIII. Aucun employeur n'a le droit de punir ou menacer de punir, soit par suspension ou congédiement, directement ou indirectement, un travailleur catholique qui s'absente du chantier un jour de fête religieuse d'obligation catholique.

IX. Tout travail urgent d'amélioration ou de réparation à un immeuble existant qui, pour des raisons suffisantes, ne peut vraiment être exécuté pendant les périodes journalières de travail établies pour le commencement et la cessation du travail peut être fait au taux régulier à d'autres périodes de la journée mais le maximum de huit (8) heures par jour et de quarante (40) heures par semaine continue de s'appliquer. Tous les salariés affectés à un tel travail doivent recevoir une majoration de cinq cents (\$0.05) l'heure sur les taux réguliers.

Note: The above trades will be awarded the same increase in wage rates as awarded by employers in the new building trades collective agreement for the district of Montreal.

Travelling expenses: Travelling expenses in excess of the regular tramways fare from city limits to job site shall be paid by the employer, provided the said employer cannot supply additional transportation.

Travelling time: Travelling time from the corporate limits of the city in which he is engaged shall be paid by the employer at the regular wage rate, but not more than 8 hours travelling time shall be paid in one calendar day.

IV. *Regular duration of labour:* The maximum hours of work in respect of qualified tradesmen shall be 8 per day between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. on Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays, the whole to constitute a maximum of 40 hours per week.

V. *Extra shifts:* When extra shifts of workmen are employed there shall be no specified hours of starting and finishing for any shift. They shall not, however, exceed 8 hours per day and 40 hours per week in the case of qualified tradesmen and apprentices, and 9 hours per day and 50 hours per week in the case of common labourers. Such extra shifts of workmen shall be paid a premium of 5c an hour above regular rates.

VI. The hours hereinabove specified shall mean Standard Time or Daylight Saving Time, depending upon which time is in force in the locality where the work is being executed.

VII. *Overtime work:* a) Work performed by qualified workmen and apprentices in excess of the regular hours, or outside the limits of hours determined by the decree, shall be considered as overtime work.

b) Overtime work shall be paid at the rate of time and one half of the wage rate actually paid.

c) Work done on New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, St. John the Baptist Day, Confederation Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day and Sundays shall be paid double time of the wage rate actually paid.

Note: However, the days proclaimed by Ottawa or Quebec, as the case may be, for celebration of Victoria Day, Dominion Day, St. John the Baptist Day and Thanksgiving Day shall be observed.

VIII. No employer shall have the right to punish or threaten to punish by discharge or suspension, directly or indirectly, a Catholic worker absenting himself from work on a Catholic day of obligation.

IX. All urgent alterations and repairs on existing buildings which, for sufficient reasons, cannot be executed within the daily periods of labour hereinbefore specified for starting and finishing may be done at regular wage rates at other periods of the day, subject always to a maximum of 8 hours per day and 40 hours per week. All workmen employed on such operations shall be paid a premium of 5c above the regular rates.

X. Cependant, s'il y a émission d'un permis en vertu de la Loi relative à la limitation des heures de travail pour cinq (5) nuits consécutives ou plus, les dimanches non compris, la durée du travail de chaque équipe peut être de neuf (9) heures par jour et de quarante-cinq (45) heures par semaine entre 5.00 p.m. le lundi et 8.00 a.m. le samedi aux taux simple.

Un boni de dix cents (\$0.10) l'heure doit être versé aux salariés des équipes irrégulières lorsque la moitié ou la majeure partie de la période d'emploi tombe en dehors des heures régulières du travail de jour.

XI. *Apprentissage:* a) les employeurs peuvent embaucher un (1) apprenti par trois (3) travailleurs en fer structural employés sur un chantier, ou fraction de ce nombre.

b) *Période d'apprentissage:* La période complète d'apprentissage est de deux ans.

c) *Taux de salaires—Apprentis:* Les taux de salaires payés aux apprentis doivent être basés sur les pourcentages suivants des taux minima payables aux ouvriers qualifiés en fer structural:

1ère année.	70%
2ème année.	85%

d) Aucun apprenti en fer structural ne peut commencer son apprentissage avant d'avoir 16 ans ou après avoir dépassé 30 ans.

e) Tous les noms des apprentis doivent être inscrits dans un registre tenu spécialement à cette fin par le Comité Conjoint des Métiers de la construction chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret et dont le siège social est dans la Cité de Montréal.

f) Aucun employeur professionnel ne peut être tenu de garder à son emploi un apprenti dont le travail n'est pas satisfaisant. L'employeur a aussi le droit de renvoyer un apprenti qui exécute son travail de façon négligente ou qui ne se conforme pas aux coutumes du métier.

g) Aucun contrat individuel d'apprentissage ne peut être valide s'il n'est pas conforme aux dispositions du décret.

h) La durée de travail des apprentis doit être la même que celle des ouvriers qualifiés.

i) L'apprenti doit fournir de bons et loyaux services à son employeur pendant son apprentissage; il doit aussi prendre soin des outils et du matériel fournis par son employeur.

XII. *Congés payés:* a) *Définitions:* Les termes ci-après mentionnés ont, à moins d'incompatibilité, le sens qui leur est ci-après donné:

Employeur: Une personne employant un salarié régi par le décret;

Commission: La Commission du Salaire Minimum;

Livret de congés: Un livret émis par la Commission, aux fins d'y apposer durant une période de prestations, des timbres de congés payés;

Période de prestations: La période s'étendant du premier mai, d'une année au trente avril de l'année suivante;

Timbres: La marque imprimée ou vignette émise par la Commission pour représenter les prestations de congés dues par un employeur.

b) *Droits du salarié:*

1. *aux congés payés:* Tout salarié, régi par le décret ayant été au service continu d'un employeur durant une période de prestations, a droit, à la fin de telle période à un congé d'une durée minimum de sept jours consécutifs et à la rémunération pour congés ci-après fixée;

X. However, where a permit is issued under the Law respecting the Limiting of Working Hours for 5 consecutive nights or more, excluding Sundays, 9 hours per shift may be worked, the whole not to exceed 45 hours per week, between 5.00 p.m. Monday and 8.00 a.m. Saturday, at single time.

A premium of 10c an hour shall be paid to all workmen operating on any broken shift when one half of the major portion of the period of employment falls outside the regular daily hours of work.

XI. *Apprenticeship:* a) Employers shall have the right to employ one (1) apprentice for each three (3) structural steel workers or fraction thereof employed on any job.

b) *Apprenticeship period:* The entire period of apprenticeship shall be two (2) years.

c) *Wage rate—apprentices:* The rates of wages paid to apprentices shall be according to the following percentage of legal minimum wages paid to qualified structural steel workmen:

1st year	70%
2nd year	85%

d) No apprentice in structural steel shall begin his apprenticeship before being 16 years old, or after 30 years.

e) All apprentices' names shall be inscribed in a register kept specially for that purpose by the Joint Committee of the Building Trades administering the decree, the Head Office of which is in the City of Montréal.

f) No professional employer shall be compelled to keep in his employ an apprentice whose work is unsatisfactory. The employer shall also have the right to discharge an apprentice if the latter gives evidence of insufficient care in his work or does not abide by the general customs required for trade apprentices.

g) No individual apprenticeship contract shall be valid unless it be in conformity with the provisions of the decree.

h) The duration of labour of apprentices shall be similar to that of qualified workmen.

i) The apprentice shall furnish good and loyal services to his employer during his period of apprenticeship; he shall take care of tools and materials furnished by his employer.

XII. *Vacations with pay:* a) *Definitions:* Barring incompatibility, the following words have the meaning hereinafter given to them:

Employer: Any person hiring an employee governed by the decree;

Commission: The Minimum Wage Commission;

Vacation-with-Pay Stamp Book: A book issued by the Commission for the purpose of affixing therein, during a vacation-with-pay credit period vacation-with-pay credit stamps;

Vacation-with-pay credit period: The period extending from the 1st of May of one year to the 30th of April of the next year;

Vacation-with-pay credit stamps: The printed mark of stamp issued by the Commission representing the vacation-with-pay credit payable by an employer;

b) *Rights of employee:* 1. To a vacation-with-pay: Every employee governed by the decree whose work has been continuous with one employer throughout a vacation-with-pay period, is entitled, at the end of such period to a vacation having a minimum duration of seven consecutive days and to the vacation credit hereinafter determined;

2. à rémunération pour congés: Tout salarié régi par le décret, n'ayant pas été au service continu d'un employeur durant une période de prestations, a droit, à la fin de telle période, seulement à la rémunération pour congés ci-après fixée.

c) *Prise de Congé:* L'employeur doit donner à son salarié y ayant droit le congé prévu par le présent article, dans les quatre mois qui suivent la date de la fin d'une période de prestations.

d) *Rémunération pour Congés:* La rémunération pour congés à laquelle a droit un salarié régi par le décret, représente, pour une période de prestations, la valeur des timbres apposés, pour telle période, dans son livret de congés.

e) *Apposition de Timbres:* Tout employeur doit apposer à l'échéance de chaque paie de son salarié, dans le livret de congés de ce dernier, des timbres pour une valeur égale à deux pour cent (2%) du montant brut de telle paie.

f) *Obligations de l'Employeur:* Tout employeur doit:

1° se procurer de la Commission avant le commencement d'une période de prestations, un livret de congés pour chacun de ses salariés.

2° exiger de tout salarié embauché au cours d'une période de prestations, la remise de son livret de congés, et, s'il n'en possède pas, lui en procurer un.

3° conserver jusqu'à la fin d'une période de prestations ou, s'il y a résiliation antérieure du contrat de travail, durant le temps d'emploi, les livrets de congés de chacun de ses salariés.

4° remettre à chacun de ses salariés à la fin d'une période de prestations ou lors de la résiliation antérieure de son contrat de travail, son livret de congés.

L'employeur qui fournit à un salarié un livret de congés payés peut en déduire le coût du salaire de ce dernier.

g) *Obligations du Salarié:* Tout salarié doit;

1° Remettre sans délai son livret de congés à l'employeur qui l'engage au cours d'une période de prestations.

2° Réclamer de l'employeur qui l'emploie, son livret de congés à la fin d'une période de prestations ou lors de la résiliation antérieure de son contrat de travail.

h) *Remboursement de la Rémunération:* Tout salarié a le droit de réclamer de la Commission, à la fin d'une période de prestations, le remboursement des timbres apposés dans son livret de congés pour telle période.

i) *Propriété du livret de congés payés:* Le livret de congés payés bien qu'il puisse être en la possession de l'employeur est la propriété du salarié; la créance qu'il constate est incessible.

j) *Convention interdite:* Est expressément interdite toute stipulation d'un contrat accordant à un salarié régi par le décret, des conditions moins avantageuses que celles fixées au présent article.

k) Les salariés employés surtout dans les établissements manufacturiers et partiellement à la construction de bâtiment ou à la construction

2. To a vacation credit: Every employee governed by the decree whose work has not been continuous with one employer throughout a vacation-with-pay credit period, is entitled, at the end of such period, only to the vacation credit hereinafter determined.

c) *Period during which vacation is to be given:* The employer must give, within four months from the date of expiration of a vacation-with-pay credit period, the vacation to which an employee is entitled according to the present section.

d) *Vacation Credits:* The vacation credit to which an employee governed by the decree is entitled represents, for a vacation-with-pay credit period, a sum of money equivalent to the face value of the stamps affixed in his vacation-with-pay stamp book, for said credit period.

e) *Affixing of Stamps:* Every employer, at the end of each regular pay period, must affix in his employee's vacation-with-pay stamp book vacation-with-pay credit stamps in an amount equivalent to two per centum (2%) of the gross amount of such pay.

f) *Employers' obligations:* Every employer must:

1. obtain from the Commission a vacation-with-pay stamp book for each of his employees, before the beginning of a vacation-with-pay credit period;

2. require from every employee hired during a vacation-with-pay credit period, the remittance of his vacation-with-pay stamp book and, should he not possess such book, provide him with one;

3. keep each employee's vacation-with-pay stamp book until the end of the vacation-with-pay credit period, or, during the time of employment, should the employee's labour contract be previously cancelled;

4. give back his vacation-with-pay stamps book to each one of his employees at the end of a vacation-with-pay credit period or at the time of the previous cancellation of his labour contract.

The employer who provides his employee with a vacation-with-pay stamp book may deduct from the employee's wages the cost of such book.

g) *Employee's obligations:* Every employee must:

1. without delay, give back his vacation-with-pay stamp book to the employer, who hires him during a vacation-with-pay period;

2. at the end of a vacation-with-pay credit period or at the time of the previous cancellation of his labour contract claim his vacation-with-pay stamp book from the employer who hires him.

h) *Redemption of Stamps:* Every employee at the end of a vacation-with-pay credit period, has the right to claim from the Commission the redemption of the stamps affixed for such period in his vacation-with-pay stamp book.

i) *Ownership of the Vacation-with-pay Stamp Book:* Though in the employer's hands, the vacation-with-pay stamp book belongs to the employee, and the credit shown therein is untransferable.

j) *Forbidden Agreement:* Any stipulation of a Labour contract for the purpose of granting to an employee governed by the decree conditions less advantageous than those fixed in the present section, is strictly forbidden.

k) Employees principally employed in manufacturing establishments and partly in building or engineering construction, or as permanent

mécanique, ou travaillant comme employés permanents préposés à l'entretien lorsqu'ils bénéficient d'un plan de vacances payées établi par leur employeur et prévoyant des conditions tout aussi avantageuses que celles dont fait mention le décret, ne sont pas assujettis à ses dispositions concernant les vacances payées.

XIII. *Durée du décret*: Le décret sera valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeurera en vigueur jusqu'au 31 mars, 1954.

XIV. Le décret sera administré par le Comité Conjoint des Métiers de la Construction de Montréal.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 juin 1953. 34979-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que la Comité conjoint de l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons dans la province de Québec, lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 513 du 30 avril 1953, relatif à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec,

On demande que le paragraphe "g" de l'article III soit remplacé par le suivant:

"g) *Horloges enregistrées*: Tout employeur doit installer et garder dans son établissement une horloge enregistrée au moyen de laquelle on pourra tenir compte des heures de travail de tous les salariés."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 juin 1953. 34979-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de la métallurgie dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 973 du 30 juin 1948, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

La classification suivante sera ajoutée avant l'item "Camionneur" apparaissant au paragraphe "a" de l'article IV:

	Zones	
	I	II
"Ouvrière de production: du 1er au 3ème mois.....	\$0.45	\$0.40
du 3ème au 6ème mois.....	0.51	0.46
à compter du 6ème mois.....	0.57	0.52

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de*

maintenance employees, and where such workmen participate in a vacation-with-pay plan established by their employer and providing conditions not less favourable to such employees than those provided in the decree shall be exempt from its application but only in respect of those governing vacations-with-pay.

XIII. *Duration of the decree*: The decree will come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remain effective until the 31st of March, 1954.

XIV. The decree shall be administered by the Building Trades Joint Committee of the district of Montreal.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, June 6, 1953. 34969-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Men's and Boys' Clothing Industry for the Province of Quebec has submitted to him a petition to amend the decree No. 513 of April 30, 1953, relating to the men's and boys, clothing industry for the province of Quebec.

It is requested that subsection "g" of section III be replaced by the following:

"g) *Time Clock*: Every employer shall be obliged to install and maintain in his factory a punch clock upon which all employees shall record all their working hours."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, June 6, 1953. 34978-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the metal trades in the district of Quebec, rendered obligatory by the decree number 973 of June 30, 1948, have submitted to him a request to amend the said decree, as amended, as follows:

The following classification will be added before item "Truck driver" mentioned in subsection "a" of section IV:

	Zones	
	I	II
"Production worker (female): from 1st to 3rd month.....	\$0.45	\$0.40
from 3rd to 6th month.....	0.51	0.46
thereafter.....	0.57	0.52

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official*

Québec, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 juin 1952. 34979-o

Gazette, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, June 6, 1953. 34979-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (R.S.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'il se propose de recommander l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 1156 du 19 octobre 1950, relatif à l'industrie de la boulangerie dans la région de Québec.

1° Le taux de \$18.00 établi au paragraphe "a" de l'article VI, pour les apprentis de 1ère année, 1er semestre, sera porté à \$19.50.

2° Le taux de \$17.92 établi au paragraphe "b" de l'article VIII pour les salariés de la catégorie I, classe "C", sera porté à \$19.50.

3° Les taux de \$17.92 et de \$15.68 établis au paragraphe "c" de l'article VIII pour les salariés de la catégorie II, classes "B" et "C", seront portés à \$19.50.

4° Le taux de \$17.92 établi au paragraphe "d" de l'article VIII pour les salariés de la catégorie III, classe "C", sera porté à \$19.50.

5° L'article IX sera remplacé par le suivant:

"IX. Salaires minima dans le département de la livraison:

	par semaine
Vendeur ne fournissant que son temps..	\$29.00
Aide-vendeur.	25.00
Livreur.	29.00
Camionneur.	34.00

Tout vendeur ou aide-vendeur n'est responsable que du crédit qu'il a alloué à son client, après défense formelle et par écrit de son employeur."

6° L'article X sera remplacé par le suivant:

"X. Préposés à l'entretien: a) Les employés préposés à l'entretien tels que gardiens, hommes de cours, hommes d'écuries, ouvriers d'ouvrage général, etc., doivent recevoir un minimum de salaire de \$28.00 par semaine et leurs aides, un minimum de \$19.50 pour une semaine n'excédant pas cinquante-quatre (54) heures de travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la Gazette officielle de Québec, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 juin 1953. 34979-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree No. 1156 of October 19, 1950, relating to the baking industry in the district of Québec.

1. The rate of \$18.00 determined in subsection "a" of section VI for apprentices of the first year, first six months, will be increased to \$19.50.

2. The rate of \$17.92 determined in subsection "b" of section VIII for employees of category I, class "C", will be increased to \$19.50.

3. The rates of \$17.92 and \$15.68 determined in subsection "c" of section VIII for employees of category II, classes "B" and "C", will be increased to \$19.50.

4. The rate of \$17.92 determined in subsection "d" of section VIII for employees of category III, class "C", will be increased to \$19.50.

5. Section IX will be replaced by the following:

"IX. Minimum wages in the delivery department:

	per week
Salesman giving his time only.	\$29.00
Salesman's helper.	25.00
Delivery man.	29.00
Truck driver.	34.00

Every salesman or salesman's helper is responsible only for credit allowed to a customer after formal interdiction, in writing, by his employer."

6. Section X will be replaced by the following:

"X. Maintenance employees: a) Maintenance employees, such as watchmen, yardmen, stable men, general workers, etc., shall receive a minimum of \$28.00 per week, and their helpers shall receive a minimum of \$19.50 for a work week not exceeding fifty-four (54) hours."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the Quebec Official Gazette, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, June 6, 1953. 34979-o

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DE ST-FRANÇOIS — BAR OF ST. FRANCIS

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT (IV. année)
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW (4th year)

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Leblanc	Charles	27	Sherbrooke

Sherbrooke, 29 mai 1953. — Sherbrooke, May 29, 1953.

Le Secrétaire du Barreau de St-François,
PAUL-M. GERVAIS,
Secretary of the Bar of St. Francis.

34973-o

BARREAU DES LAURENDIDES — BAR OF LAURENTIDES

CANDIDATS POUR L'EXAMEN D'ORDRE THÉORIQUE
CANDIDATES FOR THE EXAMINATION OF THEORETICAL ORDER
EXAMENS DE JUIN 1953 — EXAMINATIONS OF JUNE 1953

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Perrault	Monique	23	Joliette.
Therrien	Vianney	22	St-Paul l'Ermite.

Joliette, 1er juin 1953 — Joliette, June 1st, 1953.

Le Secrétaire du Barreau des Laurentides,
MAURICE MONJEAU,
Secretary of the Bar of Laurentides.

34973-o

Liquidation: — avis de

AVIS DE NOMINATION DE LIQUIDATEUR

Avis est par les présentes donné qu'à une assemblée générale spéciale des membres de l'Association de Secours Mutuels des Gardes-Malades diplômées de l'Hôpital de la Miséricorde tenue le 27 mai 1953, je soussignée, Rose Mc C. René de Cotret, dimociliée au numéro 978 rue Cherrier, Montréal, ai été nommée liquidateur de cette dite société conformément aux dispositions de l'article 276 de la Loi des assurances de Québec.

Toute réclamation contre ladite société devra être attestée sous serment et produite entre mes mains dans les trente jours du présent avis.

Donné conformément aux dispositions de l'article 872 du Code de procédure civile, ce 28ième jour de mai 1953.

Le Liquidateur,
34988-o ROSE McC. RENÉ DE COTRET.

Winding up Notice:

NOTICE OF APPOINTMENT OF LIQUIDATOR

Notice is hereby given that on the 27th day of May 1953 at a special general meeting of the members of "Association de Secours Mutuels des Gardes-Malades diplômées de l'Hôpital de la Miséricorde", I the undersigned, Rose McC. Rose René de Cotret, 978 Cherrier Street, Montreal, was appointed liquidator of the affairs of the said society, pursuant to the provisions of Section 276 of the Quebec Insurance Act.

Any claim against the said society must be sworn to and filed with me within a delay of thirty days from this notice.

Given pursuant to section 872 of the Code of civil procedure, this 28th day of May 1953.

ROSE McC. RENÉ DE COTRET,
34988-o Liquidator.

Sièges sociaux

ADÉLARD ET GUSTAVE LÉPINE, LTÉE

La Compagnie "Adélarde et Gustave Lépine, Ltée", incorporée par lettres patentes du 30 avril 1953, a établi son siège social à 50, rue Aberdeen, Québec.
Québec, 12 mai 1953.

Le Président,
34958-o J.-ARTHUR JUNEAU.

BRITISH NECKWEAR MANUFACTURING COMPANY

Avis de situation du siège social

Avis est donné que la compagnie "British Neckwear Manufacturing Company", constituée en corporation par lettres patentes émises le 7ième jour de décembre 1946, et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, a établi son bureau à 4310 Boulevard St-Laurent, en lesdites cité et district de Montréal.
Montréal, 5 mars 1953.

(Sceau)
34959 JOSEPH M. HUBSCHER.

Head Offices

ADÉLARD ET GUSTAVE LÉPINE, LTÉE

The Company "Adélarde et Gustave Lépine, Ltée", incorporated by letters patent dated April 30th, 1953, has established its head office at 50, Aberdeen Street, Québec.
Québec, May 12th, 1953.

J. ARTHUR JUNEAU,
34958-o President.

BRITISH NECKWEAR MANUFACTURING COMPANY

Notice of the Situation of the Head office

Notice is hereby given that "British Neckwear Manufacturing Company," a Company incorporated by Letters Patent on the 7th day of December, 1946, and having its Head Office in the City and District of Montreal, has established its office at 4310 St. Lawrence Boulevard in the said City and District of Montreal.
Montreal, March 5th, 1953.

(Seal) JOSEPH M. HUBSCHER,
34959-o President.

CAPE BRETON METALS LIMITED
(No Personal Liability)

AVIS

Avis est par les présentes donné que "Cape Breton Metals Limited" (No Personal Liability) a établi le Bureau Principal de ses affaires à 134 rue St-Jacques, Ouest, Montréal, P.Q.

Les Procureurs de la Compagnie,
34960-o GAGNON & de BILLY.

ELGO TRADING LIMITED

Avis est donné que la compagnie "Elgo Trading Limited", constituée en corporation par Lettres Patentes en date du 8 mai 1953, et ayant le principal siège de ses affaires à Montréal, Province de Québec, a établi son bureau au numéro 265 rue Craig ouest, Montréal.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 9 mai 1953.
(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
34961-o RITA ANGERS.

Canada, Province de Québec
District d'Arthabaska

AVIS

Avis est par les présentes donné que "Ferrerrie des Forges Ltée", incorporée suivant les lois de la Province de Québec par lettres patentes en date du 13 novembre 1952, et ayant son bureau-chef en la cité de Drummondville, comté de Drummond, a établi son bureau d'affaire au numéro 403 de la rue Brock, en la cité de Drummondville.

A compter du présent avis, ledit bureau d'affaire sera considéré par la compagnie comme étant le bureau chef de la compagnie.

Daté à Drummondville, ce 28ième jour de mai 1953.

Le Président,
34962-o PATRICE DESHAIES.

GEORGES ROBIN LIMITÉE

Avis est donné que la compagnie "Georges Robin Limitée" constituée en corporation par lettres patentes sous la Loi des compagnies de Québec, en date du 10 janvier 1953, et ayant son bureau principal dans la ville de Nicolet, a établi son bureau au numéro 11, Carré St-Philippe, en ladite Ville.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Nicolet, ce 26 mai 1953.
Le Président,
34963-o GEORGES ROBIN.

Avis est donné que la compagnie "Rapid Steamship Co. Ltd." constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec le vingt-et-unième jour d'avril, 1953, et ayant son bureau principal dans la cite de Montréal, a établi son bureau au numéro 6558 de la rue Saint-Denis, à Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 25ième jour de mai 1953.
Le Président,
34964-o CYRIAS GAUTHIER.

CAPE BRETON METALS LIMITED.
(No Personal Liability)

NOTICE

Notice is hereby given that "Cape Breton Metals Limited" (No Personal Liability) has established its Chief Place of Business at 134 St. James Street, West, Montreal, P.Q.

GAGNON & de BILLY,
34960-o Attorneys for the Company.

ELGO TRADING LIMITED

Notice is hereby given that "Elgo Trading Limited", company incorporated by Letters Patent on the 8th day of May 1953, and having its chief place of business, in Montreal, Province of Quebec, has established its office at number 265 Craig Street West, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Montreal, May 9th, 1953.
(Seal) RITA ANGERS,
34961-o Secretary-Treasurer.

Canada, Province of Quebec
District of Arthabaska

NOTICE

Notice is hereby given that the company "Ferrerrie des Forges Ltée", incorporated by Letters Patent, in accordance with the laws of the Province of Quebec, dated November 13, 1952, having its head office in the City of Drummondville, county of Drummond, has established its office at number 403 Brock Street, in the City of Drummondville.

As from the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Drummondville, this 28th day of May, 1953.

PATRICE DESHAIES,
34962 President.

GEORGES ROBIN LIMITÉE

Notice is hereby given that "Georges Robin Limitée" incorporated by Letters Patent under the Quebec Companies Act, on the 10th day of January 1953, and having its Head Office in Nicolet, has established its Office at 11, Carré St-Philippe, Nicolet.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being its head Office.

Dated at Nicolet, this 26th day of May 1953.
GEORGES ROBIN,
34963-o President.

Notice is hereby given that the "Rapid Steamship Co. Ltd." incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act, on the twenty-first day of April, 1953, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 6558, Saint-Denis street, in Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 25th day of May, 1953.
CYRIAS GAUTHIER,
34964-o Président.

Avis est donné que la Compagnie "L'Heureux et Dussault Limitée" constituée en corporation par Lettres Patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec en date du 4ième jour de mai 1953, et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal-Nord, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 11229 rue Rome, Montréal-Nord.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 24ième jour de mai 1953.

L'HEUREUX ET DUSSAULT LIMITÉE,
Par le Président,
L. L'HEUREUX.

34965-o

Notice is hereby given that the "L'Heureux et Dussault Limitée" company incorporated by letters patent issued under Part I of the Quebec Companies Act on the fourth day of May 1953, and having its head office in the City of Montreal-Nord, district of Montreal, has established its office at 11229 Rome Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal North this 24th day of May 1953.

L'HEUREUX ET DUSSAULT LIMITÉE,
par L. L'HEUREUX,
President.

34965-o

Soumissions

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-CONSTANT (Comté de Napierville-Laprairie)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sousigné, Romain Robidoux, secrétaire-trésorier, B.P., 51, St-Constant, Cté Napierville-Laprairie, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 22 juin 1953, pour l'achat de \$163,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Constant, (Napierville-Laprairie) datées du 1er juin 1953 et remboursables par séries du 1er juin 1954 au 1er juin 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$163,000—20 ans.

Année	Capital
1er juin 1954	x\$20,500.00
1er juin 1955	x 21,500.00
1er juin 1956	x 22,500.00
1er juin 1957	x 24,000.00
1er juin 1958	x 25,000.00
1er juin 1959	2,500.00
1er juin 1960	2,500.00
1er juin 1961	2,500.00
1er juin 1962	2,500.00
1er juin 1963	3,000.00
1er juin 1964	3,000.00
1er juin 1965	3,000.00
1er juin 1966	3,000.00
1er juin 1967	3,500.00
1er juin 1968	3,500.00
1er juin 1969	3,500.00
1er juin 1970	4,000.00
1er juin 1971	4,000.00
1er juin 1972	4,500.00
1er juin 1973	4,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$120,000 accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de \$24,000 chacun, de 1954 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Constant, comté de Napierville-Laprairie.

Tenders

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF SAINT-CONSTANT (County of Napierville-Laprairie)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Romain Robidoux, Secretary-Treasurer, P.B., 51, St-Constant, Cty Napierville-Laprairie, until 8 o'clock p.m., Monday June 22, 1953, for the purchase of an issue of \$163,000 of bonds of the School Commissioners for the municipality of Saint-Constant, (Napierville-Laprairie) dated June 1, 1953 and redeemable serially from June 1st, 1954 to June 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% and not more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$163,000 — 20 years

Year	Capital
June 1st, 1954	x\$20,500.00
June 1st, 1955	x 21,500.00
June 1st, 1956	x 22,500.00
June 1st, 1957	x 24,000.00
June 1st, 1958	x 25,000.00
June 1st, 1959	2,500.00
June 1st, 1960	2,500.00
June 1st, 1961	2,500.00
June 1st, 1962	2,500.00
June 1st, 1963	3,000.00
June 1st, 1964	3,000.00
June 1st, 1965	3,000.00
June 1st, 1966	3,000.00
June 1st, 1967	3,500.00
June 1st, 1968	3,500.00
June 1st, 1969	3,500.00
June 1st, 1970	4,000.00
June 1st, 1971	4,000.00
June 1st, 1972	4,500.00
June 1st, 1973	4,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$120,000 granted by the Provincial Secretary, and payable in five instalments of \$24,000 each, from 1954 to 1958 inclusively, shall be received and applied to the service of said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Saint-Constant, county of Napierville, Laprairie).

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Saint-Constant, comté de Napierville-Laprairie.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 22 juin 1953, à 8 heures p.m., à la salle paroissiale de Saint-Constant, comté de Napierville-Laprairie.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Constant, (Comté de Napierville-Laprairie), ce 1er juin 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
ROMAIN ROBIDOUX.

C.P. 51, Saint-Constant,
(Napierville-Laprairie), P.Q. 34977-o

Province de Québec

LES COMMISSAIRES DES ÉCOLES PROTESTANTES
DE POINTE-CLAIRE ET BEACONSFIELD
(Comté de Jacques-Cartier)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sousigné, C. D. Norton, secrétaire-trésorier, Cedar Park School, 17 Cedar Avenue, Pointe-Claire, (Jac. Cartier) jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 22 juin 1953, pour l'achat de \$682,000 d'obligations des commissaires des écoles protestantes de Pointe-Claire et Beaconsfield (Jacques-Cartier) datées du 1er mai 1953 et remboursables par séries du 1er mai 1954 au 1er mai 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieure à 5% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$682,000—20 ans

Année	Capital
1er mai 1954	x\$53,500.00
1er mai 1955	x 56,000.00
1er mai 1956	x 59,000.00
1er mai 1957	x 62,000.00
1er mai 1958	x 65,000.00
1er mai 1959	18,000.00
1er mai 1960	18,500.00
1er mai 1961	19,500.00
1er mai 1962	20,500.00
1er mai 1963	22,000.00
1er mai 1964	23,000.00
1er mai 1965	24,000.00
1er mai 1966	25,000.00
1er mai 1967	26,500.00
1er mai 1968	28,000.00
1er mai 1969	29,500.00
1er mai 1970	30,500.00

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Saint-Constant, County of Napierville-Laprairie.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, June 22, 1953, at 8 o'clock p.m., at the parish hall of Saint-Constant, County of Napierville-Laprairie.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Constant, (County of Napierville-Laprairie) this June 1st, 1953.

ROMAIN ROBIDOUX,
Secretary-Treasurer.

P.B. 51, Saint-Constant,
(Napierville-Laprairie) P.Q. 34977

Province of Quebec

THE PROTESTANT SCHOOL COMMISSIONERS OF
POINTE CLAIRE ET BEACONSFIELD
(County of Jacques-Cartier)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned C. D. Norton, Secretary-Treasurer, Cedar Park School, 17 Cedar Avenue, Pointe-Claire, Co. Jacques-Cartier, until 8 o'clock p.m., Monday, June 22nd, 1953, for the purchase of an issue of \$682,000 of bonds of the Protestant School Commissioners of Pointe-Claire et Beaconsfield (Jacques-Cartier) dated May 1st, 1953 and redeemable serially from May 1st, 1954 to May 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$682,000 — 20 years

Year	Capital
May 1st, 1954	x\$53,500.00
May 1st, 1955	x 56,000.00
May 1st, 1956	x 59,000.00
May 1st, 1957	x 62,000.00
May 1st, 1958	x 65,000.00
May 1st, 1958	18,000.00
May 1st, 1960	18,500.00
May 1st, 1961	19,500.00
May 1st, 1962	20,500.00
May 1st, 1963	22,000.00
May 1st, 1964	23,000.00
May 1st, 1965	24,000.00
May 1st, 1966	25,000.00
May 1st, 1967	26,500.00
May 1st, 1968	28,000.00
May 1st, 1969	29,500.00
May 1st, 1970	30,500.00

1er mai 1971	32,500.00	May 1st, 1971	32,500.00
1er mai 1972	23,500.00	May 1st, 1972	33,500.00
1er mai 1973	35,500.00	May 1st, 1973	35,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$251,611.20, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de \$50,322.24 chacun, de 1954 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pointe-Claire, comté de Jacques-Cartier.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Pointe-Claire, comté de Jacques-Cartier.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 22 juin 1953, à 8 heures p.m., au Cedar Park School, 17 Cedar Avenue, Pointe-Claire, comté de Jacques-Cartier.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pointe-Claire, (Comté de Jacques-Cartier), ce 3 juin 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
C. D. NORTON.

Cedar Park School, 17 Cedar Ave, Pointe-Claire,
(Cté Jacques-Cartier), P.Q. 34983-0

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DE ST-FRANCOIS-DE-SALES
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Léopold Fortier, secrétaire-trésorier, St-François-de-Sales, comté de Laval, jusqu'à 8 heures p.m., jeudi, le 25 juin 1953, pour l'achat de \$65,000 d'obligations de la municipalité de St-François-de-Sales, comté de Laval, datées du 1er juillet 1953 et remboursables par séries du 1er juillet 1954 au 1er juillet 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$65,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er juillet 1954	\$2,000.00
1er juillet 1955	2,000.00
1er juillet 1956	2,000.00
1er juillet 1957	2,000.00
1er juillet 1958	2,500.00
1er juillet 1959	2,500.00
1er juillet 1960	2,500.00

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$251,611.20, granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of \$50,322.24 each, from 1954 to 1958 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Pointe-Claire, Co. of Jacques-Cartier.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or Pointe-Claire, Co. of Jacques-Cartier.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, June 22th, 1953, at 8 o'clock p.m., at Cedar Park School, 17 Cedar Avenue, Pointe-Claire, Co. of Jacques-Cartier.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Pointe-Claire, (County of Jacques-Cartier), this 3rd of June, 1953.

C. D. NORTON,
Secretary-Treasurer.

Cedar Park School, 17 Cedar Ave, Pointe-Claire,
(Co. Jacques-Cartier), P.Q. 34983-0

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF ST-FRANCOIS-DE-SALES
(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Léopold Fortier, Secretary-Treasurer, St-François-de-Sales, County of Laval, until 8 o'clock P.M., Thursday, June 25, 1953, for the purchase of an issue of \$65,000 of bonds of the Municipality of St-François-de-Sales, County of Laval, dated July 1953 and redeemable serially from July 1st, 1954 to July 1st, 1973, inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on January 1st, and July 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$65,000.00 — 20 years

July 1st, 1954	\$2,000.00
July 1st, 1955	2,000.00
July 1st, 1956	2,000.00
July 1st, 1957	2,000.00
July 1st, 1958	2,500.00
July 1st, 1959	2,500.00
July 1st, 1960	2,500.00

1er juillet 1961.	3,000.00
1er juillet 1962.	3,000.00
1er juillet 1963.	3,000.00
1er juillet 1964.	3,000.00
1er juillet 1965.	3,500.00
1er juillet 1966.	3,500.00
1er juillet 1967.	3,500.00
1er juillet 1968.	4,000.00
1er juillet 1969.	4,000.00
1er juillet 1970.	4,500.00
1er juillet 1971.	4,500.00
1er juillet 1972.	5,000.00
1er juillet 1973.	5,000.00

July 1st, 1961.	3,000.00
July 1st, 1962.	3,000.00
July 1st, 1963.	3,000.00
July 1st, 1964.	3,000.00
July 1st, 1965.	3,500.00
July 1st, 1966.	3,500.00
July 1st, 1967.	3,500.00
July 1st, 1968.	4,000.00
July 1st, 1969.	4,000.00
July 1st, 1970.	4,500.00
July 1st, 1971.	4,500.00
July 1st, 1972.	5,000.00
July 1st, 1973.	5,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Terrebonne, Cté Terrebonne.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principle and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par, at Terrebonne, Cty. Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, d'une banque à charte.

Capital and interest are payable at all branches of a chartered bank, in the Province of Quebec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'une chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 25 juin 1953, à 8 heures p.m., en la salle de l'école du village.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on the Thursday June 25, 1953, at 8 o'clock P.M., at the village school hall.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The Council do not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-François-de-Sales, comté de Laval), ce 4 juin 1953.

St-François-de-Sales (County of Laval) this June 4th, 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
LÉOPOLD FORTIER,

LEOPOLD FORTIER,
Secretary-Treasurer.

St-François-de-Sales, (Cté Laval),
P.Q. 34989-0

St-François-de-Sales, (Cty Laval),
P.Q. 34989

Province de Québec

Province of Quebec

VILLE DE WINDSOR
(Comté de Richmond)

TOWN OF WINDSOR
(County of Richmond)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Mlle Aurore Bolduc, sèdrétaire-trésorière, Hôtel de Ville, 25 rue Principale, B.P. 37, Windsor, (Richmond), jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 22 juin 1953, pour l'achat de \$125,000 d'obligations de la ville de Windsor, comté de Richmond, datées du 1er juin 1953 et remboursables par séries du 1er juin 1954 au 1er juin 1968 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Miss Aurore Bolduc Secretary-Treasurer, Town Hall, 25 Principal Street, P.B. 37, Windsor, (Richmond), until 8 o'clock P.M. Monday, June 22, 1953, for the purchase of an issue of \$125,000 of bonds of the Town of Windsor, County of Richmond dated June 1st, 1953 and redeemable serially from June 1st, 1954 to June 1st, 1968 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st, and December 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$125,000 — 15 ans

Table of redemption — \$125,000 — 15 years

Année	Capital
1er juin 1954.	\$ 4,000
1er juin 1955.	4,000
1er juin 1956.	4,000
1er juin 1957.	4,000
1er juin 1958.	4,000

Year	Capital
June 1st, 1954.	\$ 4,000
June 1st, 1955.	4,000
June 1st, 1956.	4,000
June 1st, 1957.	4,000
June 1st, 1958.	4,000

1er juin 1959.....	4,500	June 1st, 1959.....	4,500
1er juin 1960.....	4,500	June 1st, 1960.....	4,500
1er juin 1961.....	4,500	June 1st, 1961.....	4,500
1er juin 1962.....	4,500	June 1st, 1962.....	4,500
1er juin 1963.....	5,000	June 1st, 1963.....	5,000
1er juin 1964.....	5,000	June 1st, 1964.....	5,000
1er juin 1965.....	5,000	June 1st, 1965.....	5,000
1er juin 1966.....	5,500	June 1st, 1966.....	5,500
1er juin 1967.....	5,500	June 1st, 1967.....	5,500
1er juin 1968.....	61,000	June 1st, 1968.....	61,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Windsor, Cté Richmond.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Windsor, comté de Richmond.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 22 juin 1953, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville, de Windsor, comté de Richmond.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Windsor, (Comté de Richmond), ce 1er juin 1953.

La Secrétaire-trésorière,
Mlle AURORE BOLDUC.

Hôtel de Ville,
25, rue Principale, B.P. 37,
Windsor, (Cté Richmond), P.Q. 34978-0

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par, at Windsor, county of Richmond.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec, or at Windsor, County of Richmond.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, June 22, 1953, at 8 o'clock P.M. at the Town Hall of Windsor, County of Richmond.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Windsor, (County of Richmond) this 1st June 1953.

Miss AURORE BOLDUC,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
25 rue Principale, P.B. 37,
Windsor, (Cty. Richmond), P.Q. 34978

Vente — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, district d'Iberville, N° 16, Cour Supérieure, district de Montréal, (en matière de faillite). Dans l'affaire de Odéna Méthé et Joseph P. Méthé, faisant affaires ensemble, sous les nom et raison sociale, non enregistré, de "Ferme Avicole Sabrevois", Sabrevois, P.Q., cédants autorisés.

Avis public est, par les présentes, donné que les immeubles désignés comme suit:

1° Un terrain étant une partie du lot numéro cent trente-neuf du cadastre de la Paroisse de St-Athanase, situé en la paroisse de Ste-Anne de Sabrevois, mesurant cent trente-trois pieds anglais le long du Rang du Bord de l'Eau par deux cent trente-quatre pieds anglais, de profondeur dans la ligne Est, la ligne Nord étant en angle droit avec cette dernière ligne; avec la maison et autres constructions y érigées. Ce terrain est borné au Sud par le dit rang; en profondeur et de chaque côté par le reste du dit lot N° 139 décrit ci-après.

2° Un lopin de terre situé en la Paroisse de Ste-Anne-de-Sabrevois, connu sous le lot numéro cent dix (110) du cadastre de la paroisse de St-Georges-de-Henryville;

Sale — Bankruptcy Act

Canada, Province of Québec, District of Iberville, No. 16, Superior Court, District of Montreal, (Sitting in Bankruptcy). In the affair of Odéna Méthé and Joseph P. Méthé, doing business together, under the name and style, unregistered, of "Ferme Avicole Sabrevois", Sabrevois, P.Q., authorized assignees.

Public notice is hereby given that the immovables described as follows:

1. A lot of land being a part of lot number one hundred and thirty-nine on the official cadastre of the Parish of St. Athanase, situate in the parish of Ste-Anne de Sabrevois, measuring one hundred and thirty-three English feet along de Bord de l'Eau range, by two hundred and thirty-four English feet, in depth on the eastern line, the northern line being at right angle with this latter line; with the house and other buildings thereon erected. This lot of land is bounded on the South by the said range: in depth and on each side by the rest of the said lot No. 139 hereinafter described.

2. A parcel of land situate in the parish of Ste-Anne-de-Sabrevois, known under lot number one hundred and ten (110) on the cadastre of the parish of St-Georges-de-Henryville:

3° Un terrain situé au même lieu connu sous partie du lot numéro cent trente-neuf (P. 139) des plan et livre de renvoi de la paroisse de St-Athanase, avec la maison y érigée et contenant environ deux arpents en superficie, borné: au Sud par le chemin public; à l'Est et à l'Ouest par le reste du dit N° 139 (ci-après décrit: et au nord par la partie du N° 139 de la Fabrique de Sabrevois; moins cependant la partie décrite en premier lieu ci-dessus;

4° Une terre située au même lieu, mesurant environ quatre arpents de largeur et contenant environ deux arpents en superficie (y compris le terrain décrit en troisième lieu ci-dessus), connue sous la plus grande partie du dit lot numéro cent trente-neuf (P. 139) et bornée: vers le Nord par les parties du dit N° 139 de la Fabrique de Sabrevois, de M. J. Brault et autres; vers le Sud, au chemin public et aux lots Nos 110 et 111 du cadastre de St-Georges de Henryville; à l'Ouest par la Rivière Richelieu. A distraire une partie du dit lot appartenant à M. S. H. Jones, mesurant quatre-vingt-quatorze pieds anglais le long du chemin public sur une profondeur de deux cents pieds anglais le long du terrain de la Fabrique;

A distraire aussi du dit lot numéro cent trente-neuf les parties suivantes qui appartiennent à M. Stephen H. Jones: a) Un terrain situé sur le rang du Bord de l'Eau, ayant en front quatre-vingts pieds sur ce rang et cent soixante-quinze pieds de profondeur environ, cent vingt pieds au côté du lot N° 111 d'Henryville et une longueur de cent vingt-cinq pieds à l'Ouest et quatre-vingts pieds du côté Nord-Ouest, mesure anglaise; b) Un terrain mesurant deux cent dix-huit pieds de largeur, borné: à l'Est par la propriété de J. Brault, d'une largeur de cent vingt-quatre pieds et quatre-vingt-quatorze pieds le long de la propriété de M. Stephen H. Jones, enregistrée à Iberville, N° 60,006, avec borne: au Nord par les trois cent quarante pieds de la Fabrique, à l'Ouest par cent vingt pieds et longueur en allant vers le Sud, cent vingt-cinq pieds vers l'Est et cent deux pieds vers le Sud. La borne Sud sera à environ deux cents pieds au coin Sud-Ouest de la propriété de M. J. Brault; c) Un lopin de terre de vingt pieds de largeur sur le rang du Bord de l'Eau et environ cent quarante-cinq pieds de longueur au côté de la propriété de M. P. Bonneau se trouvant à l'Est de ce lopin, et borné: au Nord, par le terrain décrit au paragraphe b) ci-dessus.

Le tout tel que spécifié sur un plan annexé au numéro quatre mille six cent trente-deux des minutes du notaire Rodolphe Fournier, et mesure anglaise.

Seront vendus en bloc et comme une seule et même exploitation, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure pour le District de Montréal, en matière de faillite, rendu le treizième jour de mai, mil neuf cent cinquante-trois, portant le N° 16 des dossiers de la dite Cour, aux Enchères Publiques, de manière à donner à cette vente l'effet du décret, conformément aux prescriptions de l'article 45 de la Loi de Faillite, à la porte de l'église Catholique paroissiale de Ste-Anne-de-Sabrevois, à Sabrevois, comté d'Iberville, VENDREDI, le TROISIÈME jour du mois de JUILLET, mil neuf cent cinquante-

3. A lot of land situate at the same place known under part of lot number one hundred thirty-nine (Pt. 139) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Athanase, with the house thereon erected and containing about two arpents in superficial area, bounded: on the south by the public highway; on the East and West, by the balance of the said No. 139 (hereinafter described); and on the North, by the part of No. 139 of the church property of Sabrevois; less however, the first part described hereinabove;

4. A farm situate at the same place measuring about four arpents in width and containing about one hundred and two arpents in superficial area (comprised therein the lot of land as described in the third place above), known as the largest part of the said lot number one hundred and thirty-nine (P. 139) and bounded: on the North, by the parts of the said No. 139 of the church property of Sabrevois, of Mr. J. Brault and others; on the South, by the Public Highway and to lots Nos. 110 and 111 of the cadastre of St-Georges de Henryville; on the West, by the Richelieu River. To subtract a part of the said lot belonging to Mr. S.H. Jones, measuring ninety-four English feet along the public highway on a depth of two hundred English feet along the church property;

To subtract also from the said lot number one hundred and thirty-nine the following parts which belong to Mr. Stephen H. Jones: a) A lot of land situate on the Bord de l'Eau range, having eighty feet in front on this range, and about one hundred and seventy-five feet in depth, one hundred and twenty feet on the side of lot No. 111 of Henryville and a length of one hundred and twenty-five feet to the West and eighty feet on the northwest side, English measure; b) A lot of land measuring two hundred and eighteen feet in width bounded: on the East by the property of J. Brault, one hundred twenty-four feet in width and ninety-four feet along the property of Mr. Stephen H. Jones, registered at Iberville, No. 60,006, with boundary; on the North, by the three hundred and forty feet of Church property, on the West, by a length of one hundred and twenty feet going towards the South, one hundred and twenty-five feet towards the East and one hundred and two feet towards the South. The southern boundary is about two hundred feet to the southwest corner of the property of Mr. J. Brault; c) A parcel of land twenty feet in width on the Bord de l'Eau range and about one hundred and forty-five feet in length alongside the property of Mr. P. Bonneau which is to be found on the East of this parcel of land, and bounded: on the North, by the lot of land described in paragraph b) hereinabove.

The whole as specified on a plan annexed to number four thousand six hundred and thirty-two from the Minutes of Notary Rodolphe Fournier, and English measure.

Shall be sold in block and as a one and only concern, by virtue of a judgment of the Superior Court for the District of Montreal, in the matter of bankruptcy, rendered the thirteenth day of May, one thousand and nine hundred and fifty-three, bearing No. 16 in the files of the said Court, at public auction, so as to give to this sale the effect of a Sheriff's sale, in conformity with article 45 of the Bankruptcy Act, at the door of the Catholic Parish Church, of Ste-Anne-de-Sabrevois, at Sabrevois, County of Iberville, FRIDAY, the THIRD day of the month of JULY, nine hundred and fifty-three, at

trois, à TROIS heures de l'après-midi (heure avancée de l'Est).

Conditions de vente dix pour cent (10%) comptant, la balance sous trois jours.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

30 mai 1953. Le Syndic,
Du bureau de: ALBERT LAMARRE.
Lamarre & Inns,
10 est, rue St-Jacques, Montréal. 34923-22-2-o

THREE o'clock in the afternoon (Eastern Daylight Saving-Time).

Conditions of sale ten per cent (10%) cash, balance in three days.

For information and List of Charges, apply to the undersigned.

May 30, 1953. ALBERT LAMARRE,
From the office of: Trustee.
Lamarre & Inns,
10 St. James Street, East, Montreal 34923-22-2

Ventes par licitation

Province de Québec, district de St-Hyacinthe, Cour supérieure, N° 7746. Charles Édouard Forand et al, garagiste, de St-Césaire demandeurs vs Philippe Meril Lussier et al, défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à St-Hyacinthe, dans le district de St-Hyacinthe, le 15ème jour de mai 1953, dans la cause ci-dessus, aura lieu la licitation de certains immeuble désigné comme suit, savoir:

"Un emplacement à distraire et formant partie du lot numéro quatre cent quatre vingt-douze (N° 492) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Pie, renfermé dans les limites suivantes: borné au sud-est par une rue étant la continuation de la rue entre les Nos 494 et 493 du cadastre de St-Pie, au nord-est à André Tarte, ou représentants, étant le terrain vendu à Valérie Chicoine et al, par acte devant le notaire Bathalon, du 11 juin 1904, et enregistré à Bagot, à B-N° 36041, au nord-ouest une rue étant la continuation de celle entre les Nos 495 et 496, et au sud-ouest les Nos 494-495 du cadastre de St-Pie, formant environ un demi-arpent en superficie, plus ou moins, sans garantie de mesure, dont le plus ou le moins tournera au profit ou à la perte de l'acquéreur et sans indemnité, avec une maison et autres bâtisses dessus érigées;

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le TRENTE JUIN 1953, à DIX heures a.m., cour tenante, dans la salle d'audience, du Palais de Justice, de St-Hyacinthe, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe de la dite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de distraire, ou à fin de distraire à la dite licitation devra être déposée au Greffe de la dite Cour, au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent elles seront forcloses du droit de le faire.

St-Hyacinthe, ce 21 mai 1953.
Le Procureur des demandeurs,
34929-22-2-o EUGENE TOUSIGNANT.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 323,455.

AVIS DE LICITATION

Avis public est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure siégeant à Mont-

Sales by Licitation

Province of Quebec, district of St-Hyacinthe, Superior Court, No. 7746. Charles Édouard Forand et al, garage keeper, of St-Césaire, plaintiffs vs Philippe Meril Lussier et al, defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at St. Hyacinthe, the 15th day of May, 1953, in the case hereinabove, will take place the licitation of certain immoveable described as follows, to wit:

"An emplacement to be subtracted and forming part of lot number four hundred and ninety-two (492) on the official plan and in the book of Reference of the cadastre of the Parish of St-Pie, enclosed within the following limits: bounded on the southeast by a street, being the continuation of the street between Nos. 494 and 493 of the cadastre of St-Pie, on the northeast to André Tarte, or representatives, being the land sold to Valérie Chicoine et al, by deed before notary Bathalon, on June 11, 1904, and registered at Bagot, at B-No. 36041, on the northwest, a street being the continuation of that one between Nos. 495 and 496, and on the southwest, Nos. 494-495 of the cadastre of St. Pie, forming about a half arpent in superficial area, more or less, without guaranty of measurement, the more or less of which would turn to the profit or loss of the acquirer and without indemnity, with a house and other buildings thereon erected;

The immoveable hereinabove described shall be sold by auction and adjudged to the highest bidder on JUNE THIRTIETH, 1953, at TEN a.m. sitting the Court, in the court room of the Court House of St. Hyacinthe, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed with the office of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition must be filed within six days following the adjudication; in default of the parties to file the said oppositions within the delay prescribed by these presents, they shall be foreclosed from the right to do so.

St. Hyacinthe, this 21st day of May, 1953.
EUGENE TOUSIGNANT,
34929-22-2 Attorney for the plaintiffs.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court. No. 323,455.

NOTICE OF LICITATION

Public notice is hereby given that, by virtue of a judgment of the Superior Court sitting in

réal, le 20e jour de mai 1953, dans une cause dans laquelle Germaine Labadie, veuve non mariée de feu Henri Régis Beaudoin en son vivant notaire, et Antoinette Labadie, fille majeure et usant de ses droits, toutes deux des cité et district de Montréal, sont demanderesse, et Germaine Sylvain-Bélanger, épouse séparée de biens de J. Edouard Bélanger, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, tous deux domiciliés au numéro 45, rue Principale, Hull, district de Hull, et autres sont défendeurs, la licitation des immeubles désignés ci-après a été ordonnée, savoir:

"Un immeuble situé au coin sud-est du Blvd St-Laurent et de la rue St-Jacques en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro 129 des plan et livre de renvoi officiels du Quartier Centre en la dite cité de Montréal, portant les numéros civiques 515, 517 et 521 du Blvd St-Laurent et 6 de la rue St-Jacques est, de figure irrégulière, contenant une superficie de deux mille quarante-deux (2042) pieds, le tout mesure anglaise, et plus ou moins, avec bâtisses dessus construites. Ainsi que le tout se poursuit, comporte et étend de toutes parts, circonstances et dépendances, sujet aux servitudes actives et passives, apparentes et occultes.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, VENDREDI, le TROISIÈME jour de JUILLET 1953 à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, heure avancée, Cour tenant, dans la salle d'audience de l'ancien palais de justice de Montréal, chambre 31, ou à toute chambre indiquée par cette cour suivant les circonstances, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges ou liste des charges déposée au greffe du Prothonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Prothonotaire de ladite cour au moins douze (12) jours avant le jour fixé comme sedit pour la vente et adjudication et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six (6) jours après l'adjudication; et à défaut par es parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire;

Tout enchérisseur devra accompagner son offre ou enchère d'une somme de cinq mille (\$5,000.00) dollars.

Montréal, le 26e jour de mai 1953

Les Procureurs des demanderesse,
TRUDEAU BEAULIEU & ÉTHIER.

34930-22-2-o

Montreal, on the 20th day of May 1953, in a case wherein Germaine Labadie, widow unmarried of the late Henri Régis Beaudoin in his lifetime notary, and Antoinette Labadie, spinster of the full age of majority, both of the city and district of Montreal are plaintiffs, and Germaine Sylvain-Bélanger, wife separate as to property of J.-Edouard Bélanger and the latter to authorize his said wife to the presents, both domiciled at No. 45 Principal Street, Hull, said district, and others, are defendants, the licitation of the immovable properties hereinafter described has been ordered as follows:

"An immovable property situate on the South East corner of St. Lawrence Boulevard and St. James Street in the city of Montreal known and designed under number 129 of the official plan and book of reference of the Center District in the said city of Montreal, bearing civic numbers 515, 517 and 521 of the St. Lawrence Boulevard and 6 of St. James Street East, of irregular form, having a surface of Two thousand forty-five feet (2045), the whole english measure more or less, with buildings thereon erected. As the whole follows, comprises and extends throughout circumstances and dependencies subject to all servitudes, active and passive, apparent and unapparent.

The above described immovable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the FRIDAY, the THIRD of JULY 1953, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, daylight saving time, Sitting the Court, in the Court Room of the Court House of Montreal, room 31, or any other room indicated by the said Court as circumstances permit, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the Superior Court for the District of Montreal, and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve (12) days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within the six (6) days following the adjudication; and, failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

The offer or bid of every bidder must be accompanied by an amount of five thousand (\$5,000.00) dollars.

Montreal, the 26th day of May 1953.

TRUDEAU BEAULIEU & ÉTHIER,
34930-22-2-o Attorneys for plaintiffs.

Vente pour taxes

Canada, Province de Québec,
District de Terrebonne

CITÉ DE SAINT-JÉRÔME

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Octavien Tessier, greffier de la cité de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, que la propriété ci-après désignée sera vendue à l'enchère publique, dans la salle des délibérations du Conseil municipal, à l'Hôtel-de-Ville, 280 rue Labelle, à Saint-Jérôme, le DEUXIÈME jour de JUILLET, mil neuf cent cinquante-trois, à DIX heures de l'avant-midi, (heure avancée),

Sale for Taxes

Canada, Province of Quebec
District of Terrebonne

CITY OF SAINT JEROME

Public notice is hereby given by the undersigned, Octavien Tessier, city-clerk of the City of Saint Jerome, in the county of Terrebonne, that the property hereinafter described will be sold by public auction, at the municipal council hall, 280 Labelle street, at Saint Jerome, on the SECOND day of JULY, nineteen hundred and fifty-three, at TEN o'clock in the forenoon, (daylight saving time), to satisfy to the payment

pour satisfaire au paiement des taxes municipales, générales et spéciales et taxes scolaires et intérêts mentionnés dans l'état ci-dessous, ainsi qu'au paiement des frais, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

of municipal taxes, general and special, and school taxes and interests mentioned in the hereunder statement, and also to the payment of the costs, unless these taxes, interests and costs be paid before the sale.

Noms Names	N° du cadastral Cadastral No.	Taxes munic. Munic. taxes	Int.	Taxes scol. School taxes	Int.	Total
Marie-Louise Gascon, Victorine Gascon, Alfred Gascon, Ernest Gascon, Euclide Gascon, Albert Gascon, Agnès Gascon, Albert Gascon, Joseph Odessa Gascon, Henri Gascon, Gérard Gascon, Lucien Gascon, Emilienne Gascon, Hélène Bélair.	Partie du Part of No. 327	\$144.88	\$13.24	\$39.42	\$ 1.52	\$199.06

Un lot de terre connu et désigné comme étant partie du lot No. (327) trois cent vingt-sept, des plan et livre de renvoi officiels pour la cité de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, mesurant 60 pieds de front sur 80 pieds de profondeur, plus ou moins; borné en front par la rue St-Janvier, en arrière par Jean Latour ou représentants, d'un côté par Jean Léveillé ou représentants et de l'autre côté par Philibert Clouthier ou représentants. Avec toutes servitudes actives et passives, apparentes et occultes s'y rattachant.

A piece of land known and designed as being part of lot No. (327) three hundred and twenty-seven, of the official plan and book of reference for the city of Saint Jerome, in the county of Terrebonne, measuring 60 feet wide by 80 feet deep, more or less, bounded in front by St-Janvier street, at the rear by Jean Latour or representatives, on one side by Jean Léveillé or representatives and on the other side by Philibert Clouthier or representatives. Subject to active, passive, apparent or hidden servitudes.

Daté à Saint-Jérôme, ce trentième jour de mai, mil neuf cent cinquante-trois.

Dated at Saint Jerome, this thirtieth day of May, nineteen-hundred and fifty-three.

Le Greffier,
OCT. TESSIER.

OCT. TESSIER,
City clerk.

34972-23-2-o

34972-23-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

ABITIBI

Canada, Province de Québec,
District d'Abitibi

Canada, Province of Quebec,
District of Abitibi

Cour Supérieure, { RAOUL BISSON, contrac-
N° V-2087. { teur de Louvicourt, dis-
trict d'Abitibi, demandeur;
vs FLORIAN PEPIN, journalier de Senneterre,
district d'Abitibi, défendeur.

Superior Court, { RAOUL BISSON, contrac-
No. V-2087. { tor of Louvicourt, dis-
trict of Abitibi, plaintiff; vs
FLORIAN PEPIN, labourer of Senneterre,
district of Abitibi, defendant.

Les droits acquis sur le lot numéro 61, du rang 6, Canton Pascal, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

The rights acquired on lot number 61, Range VI, township of Pascal, with buildings erected thereon, and appurtenances.

Pour être vendu à la porte de l'église, située au lac Obaska, Canton Pascal, le JEUDI, SEIZE JUILLET 1953, à DEUX heures de l'après-midi, (heure avancée).

To be sold at the church door situate at Lake Obaska, township of Pascal, THURSDAY, JULY SIXTEENTH, 1953, at TWO o'clock in the afternoon, (Daylight saving time).

Le Shérif,

FERDINAND GERVAIS,
Sheriff.

Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS
Amos, le 3 juin 1953. 34986-23-2-o

Sheriff's Office,
Amos, June 3, 1953. 34986-23-2

Canada, Province de Québec
District d'Abitibi

Canada, Province of Quebec
District of Abitibi

Cour Supérieure, { ABRAHAM BEAUCAGE,
N° V-2179. { industriel de St-Ed-
mond, district d'Abitibi, dem-
mandeur; vs ERNEST FLEURIE, de St-
Edmond, district d'Abitibi, défendeur.

Superior Court, { ABRAHAM BEAUCAGE,
No. V-2179. { industrialist of St-Ed-
mond, district of Abitibi, plain-
tiff; vs ERNEST FLEURIE, of St-Edmond,
district of Abitibi, defendant.

Les droits acquis sur la partie sud de la rivière des lots 46 et 47 du rang 4 du Canton Vassan, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et le numéro 46, rang 3, Vassan.

The rights acquired on the southern part of the river of lots 46 and 47, Range IV, township of Vassan, with buildings erected thereon, and appurtenances, and number 46, range III, Vassan.

Pour être vendu à la porte de l'église de Vassan, district d'Abitibi, le SAMEDI DIX-HUIT

To be sold at the door of the church of Vassan, district of Abitibi, SATURDAY, JULY EIGHT-

JUILLET 1953, à DEUX heures de l'après-midi, (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS,
Amos, le 3 juin 1953. 34985-23-2-0

EENTH, 1953, at TWO o'clock in the afternoon, (Daylight saving time).

Sheriff's Office,
Amos, June 3, 1953. FERDINAND GERVAIS,
Sheriff.
34985-23-2

BEDFORD

Canada, Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
N° 4786. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et incor-
poré ayant son siège social à Québec, requérant,
vs FREDERIC EWENS, cultivateur de Bol-
ton, tant personnellement que pour autoriser son
épouse et Mme CLARA G. HURLBUT son
épouse commune en biens de ce dernier, Intimée.

Comme appartenant aux intimés:

"Une certaine terre connue au cadastre officiel du canton de Bolton comme étant les lots numéros neuf cent quatre-vingt-dix-sept et neuf cent quatre-vingt-quinze (Nos 997 & 995) contenant cent quarante acres en superficie, plus ou moins; et toute cette partie du lot numéro neuf cent quatre-vingt-treize (ptie N° 993) sise et située au côté sud du chemin public traversant ledit lot: cette partie contenant environ quarante acres en superficie, plus ou moins. Tous lesdits lots sont situés dans le VIIIème rang de Bolton. Avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Sauf et à distraire de ladite partie du lot N° 993, un emplacement mesurant un acre en superficie, devant être pris de la partie est d'icelle du côté sud du chemin public, tel que vendu à un M. Gédéon Dufresne par acte enregistré sous le N° 63674.

Pour être vendue à la porte de l'église catholique de la paroisse de St-Thomas Apôtre de Bolton, JEUDI le DIX-HUITIÈME jour de JUIN 1953, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, A. ST-MARTIN.
Palais de Justice,
Sweetsburg, Qué., 11 mai 1953. 34834-20-2

Canada, Province de Québec district de Bedford
Cour Supérieure, { A DÉLARD DÉRAGON,
N° 4527 { rentier, de Cowansville,
district de Bedford, deman-
deur, vs GÉRARD BOUCHARD, artisan, des
mêmes lieux, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:
Le lot N° 121-83 du village de Cowansville avec bâtisses dessus construites, propriété du défendeur Gérard Bouchard.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique Ste-Thérèse de Cowansville, le DIX-NEUVIÈME jour de JUIN, 1953, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, A. ST-MARTIN.
Palais de Justice,
Sweetsburg, Qué., le 12 mai 1953. 34842-20-2-0

HULL

District of Hull

Cour Supérieure, { MURRAY M. BAYNE, de
N° 2082. { la Ville de Bucking-
ham, assistant-gérant, deman-
deur, vs GÉRARD CHENIER, autrefois de la
ville de Buckingham et maintenant de lieux
inconnus, défendeur.

BEDFORD

Canada, Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, { QUEBEC FARM CREDIT
No. 4786. { BUREAU, body politic
and corporate having its head
office in Quebec, Plaintiff, vs FREDERIC
EWENS, farmer, of Bolton, personally as well
as to authorize his wife and Mrs CLARA G.
HURLBUT, common from the latter as to pro-
perty, Defendants.

As belonging to defendants:

A certain farm-property known upon the Official Cadastre for the Township of Bolton as being the lots numbers nine hundred and ninety-seven and nine hundred and ninety-five (Nos 997 & 995) containing one hundred and forty acres, more or less, in superficies; and all that Part of the lot number nine hundred and ninety-three (Pt. No. 993) lying and situate on the south side of the public road crossing said lot; this part containing about forty acres, more or less, in superficies. All said lots situate in the VIII Range of Bolton. Wich all the buildings thereon.

Save and to be distracted from the said Part of lot No. 993 an emplacement measuring one acre in superficies, to be taken off from East part thereof, on the south side of the public road, as sold to one Gédéon Dufresne, by Deed registered No. 63674."

To be sold at the Catholic church door of the Parish of St-Thomas Apôtre de Bolton, on THURSDAY, the EIGHTEEN day of JUNE, 1953, at TEN of the clock in the forenoon.

A. ST-MARTIN,
Sheriff's House,
Court House,
Sweetsburg, Que., May 11, 1953. 34834-20-2-0

Canada, Province of Quebec, District of Bedford
Superior Court { A DÉLARD DÉRAGON,
No. 4527 { annuitant of Cowansville,
district of Bedford, plaintiff,
vs GÉRARD BOUCHARD, workman, of the
same place, defendant.

As belonging to the defendant:
Lot No. 121-83 of the village of Cowansville, with buildings thereon erected, property of the defendant, Gérard Bouchard.

To be sold at the door of the Catholic church of Ste-Thérèse de Cowansville, the NINE-TEENTH day of JUNE, 1953, at TEN o'clock in the forenoon.

A. ST-MARTIN,
Sheriff's Office,
Court House,
Sweetsburg, Que., May 12, 1953. 34842-20-2

HULL

District of Hull

Superior Court, { MURRAY M. BAYNE, of
No. 2082. { the Town of Bucking-
ham, assistant-Manager, plain-
tiff vs GÉRARD CHENIER, heretofore of the
Town of Buckingham and now from unknown
places, defendant.

1° Ce certain morceau de terrain de forme triangulaire formant partie du lot N° 252 (deux cent-cinquante-deux) de la ville de Buckingham, suivant son cadastre officiel et étant le coin sud-ouest dudit lot.

2° Cet autre morceau de terrain également de forme triangulaire formant partie du lot 253 (deux cent cinquante-trois) de la ville de Buckingham, suivant son cadastre officiel et étant le coin sud-ouest dudit lot, avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Les dits deux morceaux de terrain formant ensemble qu'un seul emplacement, mesurant 97' dans sa ligne nord, 71' dans sa ligne sud et 80' dans sa ligne ouest, le tout plus ou moins et bornés comme suit: — au nord et à l'est par l'emprise du C.P.R.; au sud par la propriété de Florimond Strévez ou lot 254 et à l'ouest partie par la propriété d'Eudore Tremblay ou le lot N° 305 et partie par la propriété d'Armand Cadieux ou le lot N° 304, avec et comprenant un droit de passage gratuit et perpétuel sur et à travers toute la longueur dudit lot N° 305 possédé par Eudore Tremblay, de manière à permettre la communication entre la rue Pine et la propriété ci-dessus mentionnée.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St. Grégoire de Naziance, dans la ville de Buckingham, le TREIZIÈME jour de JUILLET, 1953, à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

Bureau du Shérif.
34987-23-2

Le Shérif,
R. ST-PIERRE.

1. That certain piece of land of triangular shape, forming part of lot No. 252 (two hundred and fifty-two) of the Town of Buckingham, according to the official cadastre thereof and being the south-west corner of the said lot.

2. That other piece of land also of triangular shape, forming part of lot 253 (two hundred and fifty-three) of the Town of Buckingham, according to the official cadastre thereof and being the south-west corner of the said lot, with all the buildings thereon erected.

The said two pieces of land forming altogether but only one plot, measuring 97' in its north line, 71' feet in its south line and 80' feet in its west line, the whole more or less and bounded as follows: Northerly and easterly by the C.P.R., right-of-way; on the south, by Florimond Strévez' property or lot 254, and on the west, partly by Eudore Tremblay's property or lot No. 305 and partly by the property of Armand Cadieux, or lot No. 304, with and including a free right-of-way at perpetuity over and throughout the whole length of the above said lot No. 305 owned by Eudore Tremblay, in order to allow communication between the Pine Street and the above mentioned property".

To be sold at the parochial church door of St. Grégoire de Naziance, Town of Buckingham, on the THIRTEENTH day of JULY, 1953, at TWO o'clock in the afternoon (Daylight saving time).

Sheriff's Office.
34987-23-2

R. ST-PIERRE,
Sheriff.

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { R AYMOND RICHARD et HENRI RICHARD, tous deux de Pont-Rouge, comté de Portneuf, district de Québec; contre RODOLPHE CÔTÉ, domicilié à Pont-Rouge, district de Québec, tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes et IRÈNE BÉDARD, épouse de Rodolphe Côté, domiciliée au même endroit, à savoir:

Un lot actuellement connu et désigné comme 249-5 (deux cent quarante-neuf — cinq) du cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Jeanne de Neuville, maintenant en la paroisse de Pont-Rouge, comté de Portneuf, étant un lot mesurant 101 pieds au nord-ouest, 50 pieds au nord-est, 100 pieds au sud-est et 49 pieds au sud-ouest, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Pont-Rouge, comté de Portneuf, le VINGT-SIXIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin (heure avancée).

Bureau du Shérif, Québec, 20 mai 1952. [Première insertion: 23 mai 1953.] [Deuxième insertion: 6 juin 1953.]

Le Shérif, AIMÉ DION. 34895-21-2-o

TERREBONNE

Canada, Province de Québec
District de Terrebonne

Cour de L'Échiquier du Canada N° 70474 { L A REINE (Loi de l'im-pôt sur le Revenu et ses amendements), deman-deresse, vs ALBERT JOSEPH MARTEL, du village de Manor, Saskatchewan, défendeur.

"Un lot de terre numéro trois cent neuf (309) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { R AYMOND RICHARD No. 69287. and HENRI RICHARD, both of Pont-Rouge, County of Portneuf, district of Quebec; against RODOLPHE CÔTÉ, domiciled at Pont-Rouge, district of Quebec, personally, as well as to authorize his wife for purposes hereof and IRÈNE BÉDARD, wife of Rodolphe Côté, domiciled in the same place, to wit:

A lot presently known and designated as 249-5 (two hundred and forty-nine-five) on the official cadastre for the parish of Ste-Jeanne-de-Neuville, now in the parish of Pont-Rouge, county of Portneuf, being a lot measuring 101 feet on the northwest, 50 feet on the northeast, 100 feet on the southeast and 49 feet on the southwest, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Pont-Rouge, county of Portneuf, the TWENTY-SIXTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, Québec, May 20, 1953. [First insertion: May 23, 1953] [Second insertion: June 6, 1953]

AIMÉ DION, Sheriff. 34895-21-2

TERREBONNE

Canada, Province of Quebec
District of Terrebonne

Exchequer Court of Canada No. 70474 { THE QUEEN (Income Tax Act and its amen-ments), plaintiff, vs JOSEPH MARTEL, of the village of Manor, Saskatchewan, defendant,

"A lot of land bearing number three hundred and nine (309) on the official plan and book of

de Ste-Anne des Plaines, avec bâtisses dessus érigées.”

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de Ste-Anne des Plaines le TRENTIÈME jour de JUIN mil neuf cent cinquante-trois à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT FOURNELLE.
St-Jérôme, ce 12 mai 1953. 34841-20-2-0

reference for the parish of Ste-Anne des Plaines, with buildings thereon erected.”

To be sold at the Catholic church door of Ste-Anne des Plaines the THIRTIETH day of June, 1953 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ALBERT FOURNELLE,
Sheriff's Office,
St-Jérôme May 12, 1953. 34841-20-2-0

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 23

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Lavallée vs Périllard	1905
Perreault vs Tremblay	1905
Sauriol vs Ampleman	1905

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

642-A — Employés de garage, cités de Québec, etc.	1906
642-B — Manutententeurs de fret, navigation côtière et intérieure, Havre de Montréal	1907
642-C — Construction de Québec	1908
642-G — Construction de Québec	1908
643 — Fourrure, section du détail, région de Montréal	1908
663 — Concernant la soustraction au jalonnement en claims miniers de certains terrains dans le canton de Holland	1905

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1881 NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 1881

AVIS DIVERS:

Cercle Celanac Inc. (Règlements)	1913
Cinq-Mars & Paquette Limitée (Directeurs)	1915
Corona Bakery Limited (Directeurs) ..	1916
E. Lagueux & Fils, Limitée (Directeurs)	1916
Emmanuel Baptist Church (Incorporation)	1914
Gamma Lambda Foundation of Sigma Chi Fraternity Incorporated (Règlements)	1914
Grace Gospel Chapel (Incorporation) ..	1915
La Caisse Populaire Ste-Famille de Sherbrooke (Fondation)	1916
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Louis de Terrebonne (Formation)	1915
Le Syndicat National Catholique du Marbre, Tuile et Terrazzo de Québec Inc. (Changement de nom)	1914
Magog Union of Staff Workers (Formation)	1914
Ville-Émard Baptist Church (Incorporation)	1914

CHARTES — ABANDON DE:

Glendale Cleaners and Dyers Ltd.	1916
Kenyon Investments Limited	1917
Mabelle Realities Incorporated	1917

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:

Dzus Fastener Co. Inc.	1917
-----------------------------	------

COMPAGNIES DISSOUTES:

Ant. Bernier (Jonquière) Inc.	1917
------------------------------------	------

Index of the Quebec Official Gazette, No. 23

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Lavallée vs Périllard	1905
Perreault vs Tremblay	1905
Sauriol vs Ampleman	1905

ORDERS IN COUNCIL:

642-A — Garage employees, cities of Québec, etc.	1906
642-B — Freight handlers of the Port of Montreal, inland and coastal navigation	1907
642-C — Construction of Québec	1908
642-G — Construction of Québec	1908
643 — Fur, retail section, district of Montreal	1908
663 — Concerning the withdrawal of staking out of mining claims on certain lands in the township of Holland	1905

1881 NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 1881

MISCELLANEOUS NOTICES:

Cercle Celanac Inc. (By-Laws)	1913
Cinq-Mars & Paquette Limitée (Directeurs)	1915
Corona Bakery Limited (Directeurs) ..	1916
E. Lagueux & Fils, Limitée (Directeurs)	1916
Emmanuel Baptist Church (Incorporation)	1914
Gamma Lambda Foundation of Sigma Chi Fraternity Incorporated (By-Laws)	1914
Grace Gospel Chapel (Incorporation) ..	1915
La Caisse Populaire Ste-Famille de Sherbrooke (Fondation)	1916
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Louis de Terrebonne (Formation)	1915
Le Syndicat National Catholique du Marbre, Tuile et Terrazzo de Québec Inc. (Change of name)	1914
Magog Union of Staff Workers (Formation)	1914
Ville-Émard Baptist Church (Incorporation)	1914

CHARTERS — SURRENDER OF:

Glendale Cleaners and Dyers Ltd.	1916
Kenyon Investments Limited	1917
Mabelle Realities Incorporated	1917

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Dzus Fastener Co. Inc.	1917
-----------------------------	------

COMPANIES DISSOLVED:

Ant. Bernier (Jonquière) Inc.	1917
------------------------------------	------

Confides Corporation.....	1918	Confides Corporation.....	1918
Craig, Ballantyne & Co. Ltd.....	1918	Craig, Ballantyne & Co. Ltd.....	1918
Moosehead Breweries (Quebec) Limited	1918	Moosehead Breweries (Quebec) Limited	1918
Telephone Securities, Limited.....	1918	Telephone Securities, Limited.....	1918
CURATELLE PUBLIQUE:		PUBLIC CURATORSHIP:	
Succession de Dame Helmi Lindstrom Heickell.....	1918	Estate of Dame Helmi Lindstrom Heickell.....	1918
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AGRICULTURE:		AGRICULTURE:	
Cercle agricole de la municipalité du village de Shawinigan-Sud.....	1919	Cercle agricole de la municipalité du village de Shawinigan-Sud.....	1919
Société Coopérative Centrale St-Ma- gloire Village.....	1919	Société Coopérative Centrale St-Ma- gloire Village.....	1919
CHASSE ET PÊCHE:		GAME AND FISHERIES:	
Concernant la défense de pêcher pour un an dans le Lac Gale.....	1919	Concerning the prohibition from fishing for a period of one year in Lake Gale	1919
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
<i>Municipalité scolaire de:</i>		<i>School Municipality of:</i>	
Immaculée-Conception.....	1920	Immaculée-Conception.....	1920
Inverness.....	1919	Inverness.....	1919
Northfield & Wright.....	1920	Northfield & Wright.....	1920
Rock-Forest.....	1920	Rock-Forest.....	1920
Tewkesbury, N° 1.....	1920	Tewkesbury, No. 1.....	1920
MINES:		MINES:	
Révocation de droits de mine.....	1920	Cancellation of mining rights.....	1920
TRAVAIL:		LABOUR:	
<i>Industrie ou métiers de:</i>		<i>Industry or Trades of:</i>	
Boulangerie de Québec (Modification) .	1935	Baking of Quebec (Amendment).....	1935
Confection pour hommes et garçons, province de Québec (Modification)..	1935	Men's and boys' clothing, Province of Quebec (Amendment).....	1935
Epiciers et bouchers de Joliette (Pré- lèvement).....	1921	Epiciers et bouchers de Joliette (Levy).	1921
L'Association des employés de garage des Cantons de l'Est (Avis).....	1924	L'Association des employés de garage des Cantons de l'Est (Notice).....	1924
Métallurgie de Québec (Modification)	1926	Metal of Quebec (Amendment).....	1926
Peinture, province de Québec (Modifi- cation).....	1922	Paint, Province of Quebec (Amend- ment).....	1922
Robe, province de Québec (Modifica- tion).....	1922	Dress, Province of Quebec (Amend- ment).....	1922
The International Association of Bridge, Structural and Ornamental Iron Workers, Local No 711 (Avis).....	1930	The International Association of Bridge, Structural and Ornamental Iron Workers, Local No 711 (Notice)....	1930
Vêtements d'hommes et garçons (Rè- glements).....	1923	Men's and boys' clothing (By-Laws)..	1923
EXAMENS DU BARREAU:		BAR EXAMINATIONS:	
Laurentides: théorique.....	1937	Laurentides: theoretical.....	1937
St-François: pratique du droit (4e)....	1936	St. Francis: practice of law (4th).....	1936
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Adélarde et Gustave Lépine, Ltée.....	1882	Adélarde et Gustave Lépine, Ltée.....	1882
Aluminum Packaging Limited.....	1883	Aluminum Packaging Limited.....	1883
Armstrong Funeral Chapel Inc.....	1883	Armstrong Funeral Chapel Inc.....	1883
Bel Air Clothing Inc.— Vêtements Bel Air Inc.....	1883	Bel Air Clothing Inc.— Vêtements Bel Air Inc.....	1883
Blackie Automobile Co. Ltd.....	1884	Blackie Automobile Co. Ltd.....	1884
Bota & Company Ltd.....	1884	Bota & Company Ltd.....	1884
Bristol Transformers Limited.....	1884	Bristol Transformers Limited.....	1884
Brosnan Chibougamau Mines Limited	1885	Brosnan Chibougamau Mines Limited	1885
Canada Moulders Inc.....	1885	Canada Moulders Inc.....	1885
Canado Construction Ltée — Canado Construction Ltd.....	1885	Canado Construction Ltée — Canado Construction Ltd.....	1885
Cape Breton Metals Limited.....	1886	Cape Breton Metals Limited.....	1886

Cape Diamond Construction, Inc.....	1886	Cape Diamond Construction, Inc.....	1886
Casualty Adjustment Company Limited	1887	Casualty Adjustment Company Limited	1887
Chambre de Commerce des Jeunes, Salaberry de Valleyfield.....	1887	Chambre de Commerce des Jeunes, Salaberry de Valleyfield.....	1887
Chesterfield Moderne Cie Ltée — Mo- dern Chesterfield Co. Ltd.....	1887	Chesterfield Moderne Cie Ltée — Mo- dern Chesterfield Co. Ltd.....	1887
Electroline Television Equipment Inc.	1888	Electroline Television Equipment Inc.	1888
Elgo Trading Limited.....	1888	Elgo Trading Limited.....	1888
E. & R. Inc.....	1888	E. & R. Inc.....	1888
Exclusive Leather Products Corp.....	1889	Exclusive Leather Products Corp.....	1889
Franklin Electrical Supply Co.....	1889	Franklin Electrical Supply Co.....	1889
G. E. Belliveau Ltée.....	1890	G. E. Belliveau Ltée.....	1890
Gould Auto Supply Co.....	1890	Gould Auto Supply Co.....	1890
Harrow Glove Company.....	1890	Harrow Glove Company.....	1890
Henri Gilbert & Fils Ltée.....	1891	Henri Gilbert & Fils Ltée.....	1891
Hôtel Union Inc.....	1891	Hôtel Union Inc.....	1891
Imprimerie Astra Limitée.....	1891	Imprimerie Astra Limitée.....	1891
International Fur Company.....	1892	International Fur Company.....	1892
Isolation Sherbrooke Limitée — Sher- brooke Insulation Limited.....	1892	Isolation Sherbrooke Limitée — Sher- brooke Insulation Limited.....	1892
J. E. Gosselin Inc.....	1892	J. E. Gosselin Inc.....	1892
Kay Thread Co. Ltd.....	1893	Kay Thread Co. Ltd.....	1893
La Cie de Placements Cavalier Inc. ...	1893	La Cie de Placements Cavalier Inc. ...	1893
La Compagnie de Constructions Idéales Inc.— Ideal Constructions Company Inc.....	1893	La Compagnie de Constructions Idéales Inc.— Ideal Constructions Company Inc.....	1893
Lake Access Enterprises Ltd.....	1894	Lake Access Enterprises Ltd.....	1894
Langlois et Rivard Limitée.....	1894	Langlois et Rivard Limitée.....	1894
L'Association des Citoyens de Bordeaux Inc.....	1894	L'Association des Citoyens de Bordeaux Inc.....	1894
Lee Holdings Corporation.....	1895	Lee Holdings Corporation.....	1895
Les Breuvages Bégin Ltée — Begin Beverages Ltd.....	1895	Les Breuvages Bégin Ltée — Begin Beverages Ltd.....	1895
L'Heureux et Dussault Limitée.....	1895	L'Heureux et Dussault Limitée.....	1895
Lucky The Tailor Inc.....	1896	Lucky The Tailor Inc.....	1896
Marino Restaurant Ltée.....	1896	Marino Restaurant Ltée.....	1896
M. Létourneau, Inc.....	1896	M. Létourneau, Inc.....	1896
Moe Hershovitch & Sons Inc.....	1897	Moe Hershovitch & Sons Inc.....	1897
Monarch Shoe Finishes & Supplies Ltd.	1897	Monarch Shoe Finishes & Supplies Ltd.	1897
New York Pleating Inc.....	1897	New York Pleating Inc.....	1897
Pauzé & Chevette, Inc.....	1898	Pauzé & Chevette, Inc.....	1898
Perfect Thread Co. Ltd.....	1898	Perfect Thread Co. Ltd.....	1898
Poly-Construction Inc.....	1899	Poly-Construction Inc.....	1899
Quebec Graphite Corporation.....	1899	Quebec Graphite Corporation.....	1899
Rack Sales Ltd.....	1899	Rack Sales Ltd.....	1899
Rapid Steamship Co. Ltd.....	1900	Rapid Steamship Co. Ltd.....	1900
Robert Dufault Ltée — Robert Dufault Ltd.....	1900	Robert Dufault Ltée — Robert Dufault Ltd.....	1900
Rosemount Clothes & Housecraft Co. .	1900	Rosemount Clothes & Housecraft Co. .	1900
Sinclair & Company Inc.....	1901	Sinclair & Company Inc.....	1901
Spino Construction and Equipment Limited.....	1901	Spino Construction and Equipment Limited.....	1901
St-Jérôme Bar-B-Q- Inc.....	1901	St-Jérôme Bar-B-Q- Inc.....	1901
St. Mark Court Corp.....	1902	St. Mark Court Corp.....	1902
Tarlin Corp.....	1902	Tarlin Corp.....	1902
Vendome Mines Limited.....	1903	Vendome Mines Limited.....	1903
Wick Brothers Inc.....	1903	Wick Brothers Inc.....	1903
Wynden Industries Ltd.....	1903	Wynden Industries Ltd.....	1903

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Ameublements du Québec Inc.....	1904
City Tire Company Limited.....	1904
Foyer St-Henri Inc.....	1904

LIQUIDATION, AVIS DE:

Association de Secours Mutuels des Gardes-Malades diplômées de l'Hôpi- tal de la Miséricorde.....	1937
---	------

SIÈGES SOCIAUX:

Adélarde et Gustave Lépine, Ltée.....	1937
British Neckwear Manufacturing Com- pany.....	1937
Cape Breton Metals Limited.....	1938

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Ameublements du Québec Inc.....	1904
City Tire Company Limited.....	1904
Foyer St-Henri Inc.....	1904

WINDING UP NOTICE:

Association de Secours Mutuels des Gardes-Malades diplômées de l'Hôpi- tal de la Miséricorde.....	1937
---	------

HEAD OFFICES:

Adélarde et Gustave Lépine, Ltée.....	1937
British Neckwear Manufacturing Com- pany.....	1937
Cape Breton Metals Limited.....	1938

Elgo Trading Limited	1938	Elgo Trading Limited	1938
Ferronnerie des Forges Ltée	1938	Ferronnerie des Forges Ltée	1938
Georges Robin Limitée	1938	Georges Robin Limitée	1938
L'Heureux et Dussault Limitée	1939	L'Heureux et Dussault Limitée	1939
Rapid Steamship Co. Ltd.	1938	Rapid Steamship Co. Ltd.	1938

SOUSSIONS:

Pointe-Claire & Beaconsfield, commis- saires des écoles protestantes de	1940
St-Constant, commissaires d'écoles de	1939
St-François-de-Sales, munic. de	1941
Windsor, ville de	1942

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Méthé, Odéna <i>et al.</i>	1943
--------------------------------------	------

VENTES PAR LICITATION:

Forand <i>et al</i> vs Lussier <i>et al.</i>	1945
Labadie <i>et al</i> vs Bélanger <i>et al.</i>	1945

VENTE POUR TAXES:

St-Jérôme, cité de	1946
------------------------------	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

Beaucage vs Fleurie	1947
Bisson vs Pépin	1947

BEDFORD:

Deragon vs Bouchard	1948
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Ewens	1948

HULL:

Bayne vs Chenier	1948
----------------------------	------

QUÉBEC:

Richard <i>et al</i> vs Côté <i>et al.</i>	1949
--	------

TERREBONNE:

La Reine vs Martel	1949
------------------------------	------

34950-o

TENDERS:

Pointe Claire & Beaconsfield, Protestant School Commissioners of	1940
St-Constant, School Commissioners of	1939
St-François-de-Sales, munic. of	1941
Windsor, town of	1942

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Méthé, Odéna <i>et al.</i>	1943
--------------------------------------	------

SALES BY LICITATION:

Forand <i>et al</i> vs Lussier <i>et al.</i>	1945
Labadie <i>et al</i> vs Bélanger <i>et al.</i>	1945

SALE FOR TAXES:

St-Jérôme, city of	1946
------------------------------	------

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Beaucage vs Fleurie	1947
Bisson vs Pépin	1947

BEDFORD:

Deragon vs Bouchard	1948
The Quebec Farm Loan Board vs Ewens	1948

HULL:

Bayne vs Chenier	1948
----------------------------	------

QUÉBEC:

Richard <i>et al</i> vs Côté <i>et al.</i>	1949
--	------

TERREBONNE:

The Queen vs Martel	1949
-------------------------------	------

34950-o

